

procédures judiciaires comme celles-ci peuvent aussi être utilisées à l'extérieur du pays où l'abus s'est produit. Aux États-Unis, les Avocats de Minnesota pour les Droits de l'homme ont organisé un tribunal simulé de Khmer Rouge où les membres locaux de la communauté cambodgienne ont témoigné sur le génocide au Cambodge. Cela a donné aux Cambodgiens une chance de raconter leurs histoires et aux résidents locaux dans l'Etat du Minnesota, celle de découvrir les étrangers qui arrivent dans leurs communautés et ce que ces gens ont vécu. Comme partie du projet une histoire orale enregistrée en vidéo a été créée et fait partie maintenant de la collection permanente du Centre d'Histoire de Minnesota. *Comment pourriez-vous organiser des alliés dans différents pays pour accentuer votre lutte ?*

NOUVELLES TACTIQUES EN DROITS DE L'HOMME

Une ressource pour les acteurs

Un livre écrit par
Le Projet de Nouvelles Tactiques en Droits de l'Homme

Un projet du
Centre des Victimes de la Torture

BLOCK I

TABLE DES MATIERES

Introduction par Justice Richard J. Goldstone
Remerciements
La nécessité de nouvelles tactiques par Douglas A. Johnson
Le livre en tant que ressource
Les termes clés
Concernant le Projet de Nouvelles Tactiques
Les tactiques de prévention
La protection physique
Le partage des informations clés
Éliminer les opportunités d'abus
Les tactiques d'intervention
La résistance
La perturbation
La persuasion
La motivation
Les tactiques de restauration
Se souvenir des abus
Renforcer les individus et les communautés
Demander réparation
Bâtir les cultures et institutions des droits de l'homme
Bâtir des circonscriptions
La collaboration
Le renforcement des capacités
Bâtir la conscience
Les ressources
Développer les tactiques et stratégies créatives
Adapter les tactiques
Partager votre tactique : une présentation d'un échantillon de tactique
Auto entretien : entretenir votre ressource la plus précieuse
Ressources supplémentaires
Index des tactiques
Partagez une tactique

le cadre d'une plus grande stratégie qui comprend tant la narration de la vérité que la punition pour les auteurs des abus, ou, comme dans le cas de l'Argentine, peut aider à créer le climat politique nécessaire au commencement des accusations.

Justice Internationale pour les crimes de guerre : Un tribunal international pour sensibiliser et chercher les réparations pour les abus sexuels pendant la guerre. Un réseau en Asie a organisé un tribunal international pour préserver la mémoire des abus qui se sont produits des décennies avant et exige compensation. Le Réseau Violence Contre les Femmes pendant la guerre, Japon (VAWW-NET) a créé un tribunal pour reconnaître et rechercher la justice pour les victimes des abus sexuels pendant la guerre. Au cours de la première moitié du vingtième siècle, le gouvernement japonais a créé un système d'esclavage sexuel par un réseau "de stations de confort," maison de passe contrôlée par les militaires. Environ 400,000 femmes et filles ont été forcées dans le système. Pendant près de 50 ans l'atrocité est restée derrière un voile de silence. En 1998, le VAWW-NET a proposé la création du Tribunal International des Crimes de guerre contre les femmes. Un Comité d'organisation international (l'IOC) a été formé, comprenant des représentants des organisations non gouvernementales dans les pays d'origine de victimes, le Japon et la communauté internationale. L'IOC a créé une charte, a défini les procédures et les règles pour le tribunal et a organisé les audiences à Tokyo en décembre de 2000. Au tribunal, les équipes d'accusation de dix pays ont présenté des accusations, y compris une accusation collective venant de la Corée du Nord et du Sud. Un panneau de quatre juges représentant un spectre géographique et juridique équilibré a présidé les procédures. Le tribunal a entendu le témoignage vivant et enregistré en vidéo des survivantes - par euphémisme appelées "femmes de confort" - et également de deux anciens soldats. Les experts ont aussi témoigné sur la structure militaire japonaise. Les juges ont passé en revue des documents officiels, des mémoires, des journaux et les brèves juridiques. Le hall de tribunal était plein à craquer tout au long des audiences avec jusqu'à 1,000 observateurs et membres des mass médias internationaux. Après trois jours, le tribunal a publié les conclusions préliminaires des faits et a recommandé des réparations. Le tribunal a créé un record historique et a fait prendre conscience par la communauté internationale des crimes des abus sexuels pendant la de guerre. Le gouvernement Japonais, et ses citoyens, ont monté le Fonds des Femmes asiatiques (AWF) en 1995 pour exprimer leurs excuses et repentir, et accorder des compensations aux victimes. Bien que le fonds ait réuni 483 millions de yens (environ US\$4 million) pour les victimes, beaucoup de survivants et supporters considèrent l'AWF comme un moyen pour le gouvernement japonais d'éviter de payer des compensations directes; certaines des victimes ont décliné la compensation de ce fonds privé. Ce tribunal a rompu des décennies de silence entourant un tabou asservi au Japon et difficile pour la communauté internationale à faire face. Il a attiré l'attention du monde entier sur la souffrance des «femmes de confort," et a même provoqué des donations privées pour les victimes. Cependant, il n'a pas réussi à amener le gouvernement japonais à assumer ses responsabilités d'octroyer des compensations directes. Un tribunal comme celui-ci peut être utilisé de façon autonome pour rompre le silence autour d'autres problèmes - soit de cette amplitude ou sur une échelle beaucoup plus petite - ou rassembler la force d'autres efforts internationaux, comme la création d'un fonds pour les victimes ou la mise sur pied d'un mouvement international fort. Les feintes de

confessions publiques exposant en détail beaucoup des crimes les plus horribles de l'ère d'apartheid, et aussi le meurtre en 1977 de l'activiste Steven Biko. L'amnistie n'était pas garantie à ceux qui ont témoigné, même si les étapes pour l'accusation de ceux à qui on n'a pas accordé d'amnistie ou ne se sont pas présentés pour témoigner n'ont pas été exécutées. Le Rapport de la Commission Vérité et Réconciliation a été publié en sept volumes entre 1998 et 2002. Certes son impact à long terme reste à vérifier, certaines de ses réalisations immédiates comprennent les recommandations sur la manière d'éviter les violations futures, recommandations qui ont influencé le nouveau gouvernement et la collecte de documents incontestables des abus des droits de l'homme pendant l'ère d'apartheid. Il est important de noter que le TRC n'a été à la hauteur de toutes ses attentes. Aucun des auteurs des crimes ayant refusé de témoigner n'a encore été poursuivi, bien que le processus l'autorise et le pays continue à se battre avec le problème des réparations. Pour plus d'informations sur le rôle des porte paroles au sein de la commission, voir : www.newtactics.org, sous outils pour Action. Les commissions de vérité ont été convoquées dans des douzaines de pays et des situations avec divers mandats et résultats. A certaines on accorde le pouvoir de citation, pendant que d'autres n'ont aucun instrument judiciaire significatif à leur disposition. Certaines tiennent des audiences plein air ou même télévisées, d'autres travaillent presque entièrement à huis clos. Quelques commissions recommandent réparations financières ou autres aux victimes survivantes et, dans un effort de prévenir des violations futures des droits de l'homme, on a demandé que beaucoup fassent des recommandations substantielles pour les changements dans les structures politiques, militaires, de la police ou judiciaires, ou dans les sphères sociales ou éducatives. Glenda Wildschut, un ancien commissionnaire de la Commission Vérité et Réconciliation sud-africaine, note que la commission a opéré sous quelques insuffisances. Parmi elles : Le TRC a examiné uniquement les violations brutes des droits de l'homme. Les victimes d'enlèvements forcés, dépossession de terrain, de mariages mixtes et une foule d'autres législations ne pouvaient pas chercher recours auprès du TRC. Le comité de réparations du TRC a reçu mandat seulement de faire des recommandations de politique au parlement, pendant que le comité d'amnistie avait le pouvoir d'accorder l'amnistie immédiate. Le TRC devait couvrir une période de 34 ans - de 1960 à 1994 - en juste trois ans de travail. Le TRC avait très peu de ressources pour ensuite apporter le soutien émotionnel et psychologique aux victimes. La tactique est toujours controversée. Certains croient que les commissions de vérité augmentent la souffrance des gens et leurs sentiments d'impuissance parce que les abus sont mis à nus sans que les auteurs soient punis, ou que les commissions peuvent être utilisées comme substitut à l'action judiciaire. D'autres soutiennent que les sociétés profondément divisées ne peuvent pas s'appuyer sur l'accusation juridique sans renforcer les déterminations et le pouvoir d'auteurs à s'opposer au changement démocratique. Mais les commissions de vérité peuvent être utilisées dans

INTRODUCTION

Une nouvelle ère des droits de l'homme a vu le jour dans le monde au cours des deux dernières décennies. Celui-ci préoccupe de plus en plus l'opinion publique internationale ainsi que le droit international. Sur le plan du droit international, de nouveaux mécanismes ont transformé notre façon de réfléchir sur la justice et sur son obtention. Au même moment, la pensée créative et l'esprit d'initiative des individus et des organismes ont changé notre manière de réfléchir sur ce qui est possible en matière des droits de l'homme – et par conséquent sur ce que nous pouvons faire.

A tous les niveaux du monde, jusque dans de petits villages, les gouvernements nationaux ainsi *qu'aux niveaux élevés de la justice internationale*, les gens créent et utilisent des tactiques innovatrices pour rendre leur travail plus efficace. Le Projet de Nouvelles Tactiques en Droits de l'Homme récupère ces techniques innovatrices et les partagent avec ceux qui essayent de faire avancer les droits de l'homme. Je vous invite à vous joindre à moi pour célébrer ce projet et pour faire usage de la ressource précieuse que vous tenez actuellement entre les mains.

En réfléchissant sur mon domaine de travail, j'ai découvert que de nouvelles opportunités pour obtenir la justice sont ouvertes aux victimes des plus graves abus des droits de l'homme. L'institution des tribunaux criminels internationaux pour la Yougoslavie et le Rwanda qui furent les premiers tribunaux des crimes de guerre à être créés avec le soutien total de l'opinion internationale, a ouvert de nouvelles voies pour la justice. Les équipes internationales qui travaillent pour le compte de ces tribunaux et qui viennent de plusieurs pays, traitent différemment qu'auparavant – ils votent de nouvelles lois, créent des précédents, prononcent des inculpations qui ne ressemblent pas aux inculpations prononcées dans d'autres pays. Une nouvelle tactique a été mise en place, plus puissante, à savoir, la cour internationale de justice qui pourrait désormais permettre à toute victime de crimes, d'obtenir justice partout où elle se trouve.

Nous avons utilisé une autre stratégie dans le cadre de la cour internationale de justice pour l'ex Yougoslavie : le viol est maintenant considéré comme un crime de guerre qui peut être poursuivi indépendamment, plutôt qu'un délit secondaire qui faisait partie d'autres délits. Lorsque la cour a inculpé huit officiers militaires Bosniaques et Serbes pour le viol systématique des femmes musulmanes, la manière universelle de penser aux crimes liés au genre et aux droits de l'homme a changé. Depuis lors, cette tactique a permis d'obtenir justice dans plusieurs autres cas.

Il y a dix ans, les experts judiciaires se seraient moqués d'une perspective d'inculper et d'extrader un puissant dictateur comme Augusto Pinochet. Ceci ne constituait pas une politique ouverte. A ce niveau, les auteurs de crimes barbares, se promenaient dans le monde en toute impunité. L'arrestation et l'extradition de Pinochet a changé notre manière de penser sur ce qui est possible en justice internationale. Ceci a constitué une tactique supplémentaire pour l'arsenal des droits de l'homme et on est sûr d'utiliser régulièrement dans l'avenir.

Je loue les efforts déployés par les défenseurs des droits de l'homme dans l'utilisation des tribunaux internationaux et autres forums pour attirer l'attention sur les crimes contre l'humanité partout où ils sont commis et pour réclamer à haute voix que justice soit faite. Ceci ne présente que quelques unes des nombreuses tactiques innovatrices qui sont utilisées à travers le monde pour promouvoir et protéger la dignité fondamentale de l'homme dans les sphères et contextes aussi divers que l'expérience elle-même.

Je suis fier de faire partie du Projet de nouvelles tactiques en Droits de l'Homme. Bien que ce document n'ait pas la prétention d'être un catalogue exhaustif, il constitue un recueil de cette nouvelle pensée innovatrice que nous espérons, vous sera précieux dans votre travail.

REMERCIEMENTS

La rédaction de ce livre a été possible grâce à l'assistance, aux conseils et à l'appui de nombreux individus et organismes à travers le monde. Nous sommes reconnaissants envers les personnes et organismes mentionnés dans ce livre pour leurs initiatives et leur précieux temps qu'ils nous ont accordé en répondant à nos questions et en nous fournissant des informations concernant leur travail. Nous tenons à remercier ceux qui nous ont recommandé d'autres organismes pour nos interviews.

Kate Kelsch, Maître d'Oeuvre du Projet de Nouvelles Tactiques en Droits de l'Homme a

et quelquefois les auteurs, pour raconter leurs histoires. Le processus de dire la vérité peut sortir les victimes de l'isolement; les régimes dictatoriaux, d'habitude gardent des niveaux de secret qui empêchent des victimes de savoir que leurs voisins souffrent aussi. De manière idéale, ces tactiques de dire la vérité impliquent la population toute entière, tout au moins une grande partie, pour encourager la guérison plutôt que de semer la discorde. Les commissions de vérité sont une sorte de tactique pour dire la vérité utilisée par les gouvernements pour commencer le processus de réconciliation. Leurs autorités, qui exposent leur but et leur pouvoir, sont typiquement établies par les instances législatives ou exécutives du pays. En Afrique du Sud, une décision stratégique a été prise à la fin de l'apartheid pour créer un processus de commission de vérité plutôt que de tenir de simple procès pour juger les auteurs des violations brutes des droits de l'homme. La Commission Vérité et Réconciliation a été créée par le parlement du pays avec mandat d'établir une peinture aussi complète que possible de la nature, les causes et l'envergure des violations brutes des droits de l'homme commis, par toutes les parties du conflit, entre le 1 mars 1960 et le 10 mai 1994. La Commission Vérité et Réconciliation sud-africaine (TRC) a été lancée par la législation nationale en 1995, après une période de débat public. Son mandat était de collecter les informations sur les violations brutes des droits de l'homme commises par les organismes d'Etat ou l'opposition armée pendant l'apartheid, et son but était de promouvoir l'unité nationale et la réconciliation. La commission était supposée faire des suggestions sur les réformes politiques pour empêcher des abus futurs. En plus de l'amnistie et des audiences des droits de l'homme, les audiences spéciales se sont concentrées sur les abus subis par les femmes et les enfants et d'autres ont été organisées sur le rôle des communautés de foi, les établissements hospitaliers, le secteur juridique, la communauté des affaires et d'autres institutions qui ont passivement ou activement contribué aux violations des droits. Les audiences se sont tenues partout dans le pays et les mass médias ont diffusé des clips et des reportages en direct. Tous les mass médias ont largement couvert le TRC pendant la durée de la Commission. Vingt mille victimes ont témoigné. Pour rendre le processus aussi confortable que possible pour les victimes, le TRC a utilisé les porte paroles (aussi une tactique intéressante), qui ont été choisis des professions à vocation sociale - les ministres, les assistants sociaux et les infirmiers, entre autres – et a offert du soutien aux victimes avant, pendant et après le processus. Les porte-paroles ont reçu une formation approfondie sur le processus et la structure de la Commission. Un aspect unique du mandat de la Commission était une amnistie conditionnelle pour les auteurs de violations de droits de l'homme disposées à admettre publiquement les détails de leurs actions. Les critères pour l'amnistie ont inclus la divulgation complète des crimes aussi bien qu'une détermination que les actes étaient politiquement motivés. Cette amnistie conditionnelle était une politique non essayée dans les commissions de vérité antérieures de cette envergure, et elle a donné lieu aux

été marginalisées sous les gouvernements dictatoriaux, mais ont été exclues du processus de réconciliation. L'approche de EAAF exige un certain niveau d'ouverture et de liberté politique, mais l'expérience du groupe à transférer la tactique dans plus de 30 autres pays démontre que le soutien total du gouvernement n'est pas nécessaire. Un autre groupe, au Guatemala, travaille aussi avec la communauté pendant les exhumations, mais se concentre sur les services psychosociaux. Equipo de Estudios Comunitarios y Acción Psicosocial (Équipe d'Études Communautaires et d'Action Psychosociale, ou ECAP) travaille avec le Fundación de Antropología Forense de Guatemala pour fournir du soutien aux familles et aux communautés avant, pendant et après une exhumation. ECAP organise des groupes de soutien au sein desquels les familles peuvent bien partager les émotions causées par leur perte, où ils peuvent réfléchir, raconter leurs histoires sans peur, apprendre à faire face aux conséquences de la violence et comprendre la situation courante afin de mieux organiser l'avenir. Les familles reçoivent aussi de l'assistance en enterrant légalement leurs parents et conformément à leur tradition, permettant de garder les liens entre les vivants et les morts. Après avoir proposé de l'assistance préalable à une exhumation, les conseillers accompagnent les familles au site de l'exhumation pour apporter du soutien à mesure que les membres font face à la réalité de la mort de leur parent et ils continuent à travailler avec les familles pour les aider à accepter cette réalité. Dans les communautés affectées par la violence politique à grande échelle, commune dans beaucoup de régions rurales du Guatemala, les conseillers identifient l'impact de la violence et créent des groupes pour encourager des discussions sur la façon dont la communauté peut guérir en masse. Pour contribuer à la guérison, ECAP soutient aussi des communautés dans la création des mémoriaux et d'autres façons de reconnaître les traumatismes du passé. Ces programmes promeuvent tous une conscience critique de l'histoire commune de la communauté, présent et futur, avec les émotions et les défis impliqués dans la réclamation de leurs droits. *“ C'est un moment très difficile quand nous approchons les familles avec les informations sur le lieu où pourrait se trouver leur personne aimée. Ceci peut mettre un terme à la recherche de ces dernières, ce dont les familles ne sont pas toujours préparées pour. Nous construisons un rapport avec la famille et leur parlons jusqu'à ce qu'elle soit préparée. Nous leur expliquons ce qu'elles verront, à quoi elles peuvent s'attendre et nous les encourageons à poser n'importe quelles questions ou participer au processus. - Luis Fondebrider*

Président EAAF, Argentine *Comment pourriez-vous utiliser la médecine légale ou autre expertise technique pour archiver les violations des droits de l'homme ?*

Dire la vérité : Création officielle d'une commission de vérité pour enquêter et reconnaître les violations brutes des droits de l'homme. Au cours des deux dernières décennies, plusieurs pays sortant de longues périodes d'abus ont créé des forums pour les victimes

rédigé et coordonné les premières éditions de ce livre, elle a dirigé la rédaction de la présente édition et nous a inculqué son dévouement avide pour la qualité et la précision. Tricla Cornell a rédigé et édité certaines parties du livre. Nicole Palasz a écrit les résumés tactiques, a coordonné les recherches sur les tactiques et s'est occupée de leur sélection et organisation. Nancy Pearson a développé les ressources de formation. Rachel Tschida nous a fourni l'orientation et l'expertise. Susan Everson a édité le document. Pam Arnold, Matthew Rezac et le personnel du Minneapolis College of Art and Design Works ont patiemment et habilement assuré la programmation et ont dirigé avec enthousiasme la rédaction de ce livre, du document préliminaire jusqu'au produit final. Douglas A. Johnson a conçu la vision et le cadre original du Projet de Nouvelles Tactiques sans lesquels ce livre n'aurait pas vu le jour.

Plusieurs donateurs généreux ont apporté l'assistance financière pour la conception de la vision et du contenu du livre, parmi lesquels la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation, la Paul & Phyllis Fireman Charitable Foundation, le Sigrid Rausing Trust (jadis connu sous l'appellation de Ruben and Elisabeth Rausing Trust), le United States Institute for Peace et d'autres donateurs qui ont souhaité l'anonymat. Certains donateurs ont posé les bases solides pour ce livre à travers l'appui qu'ils ont apporté à l'implication du CVT dans d'autres éléments du Projet de Nouvelles Tactiques, à savoir, le Centre International sur les conflits non violents, le National Philanthropic Trust, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, le Rockefeller Foundation et le Foundation's Bellagio Conference Centre en Italie, ainsi que le United States Department of State. Les partenaires du CVT dans le projet ont également reçu une assistance financière de quelques organismes.

Nous tenons à remercier également le Comité Consultatif du Projet de Nouvelles Tactiques, les membres du Groupe de Travail (une liste complète des membres du groupe se trouve à la page 24), ainsi que d'autres supporters qui ont relu et fait des commentaires sur ce livre. Leurs expériences des réalités de la lutte pour faire avancer les droits de l'homme et leurs connaissances de ce qui serait utile à des collègues à travers le monde ont guidé le développement de ce livre et continuent à guider le Projet de Nouvelles Tactiques.

Justice Richard A. Goldstone, Murat Belge, Morten Kjaerum, Sofia Macher, Kallash Satyarthi ont tous contribué à enrichir ce livre.

D'autres personnes ont aussi contribué par leurs connaissances éditoriales et analytiques dans la révision des chapitres, parmi lesquelles Susan Atwood, Tanya Cromey, Phil Deering, Basil Fernando, Barbara Freyn Deanna Gallagher, Paul Haupt, Carine Kaneza, Salma Khan, Mark Ritchle, Liz Sevchenko et Bruce van Voorhis, ensemble avec ses

collègues de la Commission asiatique de Droits de l'Homme. Paul Dalton, Clarence Dias, Liam Mahony, Paul Milne, Suzanne Miric, Boris Pustintsev, Sir Nigel Rodley, Edson Spencer et Rajesh Tandon nous ont aidé à développer la pensée qui sous-tend le présent format.

Cette édition a été bâtie sur la base solide des deux précédentes éditions. Parmi les plus de 50 volontaires qui ont aidé dans les recherches, la rédaction, la révision et la relecture de ces volumes, nous aimerions exprimer notre gratitude à Aron Cramer, Bennett Freeman, Barbara Frey, Edward Halpin, Elleen Kaufman, Morten Kjaerum, John Salzberg, Robert Shoemake, et David Welssbrodt. Phil Deering a édité la deuxième édition et Deanna Gallagher, Kenji Sato, Kathryn Weber et Wendy Weber ont rédigé les chapitres.

Tout en exprimant notre reconnaissance à toutes ces personnes et à plusieurs autres pour leur talent, leur temps, leur vision et leur générosité, nous endossons la responsabilité des omissions et erreurs contenues dans ce livre. En outre, les opinions, résultats et conclusions ou recommandations exprimés dans ce livre sont ceux du Projet de Nouvelles Tactiques et ne reflètent pas nécessairement les vues de nos sponsors.

ou n'existent pas du tout, la médecine légale peut constituer un dossier de procès et fournir aux familles des victimes, des informations dont elles ont besoin pour la fermeture. La médecine légale est une façon objective d'enregistrer les abus. Puisque la preuve est scientifique, elle peut être encore plus forte que le témoignage et la documentation écrite pour démontrer les violations des droits de l'homme. L'exhumation de corps peut aussi permettre aux familles d'exécuter des rites traditionnels, porter le deuil et, même toujours éprouvées, continuer à mener leur vie. Pendant les deux décennies passées, Equipo Argentino de Antropología Forense (L'équipe Argentine d'Anthropologie médico-légale, ou EAAF) a identifié les restes des victimes de la violence d'Etat. Pendant la dictature militaire d'Argentine (1976-1983), 10,000 à 30,000 personnes ont été tuées ou «portées disparues» par l'Etat. EAAF a un triple objectif : rendre les restes des victimes à leurs familles et contribuer ainsi au processus de guérison; fournir des preuves aux procès contre les auteurs des violences d'Etat; et former et soutenir la formation d'autres équipes médico-légales dans les pays qui ont subi des périodes de violence et doivent enquêter sur le passé. EAAF a une équipe permanente d'enquêteurs qui recherchent les personnes portées disparues. Le groupe commence d'habitude un cas par une enquête préliminaire pour être sûr du lieu où la personne aurait été enterrée, en interviewant des parents, des amis, d'autres anciens prisonniers, compagnons de cellule et d'anciens activistes politiques sur les caractéristiques physiques de la victime et le temps probable et le lieu de mort. EAAF étudie aussi les dossiers de la police et ceux gardés dans les bureaux, qui contiennent des descriptions physiques, les empreintes digitales, et les dossiers d'autopsie mais doit souvent obtenir des autorisations de justice pour accéder aux archives de la police. Le processus avance quand le groupe a trouvé dix documents écrits ou oraux. Dès que l'endroit probable de l'ensevelissement a été identifié, l'équipe s'approche de la famille de la victime; EAAF ne continuera pas l'enquête sans le consentement de la famille. Dès qu'elle est d'accord et que le groupe a reçu l'autorisation du plaignant ou de l'autorité juridique, l'équipe commence les exhumations. Les familles sont autorisées à participer dans certaines phases. Le groupe respecte les normes des techniques archéologiques pour rétablir les restes de la victime et le travail continue en laboratoire, où les scientifiques de EAAF essaient de faire correspondre les restes avec les renseignements rassemblés et établir la cause et le type de mort. Par ce processus, EAAF a identifié les restes de centaines de victimes, en apportant la fermeture aux familles et en apportant des preuves aux tribunaux nationaux et internationaux, aux commissions de vérité et les cours de justice locales. EAAF a aussi formé beaucoup d'autres groupes dans le monde dans ses techniques. Les membres de l'équipe EAAF disent que ceci a été un processus important pour la coopération croissante parmi les pays au Sud du globe. Quand EAAF enquête sur les morts, il laisse le contrôle du processus à la famille et à la communauté. Ceci est essentiel au sein des communautés qui n'ont pas seulement

collective et durable. Memoria Abierta a créé un système pour rendre accessibles toutes les archives publiques, photographies et entretiens qui témoignent des horreurs du terrorisme d'Etat en Argentine, ses victimes et des personnes qui en ont été contre. Pendant que toute personne ayant accès à Internet peut consulter en ligne le catalogue du dossier, le matériel même reste dans les bureaux de chaque organisation membre ou dans ceux de Memoria Abierta. La base de données fournit un index simple de tout le matériel, facilement trouvable par n'importe quel utilisateur. Elle renseigne aussi sur l'emplacement des documents originaux, les photos et les vidéos pour que les chercheurs intéressés puissent les contacter. Le projet a créé un logiciel spécial développé dans un format source ouverte pour aider d'autres organisations à créer des bases de données semblables. Les archives de Patrimonio documental (le Programme d'Héritage Documentaire) comprennent cinq parties : 1) le Programme d'Héritage Documentaire lui-même, qui comprend environ 22,000 documents sur le terrorisme d'Etat; 2) la Topographie du Programme de Mémoire, avec les cartes, les documents et des témoignages oraux sur les sites historiques en rapport avec le terrorisme d'Etat - plus de 340 centres de torture cachés dans des lieux ordinaires à travers tout le pays; 3) le Programme d'Archives Photographiques, qui comprend des images numériques provenant des organisations des droits de l'homme, des collections privées et des mass-médias; 4) le Programme des Archives Orales, avec les résumés de plus de 320 entretiens avec des personnes dont les vies ont d'une certaine façon été affectées par l'expérience du terrorisme d'Etat; et 5) les propres documents de Memoria Abierta. Memoria Abierta est composé de Abuelas de la Plaza de Mayo, Asamblea Permanente por los Derechos Humanos, Asociación Buena Memoria, Centro de Estudios Legales y Sociales, Familiares de Desaparecidos y Detenidos por Razones Políticas, Fundación Memoria Histórica y social Argentina, Madres de la Plaza de Mayo - Línea Fundadora et Servicio Paz y Justicia. L'alliance a été formée pour développer et soutenir des projets qui encouragent des communautés et des individus à se souvenir des événements qui se sont produits pendant la dictature militaire. Memoria Abierta sponsorise aussi des initiatives de promotion des discussions sur la création de sites de mémoire et des espaces pour la réflexion publique. Un jour, les archives feront partie de la collection principale d'un Musée de souvenir. La tactique de coordonner les archives de plusieurs organisations pourrait être utilisée dans n'importe quel pays où plus d'un groupe recueillent des données concernant les droits humains. Cela pourrait faire partie d'un projet «de mémoire», mais pourrait aussi être utilisé dans les pays où plusieurs organisations des droits de l'homme suivent à la trace les abus en cours et doivent maximiser l'accès aux informations.

Anthropologie médico-légale : Utilisation de la médecine légale pour identifier les corps des victimes et la cause de leur mort. Dans les cas où les documents écrits sont insuffisants

LA NECESSITE DE NOUVELLES TACTIQUES

Le mouvement moderne des droits de l'homme a fait un très grand pas au cours de ces dernières décennies dans l'avancée de l'idéal des droits de l'homme et a mis en place des protections spécifiques. Le mouvement a créé de nouvelles conventions qui condamnent la torture et qui protègent les droits de la femme et de l'enfant et a développé un consensus international par rapport à la définition des activités politiques légitimes qui doivent être protégées et soutenues. Des prisonniers politiques ont été protégés des tortures et plusieurs ont été libérés. Des institutions sophistiquées ont été fondées dans plusieurs pays pour susciter l'adhésion – sur le plan de la politique locale et internationale – aux normes internationales des droits de l'homme. Il ne s'agit pas une exagération de dire que ces réalisations sont importantes et qu'elles ont été obtenues de haute lutte.

L'exploitation de trois tactiques majeures nous a permis l'obtention de ces résultats :

- 1) la mise en place des normes internationales qui ont abouti à un certain nombre de conventions, de traités et de standards ;
- 2) le suivi de la conformité à ces normes ;
- 3) la dénonciation des actions ou de manque d'actions des gouvernements suite à la violation de ces normes.

Au fil des années, ces approches nécessitent de plus en plus de structures et de connaissances.

Ces tactiques ont apporté des progrès importants et devraient être soutenues et poursuivies. Il est également évident qu'il y a des limites par rapport à ce que nous pouvons accomplir de cette manière et que ces approches ne sont pas en elles-mêmes suffisantes pour résoudre les problèmes des droits de l'homme.

Il existe par exemple plus de normes et de conventions internationales, plus de protections constitutionnelles et de législations nationales contre la torture que contre tout autre abus des droits de l'homme. La torture est suivie de très près non seulement par les organes des traités, mais également par les organisations non gouvernementales nationales et internationales. En plus de cette capacité, plus de 250 centres de prise en charge des survivants de la torture ont été créés à travers le monde, dont chaque centre fournit des preuves médicales qui démontrent la torture exercée sur des milliers de victimes et accroît la capacité légale d'établir la torture. La torture constitue l'abus le plus documenté et le plus dénoncé.

Cependant, lorsqu'en 2000 Amnesty International a lancé sa troisième campagne contre

la torture, elle a conclu que la torture était aussi répandue à cette période que lorsque cette organisation a lancé sa première campagne globale en 1974.

Rien qu'au cours de la dernière décennie, nous avons connu de choquantes violations des droits de l'homme en Bosnie, au Rwanda, au Sierra Leone ainsi que dans plus de 150 pays qui continuent à perpétrer et à tolérer des actes de torture. Permettez-moi de dire que quelque chose ne va pas.

Ce livre est axé sur la promotion des droits de l'homme, lesquels nécessitent la création d'un champ plus élargi qui rassemble beaucoup plus de personnes et de secteurs de la société que pour le moment. Ceci nécessite également le développement des approches stratégiques plus détaillées et plus étendues qu'on ne peut obtenir qu'à travers un déploiement plus élargi des tactiques.

Les défenseurs dévoués des droits de l'homme à travers le monde entier ont commencé ce travail en concevant des approches innovatrices, en formant des alliances stratégiques inattendues.

L'objectif du Projet de Nouvelles Tactiques des droits de l'homme est de rassembler ces innovateurs et d'apporter à d'autres l'inspiration à travers leurs travaux. Ce livre de travail compte plus de 75 histoires de l'innovation tactique racontées par des étudiants, des villageois, des délégués du gouvernement et bien d'autres personnes qui utilisent une technologie sophistiquée ou des outils dont ils disposent déjà et qui travaillent pour atteindre des objectifs variés tels que les élections transparentes, de l'eau potable et la libération des prisonniers politiques.

Individuellement, ces histoires sont vivifiantes et ensemble elles représentent une vision de ce que nous pouvons accomplir dans le domaine des droits de l'homme.

La persistance des actes de la torture constitue un défi majeur pour la communauté tout entière. Etant donné que les trois tactiques des droits de l'homme les plus utilisées actuellement n'ont pas réduit de manière significative l'incidence de la torture, il est temps de porter un regard sur les faiblesses de cette stratégie en vigueur. La signification de ces faiblesses est le résultat de ce que j'appelle «Le Planning tactique».

En commençant par les rapports entre le tortionnaire et la victime, un groupe de dix experts dans le domaine de la torture ont schématisé d'autres rapports où cette perversion fondamentale est pratiquée et qui facilite la torture. En exemple : généralement, les tortionnaires font partie d'une équipe à la tête de laquelle se trouve une hiérarchie dirigeante

avec succès. Les archives ont été aussi utilisées pour monter le dossier d'extradition du général Augusto Pinochet de la Grande-Bretagne vers l'Espagne en 1998. CDyA a converti 90 pour cent de la matière dans les archives en microfilm et les numérise aussi. Le groupe cherche aussi à inclure les archives dans la Liste du patrimoine Mondiale UNESCO. La disponibilité de renseignements détaillés sur les abus des droits de l'homme peut avoir des effets importants sur ceux qui les ont subi et sur l'administration de la justice à la fin des crimes. Les efforts d'Almada au Paraguay ont confirmé les expériences de beaucoup de victimes et fait du recours juridique une option. Pendant que les dossiers au Paraguay étaient découverts par erreur, la tactique d'ouvrir résolument les dossiers concernant les violations de droits de l'homme a été utilisée par plusieurs gouvernements. En Allemagne et plusieurs pays d'Europe de l'Est, par exemple, les gouvernements ont ouvert les dossiers des victimes de la police secrète. En Allemagne, les dossiers sont gardés par une structure indépendante appelée Gauck Authority et ouverte aux victimes, mais pas au grand public. En Tchécoslovaquie et d'autres pays, les dossiers ont été ouverts de manière sélective et n'ont pas été mis à la disposition des victimes et quelques dossiers se sont glissés entre les mailles pour servir les causes politiques. Il y a eu de nombreuses critiques à propos et des leçons apprises de ces approches tactiques. Tina Rosenberg du programme des Droits de l'homme sur la commission de vérité de la faculté de droit d'Harwad, par exemple, déclare que "le fait que les dossiers allemands aient été ouverts, a permis de résoudre le problème du manque de fiabilité des dossiers. Les victimes pouvaient aider à confirmer si oui ou non la personne accusée d'informateur était vraiment coupable. C'est un mécanisme d'auto vérification, qui n'existe pas dans la version tchèque. En outre en Allemagne, la victime peut choisir si oui ou non il veut divulguer les renseignements concernant l'informateur. Ce ne sont pas des informations publiques. *Quelles lois existant dans votre pays pourraient être utiles pour avoir accès aux documents qui confirment les abus et identifient leurs auteurs ?*

Préserver la mémoire: Coordination des efforts de préservation des informations d'archives dans plusieurs organisations et création d'un système pour y accéder. "Plus Jamais" est un vœu souvent entendu après que les abus des droits de l'homme soient mis à nu, mais ce vœu ne peut pas être gardé à moins que le souvenir des abus, les victimes et ceux-là qui ont lutté contre les abus ne restent vivants. Malheureusement, d'importantes informations conservées dans les archives de nombreuses organisations des droits de l'homme restent souvent inconnues du monde extérieur et inaccessibles à ceux qui peuvent plus tard être capables de les utiliser pour s'assurer qu'une telle histoire ne se reproduise. Memoria Abierta est une alliance de huit organisations des droits de l'homme en Argentine qui ont combiné leurs efforts pour créer une base de données publiquement accessible, une qu'elles espèrent, contribuera à l'articulation d'une mémoire

qui est arrivé. Le but ultime de DC-Cam est de maintenir vivante la mémoire du génocide, en aidant les populations du Cambodge à rechercher la justice et construire un avenir prometteur et empêcher que de telles atrocités ne se reproduisent plus jamais. La tactique de DC-Cam a été très efficace au Cambodge, où la population a subi des abus graves, pendant longtemps. D'autres pays sortant de longues périodes d'abus pourraient bénéficier de l'expérience du groupe. Pour créer un entrepôt central de renseignements, un groupe doit chercher à savoir comment ou si les auteurs ont laissé des documents écrits ou des preuves et peut être, amener à procéder par des exhumations et un travail médico-légal (voir la page 91). Au Cambodge, le génocide a visé la classe instruite et a détruit le système judiciaire, par conséquent, les renseignements ne pourraient être exploités que si le système a été reconstruit. *Comment pouvez-vous documenter l'histoire des abus dans votre communauté ? Comment pouvez-vous l'utiliser pour promouvoir la guérison et la justice ?* TACTIQUE

L'ouverture des Archives de Terreur : promotion de la justice en exerçant une influence sur les droits juridiques afin d'accéder aux dossiers de victimes. Les Nouvelles Tactiques en Droits de l'Homme Rights www.newtactics.org. 89TACTIC Au Paraguay, Centro de Documentación y Archivo (le Centre pour la Documentation et les Archives ou CDyA) profite d'une loi qui donne aux anciens prisonniers le droit habeas data- le droit de contrôler des documents se rapportant à leurs propres cas - pour créer des «archives de terreur.» Centro de Documentación y Archivo (CDyA) a ouvert les dossiers de la police au public après les 35 années de dictature militaire du pays. La constitution du Paraguay, comme celle de cinq autres pays latino-américains, inclut le droit habeas data : le droit des anciens prisonniers de contrôler toutes les informations collectées à leur sujet et leurs expériences. Après avoir introduit une demande pour obtenir son propre dossier, Martin Almada, un ancien prisonnier politique, accompagné par un juge local, a trouvé des milliers de dossiers de détention dans un poste de police à Lambare en 1992. Ces dossiers contiennent les détails de détention des prisonniers, les tortures et autres violations des droits de l'homme et ont été utilisés pour corroborer les histoires personnelles de détention pendant plusieurs dictatures latino-américaines, pour confirmer la disparition de citoyens et comme preuve dans l'accusation d'anciens personnels militaires et de la police dans plusieurs pays latino-américains. Les cours de justice paraguayennes, et aussi la Cour suprême, ont finalement ordonné que les dossiers soient mis à la disposition du public. Les archives, maintenant sous le contrôle du CDyA, sont ouvertes aux chercheurs, enquêteurs, activistes des droits de l'homme et au grand public. CDyA a utilisé les dossiers comme base pour les cas juridiques, pour organiser des tribunaux, pour poursuivre les principaux auteurs des crimes de torture cautionnée par l'Etat, la détention illégale, pour informer sur le travail de la commission de vérité paraguayenne. Vingt responsables ont été poursuivis

puissante. Ils peuvent aussi appartenir à un commissariat de police ou à une unité militaire spéciale. Nous avons suivi le mouvement vertical de ces rapports pour essayer de comprendre la chaîne de commande qui met au point, organise et finance l'usage de la torture. Nous avons également analysé le mouvement horizontal de chaque maillon de la chaîne pour comprendre d'autres influences et rapports possibles. Les commissariats de police, par exemple, utilisent également des civils et des médecins. Ces civils et médecins ont à leur tour des rapports dans le monde qui exercent un certain degré de contrôle ou d'influence sur eux-mêmes. Le scénario initial qui a été conçu à l'aide de ce processus a recensé plus de 4000 rapports aussi bien dans les communautés locales qu'au niveau international.

Nous avons posé le principe selon lequel tout rapport figurant sur ce schéma constitue un endroit possible où on peut commencer à intervenir pour interrompre ou contrôler ce rapport entre le tortionnaire et la victime. Grâce à ce schéma, nous avons localisé les rapports cibles des différentes tactiques et identifié la chaîne logique des rapports qui doivent intervenir dans l'interruption de cette chaîne (d'où l'appellation de «Planning tactique»). De cette manière, nous sommes arrivés à plusieurs conclusions importantes, à savoir :

Plusieurs tactiques ont été initiées aux extrêmes bouts du schéma comme au niveau international, ce qui veut dire que ces tactiques ont traversé plusieurs autres couches de rapports avant de toucher indirectement le rapport entre le tortionnaire et la victime. Nous avons supposé que cette situation a affaibli ou a dissipé la force de l'action.

Plutôt que d'être fragiles et facilement déstabilisés, les systèmes qui utilisent la torture sont très complexes et permettent ainsi aux différentes institutions qui profitent de son usage pour se soutenir. Lorsqu'un secteur du système est attaqué, les autres secteurs (tels que la structure policière, le ministère public, l'indifférence de l'ordre judiciaire etc.) aident à protéger la cible et lui permettent de s'auto réorganiser. Ceci veut dire que le système ne cédera jamais aux tactiques individuelles. On doit attaquer le système à plusieurs niveaux au même moment pour le déséquilibrer et empêcher son auto reconstitution. Ceci nécessite l'utilisation de plusieurs tactiques oeuvrant ensemble comme un maillon d'une stratégie plus vaste.

Sur le terrain, plusieurs organisations énoncent un nombre réduit de tactiques dans leur répertoire. Elles ont tendance à se focaliser sur un ensemble de tactiques sur lesquelles elles coopèrent ou collaborent rarement. Cette situation non seulement limite l'influence aux secteurs très réduits d'un système complexe qui se renforce entre eux, mais chaque organisation conçoit sa propre stratégie en se basant sur cette capacité isolée plutôt que sur ce qui doit être fait pour changer la situation. Nous faisons ce que nous pouvons et non

ce que nous devons faire. Nous pensons qu'une grande coordination entre les tactiques les rendrait plus efficaces.

Plusieurs rapports du schéma n'ont été influencés dans aucune forme d'action. Leurs forces et leurs portées n'ont pas été considérées dans l'action. Notre spéculation est qu'un déploiement élargi et concerté des tactiques serait utile pour engager ces acteurs potentiels.

«Je ne soutiens pas que la pensée ou la formation tactique annule et remplace la pensée stratégique, au contraire, je dis que le développement tactique enrichit la pensée stratégique».

Je pense que ces mêmes conclusions valent pour d'autres problèmes des droits sociaux et humains. Nous devons concevoir de nouvelles manières de travailler ensemble – et de nouvelles méthodes de travail – permettant de développer des stratégies efficaces pour le changement. Certaines stratégies actuelles nécessitent un cadre global dans lequel les ressources modestes de plusieurs acteurs sont effectivement associées dans une campagne solidaire. Ceci pourrait nécessiter ce que j'appelle un «rassembleur stratégique», qui serait une institution ou une personne dotée de crédibilité morale pour nous réunir au sein d'un nouveau rapport de travail. D'autres stratégies peuvent être initiées par les organisations qui commencent à expérimenter de nouvelles méthodes de pression sur des systèmes complexes et à susciter une action de la part de nouveaux acteurs du tissu social. Ce livre fait partie d'un très grand projet, à savoir, le Projet de Nouvelles Tactiques en Droits de l'Homme dont l'objectif est de créer un cadre de dialogue au sein de la communauté des défenseurs des droits de l'homme. Ce dialogue nous permettra de réfléchir ensemble sur comment nous pouvons jouir de ces droits et présenter les outils dont nous disposons pour une action plus efficace.

Centre des Victimes de la Torture (CVT)

Le Centre des Victimes de la Torture (CVT) a été créé en 1985 comme première structure intégrée de prise en charge des survivants de la torture aux Etats-Unis. Initialement, les dirigeants du CTV avaient envisagé la mise en place d'une nouvelle tactique que la communauté des droits de l'homme devait utiliser. Lorsque nous avons commencé à comprendre les tactiques qui pouvaient se dégager de notre travail, nous avons alors encouragé le développement d'autres programmes de prise en charge des survivants de la torture. Ces nouvelles institutions ont créé de nouvelles opportunités stratégiques pour le mouvement des droits de l'homme : par exemple restituer le leadership confisqué par la répression, aider les communautés à s'accorder sur l'héritage de la peur, et organiser la communauté chargée des soins médicaux en tant qu'une nouvelle circonscription des

ou des charniers, d'autres tactiques mettent en œuvre des aptitudes médico-légales spécialisées. Dans d'autres cas les faits d'abus sont déjà connus du public - peut-être il s'est produit un peu davantage dans le passé - mais les gens risquent d'oublier ce qui est arrivé. Ces mécanismes gardent non seulement la mémoire fraîche, mais la rendent aussi pertinente. Et dans plusieurs situations ci-dessous, où l'abus a été répandu et envahissant, des commissions publiques et des tribunaux donnent aux victimes, leurs familles et, dans certains cas, les auteurs, la chance de raconter leurs histoires. L'ouverture des dossiers qui contiennent des renseignements sur les violations des droits de l'homme - surtout les morts, la torture et les disparitions - au grand public peut viser plusieurs objectifs. Elle peut apporter aux familles des victimes un sens «de fermeture», en les aidant à oublier le passé et repartir sur de nouvelles bases ou exécuter les rites traditionnels dans leur culture. Elle aide aussi des familles à rassembler des renseignements pour constituer un dossier solide pour les procès contre les agresseurs. Les fiches publiques peuvent être un mémorial visible et tangible, constituant un point d'intérêt pour les discussions publiques et devenir en quelque sorte un moyen d'expression pour les sans voix.

RECONSTITUANT Rappel des abus Réponses aux Familles des Victimes : la conservation des registres d'abus pour promouvoir la guérison et la justice. Un groupe au Cambodge a documenté des abus du génocide de Khmer Rouge et a rendu accessibles au public les archives des abus, en préservant la mémoire de ceux affectés par le génocide et ceux qui l'ont commis. Le Centre de Documentation du Cambodge (DC-Cam) recueille des dossiers des victimes et des auteurs des abus du génocide au Cambodge afin que familles et amis apprennent le sort précis des disparus. En même temps, DC-Cam rassemble les évidences juridiques possibles qui peuvent être utilisées contre les anciens chefs Khmer Rouge devant les tribunaux. Le système de suivi de dossier de la famille DC-Cam, aide les familles des victimes et des auteurs des abus à découvrir le sort de leurs personnes aimées en cherchant les détails gardés par le régime Khmer Rouge (1975-1979). DC-Cam a quatre bases de données qui contiennent des centaines de milliers de pages de documents pertinents, photographies et entretiens. Son projet de cartographie a utilisé la technologie GPS pour identifier 19,466 charniers, 168 prisons et 77 mémoriaux du génocide dans 170 districts du Cambodge et presque toutes les provinces du pays. Même si assez souvent les familles se rendent à l'évidence que les membres de leur famille ont été exécutés par le Khmer Rouge, elles arrivent toujours à trouver soulagement sachant exactement ce qui s'est passé, et la communauté peut commencer à guérir du traumatisme du génocide. Les archives révèlent de temps à autre la localisation des restes du disparu, en permettant à une famille d'exécuter les rites nécessaires pour l'esprit de la victime. Environ 80 pour cent des familles qui viennent au centre se renseigner sur leurs personnes aimées, repartent avec les réponses quant à ce

simplement l'écoulement du temps- il y a toujours la nécessité d'un travail créatif en matière des droits de l'homme. L'impact des abus des droits de l'homme s'étend au-delà de la souffrance immédiate : il peut détruire le leadership dans une communauté, causer le déclin économique et éroder la société civile. Un silence peut diminuer ce qui empêche les victimes, les familles et les communautés de reconstruire le leadership et les structures sociales, empêche des auteurs des abus d'être traduits en justice et empêche les communautés à se réconcilier et progresser. Les tactiques décrites dans ce chapitre ont toutes été utilisées pour rechercher la guérison, la justice et la réconciliation pour les victimes et les communautés, reconstruire le leadership, et promouvoir une vision pour une société libre et juste. D'habitude, on distingue une justice reconstituante de la punitive, où la reconstituante met l'accent sur la cicatrisation des blessures des victimes, des auteurs des abus et des communautés et la punitive insistant sur la sanction des auteurs et la réparation pour les victimes. Les deux approches sont utiles et essentielles au travail de reconstruction et de restitution d'une communauté endommagée et toutes les deux sont incluses ici. En même temps qu'elles sont tournées vers le passé, ces tactiques jouent un rôle important dans la prévention des abus dans l'avenir. Elles ont été utilisées pour renforcer des communautés endommagées; faire tomber l'impunité qui protège les agresseurs; punir ces derniers et faire comprendre qu'à l'avenir les abus ne seront plus tolérés, et tenir une fiche des abus qui reconnaît et valide les peines endurées par les victimes et leurs familles, et enregistrer les types d'abus qui peuvent nous aider à éviter d'autres à l'avenir si nous sommes vigilants. *Les tactiques dans ce chapitre sont divisées en trois sections* : 1 Rappel des abus – tactiques qui révèlent la nature et la portée des abus, ou les identités des auteurs ou des victimes. 2 renforcements des individus et des communautés - tactiques qui emploient des interventions de santé mentale, la réhabilitation et d'autres techniques pour guérir des individus et des communautés. 3 Réclamation de réparation - tactiques qui recherchent la justice par un jugement du tribunal, les sanctions, les réparations ou autres moyens.

SOUVENANCE DES ABUS Il serait très facile d'oublier les abus dont nous entendons parler, témoignons et expérimentons, mais alors nous laissons les blessures ouvertes et une voie libre aux abus futurs. Les tactiques dans cette section consistent en l'établissement d'une fiche permanente et publique des abus et leurs types. Sans une telle fiche publique, la mémoire disparaîtra, car les documents existants peuvent être dispersés ou cachés dans les profondeurs de la bureaucratie. Les dossiers concernant les abus des droits de l'homme ont aussi une tendance «à disparaître» quand ils ne sont pas conservés. Là où il n'existe pas de documentations, les efforts spéciaux peuvent être nécessaires pour les déterrer, les préserver et les rendre publiques. Dans des situations où le meilleur ou seulement les documents reposent avec les corps enterrés dans des endroits inconnus

droits de l'homme. Nous avons également collecté au cours de notre travail, les histoires des autres groupes et des personnes qui innovaient en marge du centre de préoccupation.

Le Projet de Nouvelles Tactiques a été conçu en 1995. Peu après, le CVT a invité les groupes constitutifs en Turquie afin d'explorer l'idée d'un symposium sur l'analyse de meilleures pratiques à travers le monde en vue de résoudre – ou plus précisément de lutter contre – les abus universels des droits de l'homme. Notre intention était de nous focaliser sur les solutions plutôt que sur les problèmes et de poursuivre l'idée selon laquelle les abus persistent parce que la société civile et le gouvernement sont bloqués par le manque d'exemples spécifiques de ce qu'il faut faire. Nous avons pensé que l'attention accordée aux solutions efficaces n'était pas suffisante et qu'une orientation vers le problème serait utile, mais le mouvement central le faisait déjà très bien : beaucoup d'attention était déjà porté sur le «quoi» et très peu d'attention sur le «comment».

Cette idée a été accueillie favorablement et avec respect en Turquie par la majorité des leaders du secteur. En 1997, le CVT a formé un partenariat avec deux organisations turques – l'Assemblée des Citoyens de Helsinki et le Centre des Droits de l'Homme de l'Institut de l'Administration Publique de la Turquie et du Moyen Orient – en vue de développer le Projet de Nouvelles Tactiques des Droits de l'Homme. C'est en 1999 que des recherches constantes sur les tactiques innovatrices ont commencées sérieusement avec l'appui de la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur. Nous avons également créé un comité consultatif international composé de 9 leaders mondiaux pour permettre une visibilité et un soutien politique. Nous avons également mis sur pied dans presque toutes les régions du monde, un Groupe de Travail en Droits de l'Homme composé de 21 défenseurs des droits de l'homme pour aider à identifier les tactiques prometteuses et pour contribuer à l'action globale du projet.

Le Groupe de Travail et le groupe Consultatif turque se sont réunis à Istanbul en 2000. L'ancien Premier Ministre canadien, l'Honorable Kim Campbell représentait le Comité Consultatif International et avait présidé la rencontre. Les discussions des deux groupes ont porté sur les approches innovatrices en vue de l'amélioration des droits de l'homme, les approches transversales de formation modèles et la formulation d'un plan d'action pour les travaux ultérieurs du projet.

Des individus qui ont eu à travailler dans le domaine des droits de l'homme durant une grande partie de leur vie ont commenté comment les idées et les informations partagées au cours de la rencontre leur ont permis d'avoir une autre vision de l'opportunité d'utiliser de nouvelles personnes pour aborder les problèmes différemment. Nous avons continué

à améliorer cette vision initiale en fournissant des outils – y compris ce livre et une page web, www.newtactics.org – et en formant les défenseurs des droits de l'homme dans le domaine des innovations tactiques et de la pensée stratégique à travers une série d'ateliers transversaux régionaux.

Cadre de notre pensée

Mon travail au CTV pendant plus de 16 années m'a permis de comprendre qu'il y a des implications sociales et politiques importantes dans les soins apportés aux survivants de la torture. Cela a changé ma vision concernant les distinctions présumées entre la prévention de la torture et la prise en charge des survivants de cette torture. Le personnel du CTV a découvert que la prise en charge des survivants concerne la reprise en main du leadership et l'assistance apportée aux communautés pour surpasser la peur. Nous avons compris que l'image de la guérison crée un espace politique plus sécurisant qui permet aux communautés de se regrouper, de travailler et de s'habituer à la prise des risques. Les centres de soins comme le CTV font intervenir dans les travaux des droits de l'homme, d'autres groupes tels que les éducateurs, les professionnels en soins médicaux et les décideurs. A partir de notre position en tant que centre de soins, nous recommandons la fin de la torture et nous encourageons les politiques et lois qui aident à améliorer la vie des victimes de la torture. Bien qu'au début, nous ne l'ayons pas intitulé ainsi, nous avons élargi la définition de la tâche des droits de l'homme et nous avons appliqué de nouvelles tactiques.

J'ai également développé ma pensée pendant la campagne internationale sur l'alimentation de l'enfant organisée dans les années 70 et 80. Vers la fin de 1970, j'ai dirigé un groupe d'activistes communautaires travaillant sur des questions de la famine; nous avions un budget annuel de 500 dollars en plus de mon salaire de subsistance. Certains d'entre nous ont commencé à travailler à travers le pays et ont fondé la Coalition d'Action pour la Formule de l'Enfant (INFACT). Avec nos maigres ressources, nous avons lancé le boycott contre Nestlé, la plus grande société alimentaire mondiale, pour l'amener à modifier sa commercialisation des produits de substitution du lait maternel. Nous avons créé un réseau de 300 comités en Amérique, nous avons créé une coalition de plus de 120 organisations nationales de ratification avec plus de 40 millions de membres, nous avons organisé le premier boycott communautaire international en activité dans 10 pays, nous avons mis en place le premier réseau des sujets transnationaux (IBFAN) qui fonctionnent dans 67 pays. Nous étions parmi les premières ONG à être invitées à une réunion des NU en tant que participants au même titre que des nations et des sociétés.

consommateur dans une économie mondiale rend difficile le suivi des abus des droits de l'homme. Reebok s'est rendu compte qu'il avait besoin de consolider ces étapes afin d'assurer que les produits étaient fabriqués sans l'apport des enfants. La tactique d'étiquetage peut être utilisée pour combler la demande de marché pour des produits « travail honnête », produits pour lesquels les producteurs sont payés un juste prix, les bien fabriqués dans des usines où les ouvriers reçoivent un salaire juste, ou les produits sont fabriqués ou produits dans un environnement amical. *Y a-t-il des commerces qui peuvent de façon inespérée être des alliés pour ton combat ?*

TACTIQUE FORTIFIANTE De 1980 à 2000 plus de 70,000 personnes au Pérou ont disparu ou ont été assassinées. La plupart des victimes étaient issues de familles rurales pauvres qui étaient largement exclues de la vie économique et politique. La communauté des droits de l'homme au Pérou a porté ce problème à l'attention des mass médias, du grand public et des organisations internationales, d'où la création de la Commission de Réconciliation et Vérité au sein de laquelle j'ai eu le privilège de travailler. La Commission, qui a publié son rapport final en août de 2003, a poussé l'Etat à ne plus ignorer les appels pour la justice des familles des disparus. Son travail, bien qu'étant une victoire pour les droits de l'homme, n'était que la première étape d'un plus grand processus de restauration des droits et de justice pour toutes les populations au Pérou. Dans ce chapitre on parle des personnes et des organisations, à l'instar de la Commission de Réconciliation et Vérité, qui ont pris part au processus de restauration de la justice et reconstruction des communautés après d'horribles abus des droits de l'homme. Certains ont enregistré les abus, rendant impossible à l'Etat ou la société de les ignorer. Certains ont aidé à guérir des communautés et des individus ayant subi des torts causés par les abus. D'autres ont recherché la justice tant pour les victimes que pour les auteurs des abus. Le travail de la Commission a consisté en la punition des auteurs des abus et l'obtention des réparations tant collectives qu'individuelles pour les victimes, et veiller à ce que les crimes commis ne se reproduisent plus. Les réparations sont une partie cruciale de ce mélange au Pérou, tant parce que le gouvernement péruvien doit une dette aux victimes qu'il a manqué de protéger, que parce que les réparations aideront à restituer les droits de tous les membres de la société péruvienne. D'autres groupes ont utilisé d'autres tactiques pour obtenir la justice pour leurs communautés. J'espère que vous trouverez beaucoup d'entre elles utiles pour vous dans votre travail. - So.a Macher Ancien Membre, Commission Vérité et Réconciliation, Ancien Directeur exécutif, Coordinateur national des Droits de l'homme, Pérou.

Réparateur Même quand les violations des droits de l'homme cessent – à la fin de la guerre ou à la chute de l'ancien régime, à la libération des victimes ou à leur fuite, ou

de conscience afin d'informer les consommateurs et les producteurs et les convaincre qu'ils ont une raison de se sentir concernés dans le processus de production.

L'exemple des entreprises : concentrer toute les étapes dans le processus de production dans les moyens pour faciliter le suivi et l'élimination du travail des enfants

Reebok est l'une des marques la mieux connues dans le monde des affaires, une marque qui a été partiellement protégée par les efforts de la compagnie à défendre les droits de l'homme à travers un suivi.

En 1996, Reebok International a initié un programme de suivi d'entreprise, étiquetage de produits et d'éducation pour empêcher le travail des enfants dans la production des ballons de foot fabriqués au Pakistan. On estime que 20% des ouvriers dans la fabrication des ballons à Sialkot, Pakistan, sont des enfants. Les normes des droits de l'homme de Reebok exigent que les travailleurs dans les entreprises soient âgés au moins de 15 ans ou plus, tout dépend des lois locales en application. Quand il est entré dans le marché du football, Reebok a agi en vue de la lutte contre le travail des enfants en concentrant toute la production et même la couture dans une seule entreprise de fabrication du produit à Sialkot. Tout le travail est fait sur un site et n'emploie pas la main d'œuvre des enfants. Des moniteurs inspectent la structure de production périodiquement, par des entretiens qu'ils accordent aux travailleurs et d'autres inspecteurs de supervision qui contrôlent l'embarquement dans et hors des usines. Ils gardent aussi des rapports avec la communauté locale et les villages voisins pour confirmer qu'aucun ballon Reebok n'est conçu hors de l'usine, les ballons de foot sont donc étiquetés « garanti », fabriqués sans l'apport des enfants. Ceci permet aux consommateurs de choisir en tenant compte de la manière dont le ballon de foot est fabriqué et suscite la conscience sur le travail des enfants dans l'industrie de la fabrication du ballon de foot. Comme conséquence de concentration de la production à des endroits où on n'assiste pas au travail des enfants, Reebok a été à mesure de produire des dizaines de milliers de ballons de foot sans l'aide des enfants. En 1997, la Fondation a créé le Programme d'Assistance à l'Education au Pakistan (REAP) et a alloué 1000 000 de dollars US issus de la vente des ballons, au soutien de l'éducation locale dans la région où les ballons sont fabriqués. En 1997, Reebok a rejoint la Société d'Avancement de l'Education en Sialkot pour créer l'Institut Chanaan qui travaille avec les familles locales pour inscrire les enfants dans les écoles et les sortir des pôles de travail. Reebok a découvert un marché pour les produits fabriqués sans main d'œuvre des enfants et a décidé de l'occuper. Pendant plusieurs années, on a suscité la conscience publique sur le problème. En sa qualité d'entreprise multinationale avec une part de marché importante, Reebok occupait une position unique pour influencer l'entière chaîne de production et de distribution de ses produits. C'est un aspect important de cette tactique. Le nombre croissant des étapes entre la matière première et le

De plus, nous avons négocié la publication par les NU, du premier et unique code commercial de société et après avoir fait chuté les revenus de Nestlé de près de 5 milliards de dollars, nous avons signé une convention conjointe avec cette société dans laquelle elle s'est engagé à conformer ses pratiques commerciales au code international – une convention qui a été accueillie comme la plus importante victoire dans l'histoire du mouvement international des consommateurs.

Je suis fier de cette campagne et fier de près d'une décennie de travail que nous avons accompli. Nous avons cependant commis des erreurs comme tout débutant dont la plupart peuvent être attribuées à ma connaissance limitée des pratiques. Par exemple, au début, j'ai confondu les tactiques avec les stratégies. La pensée stratégique consiste à exploiter au maximum ce dont on dispose, et comme dans mon esprit je ne connaissais qu'une seule tactique, il était peut-être inévitable de commettre des erreurs. Tout comme la plupart des leaders qui ont émergé au niveau de la communauté et qui ont cherché à réparer un tort, j'ai commencé par une activité, puis je suis passé au niveau des tactiques et enfin, j'ai essayé de comprendre comment développer la stratégie à l'aide des notions et des outils limités dont je disposais.

Comme j'ai acquis beaucoup d'expérience dans le développement de la stratégie d'une organisation, il m'est devenu évident que plus on maîtrise les tactiques, plus on est souple à donner de nouvelles directions à notre stratégie. Je ne soutiens pas que la pensée ou la formation tactique annule et remplace la pensée stratégique, au contraire, je dis que le développement tactique enrichit la pensée stratégique.

Objectifs, stratégies et tactiques

Bien qu'il soit important de porter l'attention vers les tactiques, cela ne devrait pas être la première priorité d'une organisation qui doit se fixer de grands objectifs qui reflètent les valeurs et croyances de ses fondateurs, ses dirigeants ou ses membres qui défendent ses missions et ses intentions. Pour orienter le planning, ces objectifs doivent être clairs. Une organisation devrait aussi se fixer des objectifs intermédiaires qui définissent ce quelle veut accomplir dans le temps et qui tiennent compte de la vision stratégique de ce qui est faisable.

La stratégie n'a rien de mystérieux, même s'il est souvent difficile de penser de façon stratégique. La stratégie n'est pas une simple décision, mais plutôt une confluence des décisions ; le choix des objectifs clés et des cibles appropriées, la connaissance des composantes, des ressources et des décisions dont on a besoin pour le choix des tactiques à utiliser et à quel moment. Il y a plus de 2000 ans, Sun Tzu a enseigné que la

stratégie est le résultat de la connaissance de l'adversaire (ses objectifs, sa stratégie, ses forces et ses faiblesses), la connaissance de nous-même (nos alliés, nos forces et nos faiblesses) ainsi que la connaissance du terrain (l'endroit où la bataille aura lieu). Les tactiques de l'adversaire constituent un élément clé de sa stratégie et la connaissance de telles tactiques nous aide à les contrecarrer. Ce que nous pouvons accomplir, y compris les tactiques que nous connaissons et celles que nous pouvons appliquer avec succès, va influencer notre dispositif stratégique. La pensée tactique est alors une composante importante de la pensée stratégique.

La tactique est une action spécifique que l'on pose au cours d'une stratégie et constitue une façon d'organiser nos ressources en vue d'apporter un changement dans le monde. Une tactique peut être une activité, un système ou même une institution dans une situation et une technique dans une autre. Les tactiques sont différentes selon la taille, la capacité et les ressources de l'organisation. Les tactiques incluent comment on veut effectuer un changement alors qu'une stratégie concerne la décision sur quelles cibles on doit porter l'attention et sur quelles ressources utiliser. Notre connaissance des tactiques influence également notre choix de la stratégie.

La pensée tactique est une arme importante dans la lutte pour les droits de l'homme. Permettez-moi de développer ce raisonnement.

La connaissance de ce que nous voulons faire, influence ce que nous pensons être faisable.

Les tactiques déterminent la stratégie

Je ne voudrais pas être catégorique ici, mais il y a généralement des innovations dans l'histoire des hommes à chaque fois que quelqu'un trouve une nouvelle solution à un problème. Cependant, l'histoire des hommes est pleine d'exemples de problèmes que nous n'arrivons pas à résoudre avec une même solution ou pour lesquelles nous utilisons une nouvelle tactique à la place d'une autre plus ancienne. Deux bons exemples sont tirés de l'histoire des militaires : 1) l'institution du « phalanx » grec, qui a créé un système de combat ayant surclassé la confiance classique accordée aux nombreux, mais désorganisés cavaliers de guerre et 2) l'introduction par le Roi Henri V, du long arc dans l'armée anglaise, qui a déclassé les chevaliers hautement blindés. L'innovation de la tactique a ouvert la voie aux nouvelles opportunités stratégiques.

De même, lorsque notre pensée se limite sur la façon dont nous devons agir, nous réduisons notre champ de vision sur ce que nous pouvons accomplir. J'ai eu à ignorer plusieurs conseils qu'on me donnait pendant la campagne sur l'alimentation de l'enfant

recrutés et formés par la Fondation Rugmark et les mesures sont prises pour s'assurer que l'enquête est menée correctement. Soit les inspecteurs approuvent les fabricants ou, à la suite de la découverte de l'emploi du travail des enfants, ils leur accordent un temps déterminé pour mettre un terme à la pratique.

2-les inspections surprises et au hasard, seulement après quoi, les tapis fabriqués au cours de cette période seront validés,

3-suivre à la trace les tapis, processus par lequel chaque tapis Rugmark peut être suivi à la trace par le fabricant, la localisation et l'exportateur. Rugmark a relevé certains défis dans ses efforts. De par l'éparpillement des lieux de tissage en Inde, les inspections régulières sont difficiles à conduire. La structure de l'entreprise n'est pas uniforme. Pendant que certains exportateurs sont très proches des ateliers de tissage, beaucoup emploient des intermédiaires, rendant ainsi difficile le renforcement de l'élément du suivi à la trace du processus de certification. Néanmoins, au-delà de 4000 enfants en Inde, Pakistan et Népal ont été réhabilités à travers les programmes Rugmark et à partir des gains de publicité générés par la Fondation, des milliers d'autres enfants ont été sauvés des ateliers de tissage des tapis. Comprendre qu'il existe une demande croissante pour les produits fabriqués sans la main d'œuvre des enfants, est essentiel au succès de Rugmark. Étant donné que la Fondation traite avec les importateurs de tapis et non directement avec les consommateurs, Rugmark doit convaincre les importateurs qu'ils existe un marché pour ces tapis. Les importateurs de tapis Rugmark payent, en plus du coût des tapis, 1.75% de redevance sur le total annuel du coût des importations, dont une partie est destinée au programme de réhabilitation et à l'éducation des enfants. En retour, Rugmark fait la publicité des revendeurs de son tapis. Ces revendeurs sont mentionnés dans un manuel d'informations de Rugmark et au cours des événements où Rugmark joue un rôle, telle que la Journée Mondiale contre le Travail de l'Enfant. Les revendeurs sont également dotés du matériel de promotion expliquant l'importance d'acheter les tapis Rugmark. La Fondation informe les importateurs et les revendeurs que vendre les tapis certifiés non seulement leur permet de satisfaire les clients qui désirent acheter uniquement les tapis non issus du travail des enfants, mais aussi améliore l'image publique de leurs commerces. Le label Rugmark tout comme beaucoup d'autres, créés au cours de la décennie passée, donnent aux consommateurs des informations dont ils ont besoin dans l'optique de ne pas contribuer aux abus des droits de l'homme. En même temps, elle réveille la conscience sur les problèmes liés à un produit particulier, et crée la demande des produits fabriqués et commercialisés en respectant les droits de l'homme. Puisque les producteurs ont envi d'accéder à ce marché, ils sont motivés à participer. De tels programmes courent le risque de dilution de la signification de leur « marque » s'ils ne sont pas associés à un processus de suivi stricte et convenable- qui peut s'avérer compliqué et dense en ressource. Ils peuvent aussi avoir besoin d'être utilisés en conjugaison avec d'autres tactiques d'éveille

pour s'assurer qu'ils respectent les termes de leurs emprunts et un personnel du terrain est préparé à prendre des actions immédiates au cas où on constaterait quelque violation des droits de l'homme qui soit, sans tenir compte de l'implication ou non d'un emprunteur BRAC. Depuis son commencement en 1996, le programme a accordé des prêts à plus de 45000 personnes au Bangladesh, toutes étant des personnes qui n'emploient pas le travail des enfants. Simultanément, le programme crée de l'emploi en injectant des capitaux nouveaux dans le commerce local, suscite la conscience sur le problème du travail des enfants et réduit la pratique en la matière. La motivation ici est évidente : BRAC a identifié le besoin et le comble tout en faisant connaître ses exigences du respect des droits de l'homme. Cette tactique peut être utilisée dans d'autres situations où il existe une connexion entre l'activité financière et les droits de l'homme, tel que veiller contre la discrimination, garantir des salaires équitables ou créer des conditions de travail sécurisées. Les prêts en soi doivent être suffisamment attrayants pour constituer une motivation, peut-être en présentant un taux d'intérêt bas ou des conditions de remboursement meilleures que ce qu'offrent les banques classiques

Etiqueter pour mettre fin au travail des enfants : Création d'un marché pour soutenir les biens honnêtement produits.

Quelques fois les consommateurs, les créanciers, les actionnaires et d'autres qui se trouvent loin de la scène des abus même- de l'emploi du travail des enfants, des pratiques malhonnêtes du travail, de la dégradation environnementale dans un autre pays- sont motivés à changer leur comportement ils pourraient également penser qu'ils n'ont pas d'autres solutions ou qu'ils ne disposent pas d'informations pour opérer des choix humains et justes. Une fondation fournit aux gens qui se trouvent loin des sources des leurs produits achetés des informations et des alternatives dont ils ont besoin pour opérer des choix qui défendent les droits de l'homme. La marque Rugmark qui affiche un visage souriant sur un tapis est devenue la marque déposée pour une initiative pleine de promesse pour identifier et promouvoir les tapis fabriqués manuellement sans le travail des enfants. La Fondation Rugmark accorde des licences aux exportateurs de tapis qui acceptent de ne pas utiliser la main d'œuvre des enfants et qui volontairement se soumettent à un système de surveillance qui comporte des inspections surprises et une vérification générale des registres d'exportations et les ateliers de tissage. Les enfants découverts en train de travailler illégalement au cours des inspections sont réhabilités et envoyés à l'école par Rugmark. La Fondation applique un processus d'enquête

en trois étapes

1-l'approbation de la licence après une série de vérifications. Les inspecteurs sont

parce que je ne connaissais pas comment réaliser les activités qui m'étaient proposées – et j'étais incapable de payer ceux qui les réalisaient.

Différentes tactiques sont efficaces contre différentes cibles

Toutes les tactiques n'affectent pas toutes les cibles de la même manière. Les campagnes en faveur de la lettre écrite contre les gouvernements démocratiques connaîtront une réaction différente que les mêmes nombre de lettres adressées à des gouvernements autocratiques. Le boycott économique doit être dirigé vers une cible dont la préoccupation et la vulnérabilité résident dans sa condition économique, qui peut être affectée par les participants.

Nous devons apprendre à concevoir nos tactiques en fonction de nos cibles, en recherchant celles qui auront le plus grand impact possible. Si nos tactiques n'affectent pas nos cibles, nous devons essayer de nouvelles tactiques qui sont plus efficaces.

Différentes tactiques sont adaptées à différentes collectivités

Chacun de nous a sa propre manière d'apprendre ce que les bons professeurs détectent. Ils nous aident alors à apprendre en modifiant leur façon d'enseigner. Pour engager beaucoup de personnes dans les travaux des droits de l'homme, nous devons adopter la même attitude envers les tactiques de changements sociaux.

Certaines personnes trouvent que l'organisation d'une manifestation devant la maison d'un tortionnaire est une tactique effrayante : d'autres considèrent que la tactique de rédaction des lettres est très éloignée de la cible. La question de savoir qui a raison, peut être discutable et nous pouvons reconnaître que face à une tactique, les gens réagissent différemment selon leur notion de causalité, leur tolérance du risque, le temps qu'ils disposent ou leur manière de traiter les informations.

Si la communauté de défense des droits de l'homme réagit en offrant seulement une ou deux tactiques en vue d'engager le public, nous n'attirerons que la minorité de la collectivité pour qui ses tactiques ont un sens. Les tactiques juridiques par exemple ont la triste notoriété d'être difficile à utiliser avec plusieurs secteurs de la population : elles sont réputées être des efforts à long terme ou exotériques et leur utilisation est réservée uniquement à un groupe restreint de professionnels. Nous devons utiliser d'autres tactiques qui offrent à plusieurs personnes l'occasion d'être des participants plutôt que des observateurs.

Les populations ne s'intéressent plus à la vie publique dans les cultures qui ont connu la répression. Pour engager les collectivités de ces cultures, nous devons offrir des tactiques

qui s'identifient avec les tolérances du risque et avec différentes visions du changement social.

La souplesse de la tactique est une source de surprise

En utilisant les mêmes tactiques, nos adversaires apprennent à les contrecarrer et à contenir l'impact.

Lorsque nous avons initié le boycott contre la société Nestlé, elle a réagi si vivement qu'elle a commis beaucoup d'erreurs qui ont fini par renforcer le boycott. Cependant, au fur et à mesure que le boycott se poursuivait, la société Nestlé a développé une stratégie pour détruire les critiques et a utilisé une contre-attaque efficace. Nous étions obligés de changer régulièrement nos tactiques pour déstabiliser la société afin que ses contre-attaques ne soient pas efficaces.

Le fait que les droits de l'homme continuent à être violés justifie l'existence des adversaires habiles et puissants qui disposent des ressources considérables. On peut alors imaginer la force de la première campagne de la lettre écrite lancée par Amnesty International, parce que la tactique était une grande surprise. Nous pouvons également imaginer comment après 30 ans, la plupart des pays ont appris à bureaucratiser une réponse et à se protéger contre cette tactique.

L'effet de surprise déstabilise l'adversaire. Cette situation entraîne des erreurs qui fragilisent sa position. Elle peut également servir de leçon puisque la cible de la tactique peut la percevoir différemment et comprendre la nécessité d'un changement positif. La rigidité aboutit à la répétition dans notre pensée ainsi que dans la pensée de l'adversaire. La souplesse favorise l'éducation des deux parties.

Les tactiques enseignent aux participants et aux observateurs comment s'engager dans le monde

La première campagne sur l'alimentation de l'enfant (1975-1985) a apporté une nouvelle façon de conduire les politiques mondiales. Ce fut un défi parce que chaque étape de la campagne a créé de nouveaux précédents ; personne ne nous avait conseillé sur ce qu'il fallait faire après. Depuis lors, d'autres campagnes internationales ont eu lieu, ont fonctionné dans le même cadre et se sont poursuivies rapidement. Prenez le cas de la campagne internationale lancée contre les mines terrestres qui a pris juste 18 mois pour atteindre ses objectifs alors que l'INFACT a pris presque 10 ans pour atteindre les siens.

Nous pouvons comparer ce phénomène à un musicien qui est en train d'apprendre une nouvelle chanson. Pendant qu'il s'entraîne, les muscles s'habituent aux mouvements,

(cartes bancaires électroniques) qui leurs permettent d'accéder directement au revenu mensuel régulier fixe. Elles doivent remplir les critères ci-après : les enfants doivent être âgés entre six et 15 ans et ne doivent pas s'absenter de l'école plus de deux jours par mois, chaque adulte chômeur de la famille doit être inscrit au Système National de l'Emploi (SINE) et rechercher activement un emploi, et la famille doit avoir vécu au Brésil pendant au moins cinq ans. La famille reçoit le traitement pendant une durée minimale de deux ans et de huit ans au maximum. Si un enfant ne remplit pas le taux d'assistance obligatoire au cours, le revenu du mois est retenu. Outre la lutte contre la pauvreté et l'encouragement à une éducation complète pour les enfants, cette tactique a considérablement diminué le nombre d'enfants travailleurs tout comme celui de l'abandon de l'école. A ce jour, Bolsa Escola a aidé les familles de 8.289.930 enfants. A la création du programme fédéral, Bolsa Escola est devenu le programme social le plus répandu dans le monde. Souvent, les familles sont complices dans l'usage de la main-d'œuvre des enfants- à cause des besoins et non par choix - cette tactique leur offre une alternative. L'établissement des cartes qui ressemblent aux ATM et peuvent être utilisées comme telle aide aussi le bénéficiaire à éviter les stigmates associés à la pauvreté et à l'assistance publique. Cette approche exige des ressources financières importantes et nécessite aussi beaucoup d'administration et de coordination parmi les différentes agences et institutions. *Quels stimulants, en plus de l'argent, motiveront vos adversaires ou vos alliés potentiels ?*

Liens entre prêts et droits de l'homme : l'octroi des prêts aux conditions favorables aux propriétaires de petits commerces, pourvu qu'ils n'emploient pas le travail des enfants. Nouvelles tactiques en matière de droits de l'homme www.newtactics.org. 79 TACTIC. Un groupe au Bangladesh offre aux communautés une alternative à l'emploi du travail des enfants, en accordant des prêts aux conditions favorables aux commerçants qui acceptent de ne pas embaucher des enfants. La Commission d'Avancement Rural du Bangladesh (BRAC) gère le Programme d'Octroi et d'Assistance à la Micro Entreprise (MELA) qui accorde des prêts aux conditions favorables aux petits commerces qui normalement ne seraient pas à mesure de faire des économies, pourvu qu'ils acceptent de ne pas employer des enfants. Le programme d'octroi offre des crédits aux nouveaux ou petits commerces déjà existants qui affichent un avenir plutôt encourageant, c'est l'exemple avec les entreprises du textile, de l'agro alimentaire, des services et du secteur des transports. Les emprunteurs sont souvent avides des prêts qui varient entre 300 et 3500 dollars US avec 15% de charge de service. Le montant du prêt moyen est de 1000 dollars US. Les emprunteurs acceptent ces conditions car les banques classiques n'acceptent pas de faire des prêts aux populations rurales et exigent des remboursements en montants forfaitaires au lieu des versements mensuels égaux. Les emprunteurs remboursent leurs prêts sur une période de un à deux ans. BRAC suit également les activités de ses débiteurs

scène et la portée de leur procès afin d'impacter le plus profondément possible l'audience cible. De tels procès ont été utilisés dans beaucoup de communautés dans plusieurs régions du monde pour un certain nombre de buts, à l'exemple de la reconnaissance des abus et la prise de conscience. EN LIGNE *trouver des personnes pour témoigner était un véritable défi, aussi bien que le processus de conseil et d'encouragement. Certaines personnes ont des croyances religieuses et culturelles qui les ont empêchées de raconter leurs histoires. D'autres ont eu peur de voir leur identité dévoilée. La peur la plus courante était celle de savoir ce que penserait d'eux leur communauté après leur témoignage au public. Ils avaient peur d'être rejeté par leur communauté. Nous avons répondu à toutes ces préoccupations en les déguisant pendant leur témoignage.* Mufiliat Fijabi, BAOBAB, Nigéria

Les tactiques de motivation : les tactiques dans cette section facilitent extrêmement le choix de la bonne action aux gens en leur offrant une motivation. C'est le cas avec les parents, les hommes d'affaires et les consommateurs.

Quand les parents ressentent la nécessité d'envoyer leur enfant travailler afin de survivre, un soutien financier peut plutôt les motiver à envoyer l'enfant à l'école. Quand les affaires sont tentées par une main-d'œuvre bon marché par l'embauche des enfants, elles peuvent être amenées à ne pas agir de la sorte si leurs prêts sont liés aux pratiques du travail ou si un marché bénéfique pour les marchandises produites humainement voit le jour. Quand les commerces cherchent à se faire une marque, ils peuvent trouver une motivation supplémentaire à défendre les droits de l'homme dans une génération de consommateurs qui sont loquaces au sujet de leurs valeurs. Les tactiques comprises dans cette section requièrent toutes une motivation financière, mais d'autres choses peuvent également être fortement motivateurs- la reconnaissance, le prestige et le fait de se retrouver dans la communauté internationale, peuvent par exemple motiver et les populations et les gouvernements.

De la rue à l'école : donner aux parents les moyens d'envoyer les enfants à l'école et non au travail. La pauvreté est l'une des principales causes au travail des enfants. Beaucoup de familles aimeraient envoyer leurs enfants à l'école, mais sont incapables de le faire car elles ont besoin des recettes que peut générer le travail de ce dernier. Un programme a été créé au Brésil pour apporter un soutien économique aux familles, ce faisant offre une éducation à leurs enfants. Le programme Bolsa Escola au Brésil offre aux familles un revenu mensuel régulier fixe pour que les enfants aillent à l'école au lieu de travailler dans les rues. Le programme qui a commencé dans la ville de Brasilia, a été créé à partir du slogan selon lequel les enfants travailleurs d'aujourd'hui seront les pauvres adultes de demain. Bolsa Escola est devenu un programme fédéral en 2001. Il est géré par le Ministère de l'Éducation. Les familles choisies reçoivent des salaires mensuels et des cartes ATM

permettant à son cerveau de programmer des variations subtiles et des perfectionnements. L'habitude rend la tâche plus facile.

Un autre exemple nous vient de l'Uruguay. Une disposition de la constitution uruguayenne qui prévoyait un référendum public pour modifier la législation parlementaire n'avait jamais été utilisée pendant 70 ans. La communauté uruguayenne de défense des droits de l'homme a dépoussiéré cette disposition et a collecté des pétitions à plus de 25% des électeurs potentiels pour essayer de revenir sur l'impunité de ceux qui ont torturé et tué des citoyens pendant la dictature. Bien que le référendum ait échoué de justesse, la population uruguayenne a appris une nouvelle manière d'exercer la politique. Après cela, le peuple uruguayen a encore utilisé le référendum 8 fois en 12 ans.

Les tactiques sont des systèmes qui engagent les participants et les alliés dans le travail de l'organisation

Certaines tactiques peuvent s'appliquer à court terme (exemple une démonstration) et d'autres à long terme (exemple un boycott). Mais en tant que systèmes d'action, elles nécessitent le planning, la coordination et la gestion. Elles offrent des opportunités à plusieurs citoyens de s'impliquer, d'apprendre et de s'engager d'avantage dans le travail de l'organisation ou dans la campagne. L'implication au niveau tactique est le cadre le plus approprié pour la formation de jeunes et de nouveaux membres du personnel ainsi que des volontaires.

La première fois que le CVT s'est proposé d'introduire le «Torture Victims Act» au Congrès américain (une tactique législative), nous avons saisi l'occasion pour impliquer d'autres organisations de défense des droits de l'homme, la communauté religieuse et d'autres alliés potentiels. Grâce à leur implication, ils ont eu connaissance du travail des programmes de prise en charge des victimes de la torture ainsi que les expériences des survivants et ils ont commencé à incorporer notre vision de la torture dans leur langage.

L'innovation tactique est importante pour l'application des droits de l'homme dans le monde. En élargissant sa pensée sur le plan tactique et stratégique, les actions de la communauté de défense des droits de l'homme seront plus efficaces. En guise de résumé :

Un arsenal réduit de tactiques suppose un nombre limité de circonstances dans lesquelles ces tactiques peuvent être utilisées, alors qu'un arsenal plus élargi entraîne une implication élargie des collectivités.

Lorsqu'on utilise régulièrement une seule tactique, on risque de l'appliquer dans des circonstances inappropriées ou pour des occasions inadaptées. La souplesse de la

pensée tactique crée l'opportunité d'atteindre des cibles stratégiques précises.

L'utilisation excessive d'une tactique amènera les adversaires à systématiser leur réponse, facilitant ainsi la défense de leur position. La souplesse de la tactique crée la surprise et favorise l'éducation.

Notre intention n'est pas de faire de ce livre un «livre de cuisine» pour la création des stratégies ou bien pour la promotion d'une série de tactiques. Les capacités d'un groupe doivent influencer son choix tactique.

Les choix tactiques d'un groupe doivent dépendre de sa capacité, sa tolérance du risque, sa connaissance de l'adversaire ou le contexte dans lequel ces tactiques sont utilisées.

Nous voulons par contre amener les spécialistes en matière des droits de l'homme à penser de manière stratégique et à accroître leur vocabulaire des tactiques à travers la présentation d'un aperçu de l'ampleur du travail d'innovation qui est actuellement fait dans le monde. Ceci constitue pour nous, membres des gouvernements et des institutions de la défense des droits de l'homme, un défi d'investir dans le développement de nouveaux outils stratégiques qui nous permettront de travailler véritablement ensemble.

NOUVELLES TACTIQUES EN DROITS DE L'HOMME

Une ressource pour les spécialistes en droits de l'homme

Tactiques et pensée tactique

Le planning stratégique est devenu au cours des 25 dernières années, la norme au sein des organisations non gouvernementales. Curieusement, la notion de tactique n'a pas suivi le développement du planning stratégique et continu à être un terme péjoratif pour plusieurs personnes. Nous avons l'habitude de dire que quelqu'un ou quelque chose est «tactique» plutôt que «stratégique», ce qui veut dire que cette personne ou cette chose est sujet à une pensée limitée à court terme plutôt qu'à une pensée essentielle à long terme. La «tactique» implique une manipulation en vue d'obtenir un avantage ou une position à court terme, en utilisant une manière qui manque de probité, et parce que ce mot n'est pas souvent utilisé dans le domaine des droits de l'homme, il suscite certaines questions : «ce terme n'est-il pas un terme militaire ?» «C'est un terme qui embrouille». «Qu'entendez-vous par tactique ?».

«Les gens de ma région n'utilisent pas ce mot». Vous serez alors tenter de demander pourquoi nous utilisons le mot «tactique» plutôt qu'un autre mot tel que approche, méthodologie ou technique.

soutien d'un nombre substantiel d'actionnaires. ICCR a été capable de se faire entendre sur des questions importantes depuis 1971. Aussi d'une manière importante, sa tactique donne aux gens plus d'opportunités de participer à l'avancement des droits de l'homme en changeant la façon dont ils investissent.

Procès fictifs : Organisation des simulacres de procès pour faire prendre conscience des abus des droits de l'homme et influencer la politique officielle.

Nous n'avons pas à attendre la cessation d'une forme particulière de violation des droits de l'homme pour en faire une histoire de guérison, de réconciliation et de mobilisation de l'opinion publique. Au Nigéria, un groupe a convoqué un procès fictif centré sur les droits de la femme. BAOBAB pour les droits de la femme ensemble avec le Centre de Documentation et de Développement de Ressource Civile ont organisé le tout premier procès national sur les violences faites aux femmes. Organisé en mars 2002 à Abuja, la capitale du Nigéria, le procès était non officiel et non soumis à la loi, mais le témoignage était vrai. Trente trois femmes ont témoigné, partageant leur expérience pour aider le public à prendre connaissance des abus dont sont victimes les femmes dans leurs domiciles, leurs communautés et sous le gouvernement, sans oublier le harcèlement sexuel, la violence domestique, les viols et les mutilations génitales. Les juges au procès, tous des Nigériens, étaient choisis en fonction de leur prééminence et de leur intérêt pour les droits de la femme. Ce sont deux juges, l'un étant juge à la cour Suprême, ancien ambassadeur, membre de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et ancien avocat général. Le procès était public et les organisateurs ont pris le soin d'inviter des journalistes, la police, des commissaires, des législateurs et des observateurs internationaux. Les diverses formes d'abus des droits de l'homme étaient regroupées dans différentes sessions. Le panel de juges a écouté les témoignages et posé des questions et s'est retiré en privé. Ensuite, au lieu de prononcer une sentence, ils ont fait des recommandations de politique officielle. Le procès et la couverture médiatique tout autour ont suscité une profonde conscience publique, les abus contre les femmes existent et ils sont profonds. Ceci a facilité l'adoption d'une loi sur différents problèmes touchant les femmes a fait avancé un projet de loi national sur les femmes. Pour plus d'informations voir carnet de notes tactiques disponible à www.newtactics.org. sous outils pour action. Etant donné que les procès ne peuvent susciter d'attention que lorsque l'information passe au grand public, le succès de BAOBAB avait besoin d'une bonne stratégie médiatique, accompagné d'un leadership solide et une évaluation perspicace de leurs besoins politiques. BAOBAB a choisi par exemple de ne inviter aucun expert international pour servir de juge, dont le gouvernement nigérian ne pourra se prévaloir d'aucune raison pour considérer les conclusions du procès « d'ingérence extérieure. » d'autres qui aimeraient passer par cette tactique auront besoin de proportionner minutieusement la mise en

donnant la preuve que nous n'avions pas travaillé en vain.

Pouvoir de l'actionnaire : Présentation des résolutions d'actionnaire pour faire pression sur les compagnies d'adopter des pratiques commerciales plus socialement responsables, en incluant des politiques et pratiques compréhensives des droits de l'homme. Les actionnaires et les investisseurs sont souvent donnés comme les acteurs potentiels qui peuvent améliorer les protections des droits de l'homme dans les entreprises. Le Centre Interconfessionnel sur la Responsabilité D'entreprise (ICCR), une coalition de 275 investisseurs institutionnels basés sur la foi en Amérique du Nord, promeut des résolutions d'actionnaire pour changer des politiques et pratiques d'entreprise injustes ou dangereuses. Dès 2003, la totalité réelle du portefeuille des organisations membre ICCR a été estimé à environ \$110 milliards. Les membres de ICCR examinent la performance sociale et environnementale des compagnies dans lesquelles ils investissent. Au lieu vendre le stock de compagnies dont les pratiques sont dangereuses, ICCR utilise leurs possessions financières comme un instrument pour forcer les compagnies à changer leurs pratiques. Comme actionnaires, les membres de ICCR adoptent les résolutions des problèmes sociaux par vote au sein de la compagnie au cours des réunions annuelles. Dans un exemple, neuf institutions affiliées à ICCR- co-.led une résolution d'actionnaire avec la banque issue de la fusion et plusieurs autres institutions. La résolution a poussé Unocal à adopter de nouvelles politiques pour toute la compagnie, basées sur la Déclaration des principes fondamentaux et droits du travail (ILO) de l'Organisation Internationale du Travail et ont été soumises aux actionnaires Unocal en 2002. Les actionnaires ont soutenu que l'image d'Unocal était ternie à cause des pratiques commerciales discutables dans son projet de pipeline birman et que ceci décourageait d'investir dans Unocal. La résolution proposée a reçu le plus grand nombre de voix sur procès-verbal dans le soutien des droits de l'homme et de travail, proposition faite par les actionnaires et qui a attiré l'attention du Conseil d'administration et de la Direction. En 2003, Unocal a adopté des politiques basées sur la déclaration ILO. En 2004, après les membres d'ICCR .I mené une résolution, Occidental Pretroleum a accepté d'adopter une politique compréhensive des droits de l'homme. ICCR publie *un Livre de Résolutions Par procuration* annuelle comportant les résolutions des actionnaires cette année pour que les directeurs puissent prendre des décisions raisonnées du scrutin par procuration et les investisseurs peuvent voir des tendances dans la responsabilité d'entreprise. Chaque année les institutions membres de ICCR soumettent plus de 100 résolutions d'actionnaire sur les questions sociales et de l'environnement. Dans beaucoup de cas, ces résolutions ouvrent la porte aux négociations entre les investisseurs religieux et les directions des compagnies. Pendant que les résolutions d'actionnaire ne se lient pas sur les compagnies, ils provoquent vraiment l'action de compagnie quand ils reçoivent le

Nous utilisons le mot «tactique» dans le Projet de Nouvelles Tactiques en Droits de l'homme parce qu'il s'intègre dans le concept de la «stratégie». La stratégie définit ce qui est important à faire, alors que la tactique incorpore comment cette chose doit être faite. Le rapport «quoi»/ «comment» est important pour la compréhension – et la démystification – les concepts de la stratégie et de la tactique. La tactique, qui peut se composer d'activités, de systèmes, de techniques ou même d'institutions, constitue l'un des blocs moteurs de la stratégie.

Une autre source de confusion est que la stratégie d'un groupe peut être la tactique d'un autre groupe. Un gouvernement par exemple peut développer une stratégie pour la création de nouvelles institutions de protection des droits de l'homme. L'une des tactiques de cette stratégie peut être la mise en place d'une commission des droits de l'homme. Cependant, la commission doit, en tant qu'entité, définir sa propre stratégie et la tactique qu'elle entend utiliser pour son application effective.

Le bon déroulement des tactiques dépend également de la souplesse tactique et de l'accès à une gamme élargie de tactiques. Comme je l'ai expliqué au chapitre sur la «Nécessité d'une nouvelle tactique» (p.12), des individus, des organisations et des mouvements qui comptent largement sur une gamme réduite de tactiques peuvent finir par les utiliser dans une mauvaise circonstance ou peuvent rater l'occasion d'utiliser d'autres tactiques plus appropriées dans une situation donnée. Il est possible que ces tactiques n'attirent pas un aussi grand nombre de supporters que si on avait utilisé des tactiques diverses. En plus, l'utilisation répétée des mêmes tactiques permet à l'adversaire ou au système ciblé de s'adapter et de changer, rendant ainsi ces tactiques moins efficaces.

Ce livre, qui est loin d'être exhaustif, est une illustration de l'étendue des tactiques que la communauté internationale en matière des droits de l'homme utilise. C'est un testament aussi bien pour la créativité – souvent issue de la nécessité – des spécialistes en droits de l'homme que pour la puissance de la pensée tactique et stratégique.

Douglas A. Johnson
Directeur Exécutif
Centre des Victimes de la Torture

Tactiques de prévention

Il y a à peine une décennie, les organisations des droits de l'homme ne dénonçaient que les violences déjà perpétrées ou en cours.

Pour prévenir les abus des droits de l'homme, nous devons être à mesure de reconnaître quand le peuple est en danger ; quand la liberté de mouvement, le droit de travailler ou le droit à un logement adéquat est restreint ; quand un groupe risque de ne plus avoir son mot à dire dans la société ; quand une communauté est en voie de sombrer dans la pauvreté ; quand un mode de vie indigène est en voie de disparition.

L'objectif des tactiques énoncées dans ce chapitre est de prévenir les abus imminents. Souvent, la manière la plus efficace de le faire c'est d'être présent. La présence physique d'autres personnes – un volontaire d'un pays dont le gouvernement est puissant ou une foule de spectateurs qui serviront de témoins – peut décourager les adeptes de l'abus.

Il y a souvent abus lorsque les gens n'ont pas les informations dont ils ont besoin pour le prévenir. Fournir des informations aux personnes appropriées – celles que l'abus affectera directement ou bien celles qui peuvent se mobiliser contre cet abus – peut empêcher ce fléau.

Souvent, la meilleure manière de préserver les droits de l'homme c'est d'écartier la possibilité de l'abus. Reconnaître la forme de l'abus peut aider à changer la situation et permettre la prévention de ce vice.

Les tactiques dans cette section sont divisées en trois catégories :

- les tactiques pour la protection physique qui empêchent le mal par la présence physique ;
- les tactiques pour fournir des informations importantes aux personnes qui peuvent empêcher l'abus ;
- les tactiques pour anticiper l'abus et pour créer les obstacles en vue de l'empêcher.

La protection physique

Aucune solidarité ne dépasse le fait d'assister – ou d'être à coté de – ceux qui sont en danger. Les tactiques dans cette section vont au delà du symbolisme, l'utilisation de la présence physique des volontaires pour protéger la sécurité des autres. Il s'agit d'une idée relativement simple et puissante, c'est-à-dire la sécurité en grand nombre. Les personnes ou groupes qui sont prêts à faire du mal aux autres peuvent se décourager en

les membres du gouvernement et les attirer pour rechercher activement le changement. L'espoir du groupe est que l'accès à ces documents internationaux et l'exposition aux collègues internationaux aideront à illustrer les possibilités et même le prestige, dans la collaboration gouvernementale avec les citoyens et dans le travail pour soutenir des droits de l'homme. Il fournit aussi aux membres du gouvernement les renseignements concrets et les exemples de façons d'améliorer le gouvernement et les droits de l'homme dans leur propre pays. Comme suite à ces efforts, Surveillance Citoyenne a formé de nombreux rapports de collaboration avec les membres du gouvernement et les institutions. Approcher ces derniers dans divers terrains en les soutenant dans leurs efforts de réformer leurs départements, aider à renforcer la société civile et créer un rapport plus démocratique entre les agences gouvernementales et la communauté. Pour plus d'informations, voir carnet de notes tactiques disponible à www.newtactics.org, sous outils pour Action. Surveillance Citoyenne essaie de rappeler aux responsables qu'ils sont d'abord des citoyens, avec les droits constitutionnels qui doivent être respectés et c'est seulement après qu'ils sont au service du gouvernement. Ce que nous pouvons apprendre de Surveillance Citoyenne est que, même dans les systèmes gouvernementaux sans tradition de s'engager avec le public ou de travailler dans une démocratie, il y a des ouvertures pour un changement. D'autres organisations espérant profiter de telles ouvertures dans leurs pays auront besoin de tenir en esprit que cette approche exige un haut niveau de talent diplomatique individuel, avec une assez grande réserve de ressources. Ces aptitudes et ressources diplomatiques sont aussi essentielles à un autre aspect clé de la tactique : offrir un soutien continu à ceux qui veulent vraiment votre aide pour aller de l'avant en matière des droits de l'homme. EN LIGNE *Quelle approches tactiques pouvez-vous utiliser pour changer des adversaires (ou les adversaires potentiels) en alliés ? D'importantes traditions autoritaires ne meurent pas facilement et quelquefois prennent le dessus pour un temps, nous reléguant au bas de l'échelle. Par exemple, en mars de 2004 Surveillance Citoyenne, avec les juges de paix de plusieurs régions russes, a organisé une conférence de deux jours pour discuter des problèmes de créer des cours de justice dans le nord-ouest russe et d'autres régions. Nous avons invité deux ou trois juges de Cour suprême qui, à notre connaissance, avaient été très actifs dans ce processus, tout comme les administrateurs de Saint-Petersbourg et d'autres centres démographiques dans la région. Deux semaines avant la conférence, nous avons été informés que les supérieurs de la Cour Suprême avaient défendu aux juges de participer à notre conférence ou à n'importe quels événements organisés par les ONG. Mais les juges locaux se sont montrés méritants du statut indépendant que l'on leur a donné en 1992 : Ils se sont fait remarqués au cours de la conférence, qui s'est tenue dans la Cour de justice de La ville de Saint-Petersbourg - aussi un supporter de l'initiative. Les juges qui sont venus étaient assez braves pour dénoncer publiquement leurs supérieurs –*

s'assurer que les lois locales donnent accès public aux informations portant sur le budget et ensuite de faire pression pour y accéder s'il n'existe pas de lois. Cette tactique peut être utilisée pour le suivi des engagements du gouvernement et des municipalités, des donateurs de fonds, de l'aide étrangère et des politiques de stratégie de réduction de la pauvreté, tout comme les conditions auxquelles le gouvernement doit adhérer pour réussir à toucher une catégorie de donateurs de fonds des institutions comme la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International. L'approche budgétaire peut aussi révéler quel progrès est fait à grande envergure sur les problèmes des droits de l'homme y compris les droits d'incapacité, de l'éducation, du logement et de la santé.

Le budget constitue le plan d'action du gouvernement pour offrir une vie meilleur à nos populations. Il définit ce que vous payerez comme taxes, comment nous dépenserons l'argent et ce que nous réaliserons. C'est une synthèse de toutes les politiques gouvernementales. Le budget est notre lien à la nation.- Trevor Manuel, Ministre des Finances, Afrique du Sud

Rendre plus civilisé les bureaucrates : renforcer des rapports de collaboration avec les membres du gouvernement pour promouvoir le changement de l'intérieur le système. Une organisation russe a montré que les tactiques de persuasion peuvent promouvoir le changement de l'intérieur. Autrement dit, vous pouvez attraper plus de mouches avec du miel qu'avec du vinaigre. Surveillance Citoyenne identifie les responsables démocratiques russes qui sont d'un grand soutien aux droits de l'homme et à la réforme et leur fournit des opportunités de renforcer les processus démocratiques en Russie. L'héritage du gouvernement soviétique et du totalitarisme a laissé des conditions extrêmement défiantes pour le développement de démocratie en Russie. Les responsables gouvernementaux n'avaient aucune expérience en l'ouverture envers public, une pratique essentielle dans une démocratie. Surveillance Citoyenne contrôle soigneusement les actions de principaux membres du gouvernement, y compris des individus au le Ministère de l'Intérieur, à la police et dans le système judiciaire. Ils identifient alors les membres qui démontrent un intérêt pour un gouvernement plus démocratique et un soutien en faveur des droits de l'homme - les gens qu'ils croient aussi seront ouverts au changement - et adaptent leurs approches la taille de chaque individu, étant toujours respectueux et d'un grand soutien. Dans certains cas, ceci demande la traduction de documents internationaux qui soutiennent la démocratie et le respect des droits de l'homme ou sont autrement utiles pour le travail du bureaucrate. Dans d'autres, Surveillance Citoyenne invite les responsables de l'étranger pour les séminaires ou soutient le voyage des responsables russes pour rencontrer des collègues dans d'autres pays. Pendant le règne soviétique, peu de responsables avaient des opportunités de voyager et apprendre du travail démocratique de collègues à l'étranger. Surveillance Citoyenne utilise donc le voyage et les opportunités d'échange pour former

présence d'autres personnes, parce qu'ils ont peur des témoignages, de la presse ou des conséquences d'avoir causé du tort à quelqu'un qui a le soutien d'un groupe ou d'un gouvernement influent. Ceci aboutit à une autre idée puissante, à savoir, montrer que vous avez des amis haut placés ou influents.

Les gardes corps pour les droits de l'homme

La protection et la promotion des activités des droits de l'homme en voie de disparition à travers la présence des volontaires internationaux

La Brigade Internationale pour la Paix (BIP) envoie des observateurs internationaux pour accompagner les activistes des droits de l'homme qui sont menacés par les gouvernements et les organisations paramilitaires. Si ces observateurs découvrent des abus, ils mettent en garde les autorités de ce pays, le gouvernement de leur propre pays ainsi que les autres activistes à travers le monde. Conscients que la communauté internationale va réagir, les auteurs des abus abandonnent leurs actes programmés. En même temps, les activistes accompagnés reçoivent le mandat de continuer à étendre leur travail sur les droits de l'homme. La BIP a été parmi les premières organisations à «institutionnaliser» l'idée d'accompagnement qui a commencé au Guatemala au début des années 80. Actuellement, la BIP utilise plus de 80 volontaires sur le terrain en Colombie, en Indonésie, au Mexique et au Guatemala.

Bien que les volontaires représentent l'aspect visible de cette tactique, sa réussite dépend des actions de plusieurs autres personnes à travers le monde. En cas d'une attaque ou d'une menace, le volontaire doit être capable d'attirer immédiatement l'attention de la communauté internationale. A cet effet, la BIP dispose d'un réseau d'activistes dans les pays d'origine des volontaires. En plus, les volontaires intègrent les réseaux familiaux et d'amis dans leur travail et profitent de la grande expérience des activistes et des contacts antérieurs.

L'accompagnement international peut être difficile aussi bien pour les activistes en droits de l'homme que pour les volontaires qui font régulièrement face au danger, au stress et aux menaces sur leur vie personnelle. La BIP accorde plus d'importance au renforcement et à l'encouragement des activistes locaux de la base, offrant l'accompagnement seulement lorsqu'il est sollicité et ne se mêle jamais des affaires internes de ceux qu'il accompagne.

Pour plus d'information sur ce point, veuillez lire le livre sur les tactiques au www.newtactics.org (sous outils pour l'action), et cf. les Gardes Corps sans Armes : Accompagnement International pour la Protection des Droits de l'Homme écrit par Liam

Mahony et Luis Enrique Eguren, Presse kumarienne, 1997.

Cette tactique repose sur la réalité universelle selon laquelle nous sommes tous sujet à la pression morale et politique. Les leaders nationaux ne veulent pas de mauvaise presse. Les tueurs de bas niveau n'aiment pas voir une personne qui est témoin de leurs crimes. En mettant un témoin international devant les auteurs des actes de violence en même temps que la pression externe exercée sur les leaders, on empêche les attaques. Cependant, les activistes qui sont menacés seront renforcés dans leur tâche courageuse s'ils sont convaincus que la solidarité internationale est prête à prendre des risques à leur côté.

On utilise l'accompagnement depuis longtemps comme une tactique dans d'autres situations où les gens sont physiquement en danger, et il est possible que les auteurs des abus changent d'avis devant cette opinion internationale.

On dénombre parmi d'autres groupes qui utilisent cette tactique, le Non Violent Peace Force en Sri Lanka, le Christian Peace Makers Teams en Cisjordanie, l'Organisation Nationale en Solidarité avec le Peuple du Guatemala, le Programme d'Accompagnement Océanique en Palestine et en Israël, le Fellowship in Reconciliation en Colombie, le Centro Fray Bartolome de las Casas au Mexique et bien d'autres.

Cette dynamique peut être utilisée dans d'autres contextes. Le plus souvent, le pouvoir symbolique des travailleurs religieux ou des journalistes par exemple a un effet protecteur dans les situations de pression et de violence parce que les auteurs de ces délits n'aiment pas qu'on les remarque lors de leur inconduite. En Haïti, l'organisation Partners in Health utilise les employés communautaires de la santé appelés *accompagneurs* qui rendent visite quotidiennement aux malades du VIH/SIDA et de la tuberculose. En plus du soutien moral et médical qu'elle leur apporte, cette structure montre aux membres de la communauté qu'ils ne doivent pas avoir peur du simple contact avec les personnes souffrant de ces maladies. Là encore, la présence symbolique et physique d'une tierce personne engagée a un poids moral et social qui peut amener le changement de comportement.

Comment pouvez-vous attirer l'attention de la communauté internationale sur votre combat ?

Plan B : *Protéger des manifestants arrêtés en protestant devant les commissariats de police où ils sont détenus*

En Serbie, sous le régime de Milosevic, un groupe de jeunes activistes se sont servi de

Parfois des leaders individuels ont de l'influence morale et politique sur les gouvernements et souvent les chiffres et les données parlent d'eux-mêmes. Les études de budget peuvent révéler des déséquilibres dans l'accomplissement des droits sociaux et économiques, mais peuvent aussi être un outil pour aider le gouvernement à les rectifier et peuvent enfin tenir ce dernier pour responsable de ses engagements. L'Unité de Budget des Enfants (CBU) à l'Institut de Démocratie en Afrique du Sud (IDASA) utilise le budget national et provincial pour révéler si le gouvernement est en train de remplir ses engagements en protégeant les droits des enfants et pour apporter les preuves et les suggestions pour rectifier les failles. La Constitution Sud africaine stipule que chaque enfant a droit à la nutrition de base, à un abri, aux soins de santé et aux services sociaux. Cependant, des millions d'enfants restent affamés, n'ont pas les moyens matériels d'aller à l'école ou recevoir des soins de santé et trouvent impossible de mener une vie saine et sécurisée. Le CBU détermine d'abord les obligations du gouvernement sur la base de la Constitution et des engagements internationaux. Il évalue ensuite la portée de la pauvreté infantile. Ceci est suivi par une étude compréhensive des allocations et dépenses budgétaires, de l'offre des services clés aux enfants, dévoilant ainsi les priorités sociales du gouvernement. Cette analyse et la compilation des réalités budgétaires permettent au CBU d'illustrer clairement où la municipalité, la province ou le gouvernement national ne remplissent pas leurs obligations. Ceci apporte également de solides preuves et données pour faire des recommandations et mener des fortes pressions pour un changement. Dans certains cas les municipalités ne collectent même pas ces données mais acceptent les informations fournies par l'IDASA comme un moyen pour améliorer leur propre travail. Cette tactique a donné lieu à une nouvelle législation, de meilleures relations avec les institutions clés du gouvernement, certaines qui à présent demandent des renseignements du CBU. La tactique s'est répandue à travers la planète, avec des unités de suivi semblables ouvertes dans certaines régions d'Asie, d'Amérique du Sud et à travers le continent Africain. Pour plus d'informations, voir carnet de notes tactiques disponible sur www.newtactics.org. Sous outils pour action. Pour superviser les programmes gouvernementaux, le CBU a rassemblé les informations dont le gouvernement même était incapable ou ne désirait pas obtenir. Cette tactique fusionne deux discours historiquement séparés- de l'analyse budgétaire et des droits de l'homme- pour améliorer la transparence budgétaire, la responsabilité et les pratiques de bonne gouvernance. Au lieu de devenir un adversaire, le CBU amène le gouvernement d'accepter, utiliser et même demander ces données dans l'optique d'améliorer les vies des enfants dans la communauté. Le CBU garde également son rôle de surveillance pour s'assurer que les renseignements rassemblés sont crédibles et peuvent être utilisés par les lobbies des droits de l'homme du pays. Pour y arriver, le CBU a besoin d'accéder aux budgets, qui pourraient ne pas être disponibles dans les sociétés moins ouvertes. La première étape dans l'utilisation d'une telle tactique, est donc de

individus avec le charisme et une influence. La Commission sur les Droits de l'homme et la Justice Administrative au Ghana sollicite le soutien des leaders communautaires respectés – rois et reines- mères- pour traiter du problème *de trokosi*, un système dans lequel les femmes et les jeunes filles sont gardées dans des sanctuaires les sans leur consentement. Les familles donnent leurs filles aux sanctuaires pour expier les péchés ou les crimes commis par un membre de famille et ainsi mettre fin ou inverser l'infortune d'une famille. La Commission a le pouvoir d'appliquer des lois contre trokosi, mais elle a opté pour cette approche tactique parce qu'elle a reconnu que la tradition est fondée sur les convictions profondément entretenues et, si elles ne sont pas transformées volontairement, elles pourraient simplement passer dans la clandestinité. Pour se préparer à la campagne, la Commission a exploré les convictions derrière trokosi et a noué une alliance avec Besoins internationaux Ghana, une ONG qui conseille et réhabilite d'anciennes victimes de trokosi. Ensemble elles ont organisé des réunions avec les victimes et les marabouts, au cours desquelles chacun est encouragé à partager son point de vue. Les chefs locaux aident alors la Commission à mettre l'emphase sur la nécessité d'abandonner la pratique et utiliser leur position dans la communauté pour persuader les marabouts de libérer les femmes et les filles. Les cérémonies de libération réunissent la communauté pour publiquement reconnaître la décision des marabouts et aider satisfaire les besoins spirituels de la communauté. Ces cérémonies sont couvertes par les mass médias, démontrant ainsi au grand public que les chefs locaux adhèrent à la fin de la pratique. Cette tactique a libéré environ 3,000 femmes et filles. Pour plus d'informations, voir carnet de notes tactiques disponible à www.newtactics.org, sous outils pour Action. Vouloir mettre un terme à une pratique traditionnelle sans examiner les convictions sous-tendantes et les structures qui la font exister, ou sans proposer une alternative qui permet à ces convictions et structures d'être transformées, peut pousser des communautés à la cacher plutôt que d'y mettre fin. Cette tactique dépend du respect d'une communauté pour ses chefs et la volonté de ces derniers pour montrer l'exemple à suivre. Pour mettre fin à la pratique trokosi, il est essentiel que les communautés soient convaincues qu'elles n'ont pas besoin de d'abandonner leurs membres de famille aux marabouts pour expier leurs péchés. Les rites de libération et le réconfort des chefs de communautaires sont essentiels pour soulager les craintes de représailles des dieux et dans le regain de la confiance au sein de la communauté. Cette tactique pourrait être utile dans l'aide à la transformation ou à l'éradication d'autres pratiques traditionnelles ou pratiques sociales profondément encrées qui violent les droits de l'homme, comme la mutilation génitale féminine ou la violence domestique.

Le contrôle de l'argent : Examen des budgets pour révéler les déséquilibres sociaux et économiques et amener le gouvernement à les modifier.

l'idée de la sécurité du grand nombre en utilisant des manifestations secondaires pour protéger leurs membres arrêtés pendant les manifestations et en rendant inefficaces des menaces d'arrestation. Ils ont également utilisé le théâtre et l'humour pour réduire la peur des populations envers le pouvoir du gouvernement.

Otporl («Résistance» en Serbo-Croate) a organisé des manifestations secondaires – leur Plan B – devant les commissariats de police pour réagir immédiatement aux arrestations lors des manifestations de protestation. Il était peu probable que les policiers frappent ou arrêtent les activistes parce que une foule immense et quelques journalistes les attendaient dehors. Grâce au soutien qu'ils recevaient, les activistes n'ont pas eu peur.

Lorsqu'il y a des arrestations, Otporl met son plan B en marche en mobilisant son réseau élargi de contacts.

Un observateur dans les parages a filmé l'arrestation avec un téléphone portable et a repéré le commissariat de police dans lequel les activistes étaient détenus.

Les avocats se sont immédiatement rendus dans ledit commissariat pour négocier la libération de ces activistes.

En l'espace d'une heure, d'autres activistes du Otporl se sont regroupés devant ce commissariat et au siège de l'organisation. Ils ont engagé des jeux et des chansons pour impliquer la foule, les calmer et leur donner l'espoir. Les activistes sont restés devant le commissariat jusqu'à ce que les détenus soient libérés.

Les médias contactés sont descendus au commissariat pour faire des reportages sur ces protestations et pour interviewer les détenus après leur libération.

Les partis d'opposition ont condamné l'arrestation et ont envoyé leurs membres au commissariat de police.

Les ONGs ont informé les organisations internationales et leur ont demandé de condamner l'arrestation.

Otporl a mis beaucoup de temps et d'effort pour bâtir un réseau puissant, vaste et loyal qui peut être mobilisé rapidement. Un planning élargi définit qui appellera qui, et ce que chacun doit faire après les arrestations pour que la deuxième manifestation entre en jeu presque instantanément. La plupart des informations sur les contacts du réseau sont enregistrés dans les téléphones portables personnels des membres pour que les policiers ne confisquent ou ne détruisent ces informations.

Pour plus d'information sur ce point, veuillez lire le livre sur les tactiques au www.newtactics.org (sous Outils pour l'Action).

Le Plan B de Otpor! est un exemple fascinant d'une tactique qui a atteint les objectifs décrits dans chaque section de ce livre. Ceux qui utilisent cette tactique empêchent la torture imminente des activistes dans les commissariats de police. Ils interviennent pour empêcher les abus du régime de Milosevic à travers l'affaiblissement du pouvoir de la police. Ils contribuent à restaurer la confiance parmi les protestataires détenus et aident les volontaires à dominer la peur d'être arrêtés. Ces manifestations appellent à la conscience du régime sur ses abus ainsi que du mouvement démocratique de résistance grandissant.

La réussite de Otpor! dépendait d'un certain nombre de tactiques importantes. Pendant que le pays souffrait sous le régime autocratique, les avocats de Otpor! réussissaient toujours à rencontrer les activistes et à influencer la police. De même, les policiers et le régime ont continué à avoir peur des rassemblements publics et de l'opinion internationale. Aucune de ces situations ne serait vraie dans une société complètement fermée.

Quel est votre Plan B ?

Tous nos activistes arrêtés sont devenus des héros. Ils n'avaient plus peur parce qu'ils savaient qu'ils étaient soutenus par des milliers de personnes qui les attendaient devant le commissariat de police. Les activistes ont commencé à rivaliser entre eux sur qui était le plus recherché et qui avait connu le plus d'arrestations. On se moquait du régime et le monde entier a appris ce qui nous arrivait.

Une présence protectrice : Maintenir une présence physique à l'endroit des abus potentiels pour contrôler et prévenir les violations des droits d'homme.

Dans toute la Cisjordanie, Machsom Watch utilise la présence des femmes israéliennes pour protéger les Palestiniens qui traversent les postes de contrôle israéliens et s'assurer que leurs droits soient respectés.

Chaque matin et chaque après-midi aux heures de grand trafic, Machsom Watch surveille plusieurs postes de contrôle israéliens pour dénoncer les postes de contrôle et pour protéger les droits des Palestiniens qui doivent les traverser. Tous les volontaires de Machsom Watch (Machsom signifie poste de contrôle en hébreu) sont des femmes israéliennes. L'organisation a commencé ses activités en janvier 2001 avec trois femmes et compte actuellement 300 volontaires.

Les surveillants considèrent les postes de contrôle comme une violation des droits de l'homme, limitant le droit du libre mouvement des Palestiniens et par conséquent le droit à

la libération des gens retenus. Dans un Burundi frappé par la guerre, beaucoup ne sont pas à mesure de se procurer des soins médicaux nécessaires. Sus à ce problème, un écroulement général du système dans les années 1980 a réduit la capacité du gouvernement à supporter le système de santé. Faisant face à une crise budgétaire et une dette croissante, les hôpitaux ont commencé à garder les gens qui ne pouvaient pas payer leur facture. Etant donné que les hôpitaux se voyaient fauchés par ces défaillements, ils n'ont pas considéré cet acte comme un problème d'abus des droits de l'homme. Après avoir contacté les détenus et gagné leur confiance, l'APR leur a accordé secrètement des entretiens et a diffusé leurs témoignages. Les diffusions comprenaient des messages destinés à des groupes spécifiques et aux individus ayant le pouvoir de réparer la situation. Après la première diffusion, APR a uni ses forces aux ONG nationales et internationales, en accueillant un café presse- une conférence de presse élaborée- sur les soins de santé avec les responsables du gouvernement et d'autres personnes influentes. La discussion finale a porté sur les détentions elles-mêmes et a mis la pression morale sur le gouvernement pour réagir. En avril 2002, le conseil des ministres a interdit la détention des personnes et ordonné la libération des personnes détenues dans les hôpitaux. Le gouvernement a aussi créé une commission pour examiner le grand problème de l'accès aux soins de santé et les réformes à la politique nationale de la santé. Un élément clé de cette tactique a consisté en l'identification de la cible de la diffusion : quel groupe ou groupes auront le pouvoir de changer la situation dans les hôpitaux et en même temps être ouverts au message ? Dans ce cas, il s'agissait des membres du gouvernement qui étaient moralement contraints d'agir après que l'histoire soit devenue publique. Cette tactique démontre aussi la puissance des histoires. L'histoire des victimes une fois entre les mains des individus ayant accès à un podium, a changé les politiques nationales. Les tactiques auraient pu échouer, si toutefois, comme d'autres l'ont craint, si les hôpitaux se résignaient à ne plus dispenser les soins aux patients qui ont participé aux programmes radio. Cela aurait pu également aboutir à un embarras pour ces patients s'il y avait quelque stigmate entourant leur maladie. Pour être une réussite, cette tactique exige que les journalistes soient engagés et désireux de travailler pour la résolution des problèmes des droits de l'homme. *Dans quelle mesure est-ce que la radio peut être utilisée pour informer les populations sur les problèmes des droits de l'homme et faire pression pour un changement ?*

Impliquer les leaders locaux dans l'arrêt des pratiques malsaines : Utilisation de l'influence des leaders locaux pour mettre un terme aux abus. Les tactiques des droits de l'homme Rightswww.newtactics.org71TACTIC Dans la recherche des alliés dans une campagne pour mettre fin aux abus, les chefs de communauté sont un choix naturel. Ils pourraient être des chefs de tribu, des anciens, des chefs religieux, des politiciens locaux ou juste des

suffisait pas. Nous avons officiellement mis un terme au boycott en 2003 car nous nous rendions compte de la nécessité d'une nouvelle série de tactiques pour commencer à recadrer le problème et porter notre campagne à un autre niveau. Nous nous sommes rendus compte que si les gens ne changeaient pas leur façon de raconter l'histoire de la Birmanie, nous ne sortirions pas vainqueurs. Avec le boycott comme pièce maîtresse de la campagne, l'intérêt sera toujours porté sur le régime et non sur les populations de Birmanie. Nous devons porter notre attention sur les populations et notre projection vers l'avenir. Actuellement nous sommes en train d'explorer des partenariats stratégiques avec d'autres impliqués dans des campagnes internationales des droits de l'homme. Redéfinir le problème et intégrer de nouvelles tactiques dans notre campagne ouvriront des horizons nouveaux et une nouvelle option pour nous.

TACTIQUES DE PERSUASION La tactique de persuasion est utilisée pour mettre fin aux abus des droits de l'homme sans confrontation, sans diaboliser l'agresseur ou ceux facilitant l'abus. Très souvent, les agresseurs ont juste besoin d'un soutien et de l'encouragement pour mettre un terme à leur participation dans les violations des droits de l'homme. Pendant que les tactiques d'intervention sont souvent associées à la protestation et à l'opposition, quelques uns des succès les plus retentissants dans la cessation de la violation des droits de l'homme ont été obtenus de la négociation et de la persuasion. A travers les pressions qui sont parfois silencieuses parfois plus visibles, les défenseurs sont à mesure d'accomplir des progrès importants en droits de l'homme très rapidement. Ces tactiques utilisent des relations de coopération avec les gouvernements et les négociés, offrant même de l'assistance pour aider à mettre fin aux abus. Elles placent les leaders respectés de la communauté au devant des négociations ou des efforts d'éducation. Elles se déroulent dans un climat de collaboration. Les personnes et les relations sont une ressource importante à prendre en considération à l'heure de l'évaluation de la portée des tactiques à votre disposition. Qui est proche de votre objectif ? Qui le respecte ? Qui peut l'influencer ?

INTERVENTION de Persuasion. Le pouvoir des ondes : l'usage du pouvoir des médias pour envoyer des messages destinés aux personnes en position d'arrêter les abus. Les journalistes peuvent utiliser leur position sociale pour faire prendre conscience des abus des droits de l'homme et influencer ceux au pouvoir pour opérer des changements. Par la radio au Burundi, les journalistes ont été à mesure de persuader les dirigeants clés à arrêter les abus qui avaient cours dans les hôpitaux. La Radio Publique Africaine a usé de son pouvoir comme entité des médias pour influencer les individus et les groupes qui étaient en mesure d'améliorer la situation dans les hôpitaux burundais, où les pauvres étaient détenus contre leur volonté pour n'avoir pas honoré leur facture. Finalement, en partenariat avec les ONG locales, l'APR a fait pression avec succès sur le gouvernement pour ordonner

l'éducation, aux soins médicaux et de travailler.

Les surveillants ont trois missions principales : ils empêchent les abus, enregistrent ceux dont ils sont témoins et font preuve de solidarité envers le peuple palestinien.

D'après les surveillants et les Palestiniens, la seule présence des femmes israéliennes décourage les soldats d'abuser ceux qui traversent les postes de contrôle. Lorsque les soldats essayent d'empêcher les gens de traverser, ou de confisquer les cartes d'identité, les moniteurs interviennent calmement et avec autorité s'ils pensent que cela peut faire la différence. Lorsqu'ils remarquent de violations graves, les surveillants se plaignent aux autorités militaires haut gradées et encouragent les Palestiniens à faire de même.

Les surveillants qui sont témoins des abus rédigent un rapport détaillé qu'ils publient dans leur site web. Ils invitent les journalistes, les politiciens et d'autres personnes à se joindre à eux aux postes de contrôle. Ils arborent des étiquettes qui portent l'inscription en arabe «Non aux postes de contrôle». Cette démonstration de soutien est encourageant pour les Palestiniens qui pourraient ne pas avoir une image positive d'Israël.

Machsom Watch a eu à relever plusieurs défis au cours de son travail. Il existe plusieurs postes de contrôle et il n'y a pas assez de surveillants pour les couvrir tous. Les volontaires déclarent que l'armée ne voit pas l'obligation d'informer les surveillants. Cette situation est aggravée par le fait que très régulièrement, on change les soldats israéliens qui travaillent à ces postes de contrôle, et par conséquent, les surveillants n'ont pas la possibilité de créer des rapports avec eux. Ainsi, on recommence le même travail avec chaque nouvelle garde. Jusqu'à ce moment, Machsom Watch n'a pas encore réussi sa mission principale qui est de mettre fin à l'occupation et de supprimer les postes de contrôle. Cette organisation a cependant aidé le public israélien et le monde entier à être conscient des violences perpétrées à ces postes de contrôle.

Le plus souvent, la présence physique d'une personne est plus efficace lorsqu'elle est soutenue par un réseau solide ayant la capacité de transmettre rapidement des informations à beaucoup de personnes ou aux autorités influentes appropriées. Machsom Watch utilise l'Internet pour disséminer ses expériences de surveillance et pour attirer l'attention aussi bien des Israéliens que de la communauté internationale.

Comment pouvez-vous utiliser des personnes respectables pour aider les potentielles victimes de la violence ?

Lorsque nous sommes arrivés au poste de contrôle, nous avons trouvé des hommes, des femmes, des enfants, des taxis, des camions chargés de denrées, une ambulance et une longue file de voitures en provenance de l'autre côté. Dès que les gens nous ont vu, ils se sont précipités vers nous comme si nous étions leur dernier espoir, chacun racontant son histoire... Nous avons essayé plusieurs numéros de téléphone et finalement une jeep est venue au bord duquel se trouvait un officier haut gradé. Au début, il a refusé de nous parler, déclarant que nous venons au poste uniquement pour créer des problèmes aux soldats et faire une impression.... Sur place, nous avons rencontré un médecin et son épouse qui venaient d'accompagner leur fille à l'hôpital de Ramallah. Bien que la police des frontières était prête à laisser le médecin retourner à Hébron, elle voulait retenir son épouse sous prétexte qu'elle avait traversé la frontière frauduleusement et que ses dossiers de sage femme étaient périmés. Nous avons continué à plaider pour certaines personnes. Nous ne savons pas pourquoi ou à quel moment l'officier a adouci sa position, mais il a subitement donné des ordres et tout le monde a commencé à traverser. En cinq minutes, le poste de contrôle s'est vidé mais l'épouse du médecin est restée en sanglots. Les soldats lui ont remis sa carte d'identité et elle s'est précipitée pour rejoindre son mari de l'autre côté. Pendant qu'on s'en allait, nous avons aperçu de l'autre côté du poste de contrôle, le médecin ainsi que d'autres personnes qui sautaient et qui nous faisaient signe de la main en criant «Shukran ! Shukran !» (Merci, merci).

Partager les informations clés

De bonnes informations entre de bonnes mains peuvent être très importantes dans la prévention de la violence et dans le progrès des droits de l'homme. Mais, même dans la société planétaire et saturée de technologies d'aujourd'hui, ceci peut constituer un vrai défi. Les tactiques qui figurent dans cette section démontrent les méthodes innovatrices pour le partage des informations clés avec des gens qui peuvent aider dans la prévention de la violence, ceux qui pourraient être confrontés à la violence et avec un grand nombre de personnes qui peuvent se lever pour la condamner. Certaines de ces tactiques utilisent de nouvelles technologies sophistiquées et d'autres dépendent du contact entre des individus. Elles justifient toutes l'ancien adage : qui a l'information a le pouvoir.

Le réseau téléphonique antiviolence : l'usage des téléphones mobiles pour créer un réseau de communication qui puisse prévenir la violence avant qu'elle ne s'aggrave

Dans le conflit apparemment intraitable en Irlande du Nord, il est pratiquement impossible de trouver un terrain d'entente entre les factions politisées catholique et protestante, alors que les deux parties en conflit regorgent des individus qui veulent prévenir le déclenchement de la violence. Cette tactique consiste à identifier des leaders dans chaque partie qui

matraques pour libérer de force les enfants. Ils forcent les portes des usines qui enferment les enfants pendant la nuit et les enlèvent avant que le propriétaire ne soit informé. Dans l'optique de s'assurer la protection de la police, l'administration locale est antérieurement tenue informée de l'imminente descente, mais les détails précis ne sont jamais donnés pour éviter une complicité entre l'administration et les industries. Après la libération des enfants, leurs certificats officiels de libération doivent être obtenus de l'administration locale. Etant donné que celle-ci sympathise avec les industries cette opération peut durer un certain temps. Les enfants sont donc introduits au programme de réhabilitation de SACCS qui leur offre une éducation gratuite avant leur retour dans leurs familles, quand ceci est possible. A travers ces actions directes de descentes SACCS a libéré plus de 65000 travailleurs de l'exploitation au cours des deux dernières décennies. SACCS intervient directement dans les sites des abus : les usines où les enfants sont retenus comme esclaves. Non seulement leurs actions sauvent des milliers d'enfants, mais aussi créent une conscience communautaire du problème lorsqu'on parle des enfants libérés et les conditions dans lesquelles ils étaient détenus. Leurs actions rendent également impossible au gouvernement d'être les complices dans le travail des enfants. Une fois que le gouvernement prend conscience du problème et de l'action visée par SACCS, il ne peut plus protéger les industries sans être publiquement exposé. Ceci est également une tactique dangereuse qui peut avoir des répercussions pour les enfants et la communauté, obligeant les usines à occulter davantage le problème ou de se déporter ailleurs. Les membres de l'équipe de SACCS peuvent eux-mêmes être en danger physiquement et doivent prendre des dispositions pour un certain nombre de contingences. Mais quand un problème est aussi important- que ce soit l'esclavage des enfants, le trafic humain ou la détention illégale- il y a des fois où des gens suffisamment courageux prennent sur eux le danger.

Changement de tactiques : savoir quand changer de méthode peut être aussi important que savoir laquelle utiliser en premier lieu. La Coalition Libre de Birmanie a récemment décidé de mettre un terme à sa campagne de boycott vieille de dix ans contre PepsiCo, Apple Computer, Heineken, Texaco et d'autres compagnies faisant des affaires en Birmanie- pas parce que la campagne s'est avérée inefficace ou parce que la coalition a atteint ses objectifs, mais parce qu'il était temps de changer de stratégie. Zar Ni, un des fondateurs, explique. *Les boycotts ont beaucoup de potentiels pour faire du bien. Ils peuvent être comme l'artillerie lourde d'une campagne militaire : ils épuisent l'ennemi, mais le travail même est fait par les gens sur le terrain, dans le pays en question. Et une fois que vous avez handicapé votre ennemi, vous devez être prêt à assener le coup suivant. Les boycotts ont suscité la conscience sur la situation en Birmanie et a convaincu plusieurs compagnies internationales à quitter le pays, mais ceci seul ne*

les jeunes filles des maisons de passe, l'Association des Travailleurs du Sexe a contacté nombre d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) pour soutenir leur travail et aider les jeunes filles. Les ONG jouent un rôle capital dans la réhabilitation de ces jeunes filles qui sont incapables de retourner dans leurs familles. En dépit de leurs efforts à soustraire les filles mineures des maisons closes, l'Association des Travailleurs du Sexe reçoivent très peu de soutien de la communauté locale, qui considère la prostitution comme une menace sociale. Ceci met les supérieures du travail de sexe et l'Association en danger. Les femmes comptent sur l'appui des ONG locales pour influencer les dirigeants municipaux à augmenter la protection pour les travailleurs du sexe et soustraire les prostituées en âge mineur des maisons de passe. Cette tactique est largement efficace due à la position des travailleurs de sexe les plus âgés qui sont impliqués tant dans la surveillance du phénomène que dans sa reconnaissance. Ils ont aussi construit un puissant réseau qui peut réunir sans danger les informations et les transmettre, à travers leur association. Cette tactique intervient à l'ultime phase des abus, lorsque les filles sont déjà dans les maisons closes, elle permet leur retrait physique de la situation. D'autres groupes exploités- soient les rescapés des abus domestiques, du travail ou de l'émigration forcée- seraient également en mesure d'utiliser leur expérience pour éviter à d'autre de connaître le même sort. Mais il est important de souligner qu'eux, tout comme les femmes du Bangladesh, seraient en train de s'exposer à un danger physique.

Ouvrir grandement les portes des usines : sauvetage des enfants travailleurs à travers les descentes dans les usines.

En Inde, la Coalition Sud Asiatique sur l'Exploitation de l'Enfant intervient physiquement pour sauver les enfants travailleurs. La Coalition Sud Asiatique sur l'Exploitation des Enfants (SACCS) organise des descentes et des opérations de sauvetage pour libérer les enfants travailleurs. Une conglomération de plus de 400 groupes des droits de l'homme à travers l'Asie du Sud, SACCS vise l'éradication du travail non rémunéré des enfants. L'Organisation International du Travail déclare qu'il existe plus de 60 millions d'enfants travailleurs non rémunérés en Inde. On leur refuse leurs droits fondamentaux à l'enfance, à l'éducation, à une rémunération juste, à des soins de santé et conditions de vie appropriés car ils sont forcés à travailler 12hrs par jour. Beaucoup d'entre eux sont maintenus comme des esclaves dans des usines où ils sont exposés au fouet et aux maladies répandues. Depuis sa création en 1989, SACCS a abordé ce problème sur par une double stratégie qui nécessite tant l'action directe qu'indirecte. Les Opération de Sauvetage de l'Action Directe de SACCS sont des descentes organisées contre des industries reconnues comme utilisant les enfants travailleurs ou approchées par les parents dont les enfants ont été pris dans le travail forcé, SACCS organise ses propres équipes, familles et enfants volés, supporteurs locaux et quelques policiers armés uniquement de leurs

souhaitent prévenir la violence afin de leur fournir des informations nécessaires.

Belfast Interaction (jadis appelé Projet de Développement Intercommunal de Springfield) a créé un réseau de téléphone mobile en vue d'empêcher que la violence se déclenche entre les quartiers voisins volatiles de Belfast. On donne des téléphones mobiles aux volontaires des communautés catholique et protestante pour les aider à communiquer avec leurs homologues à l'autre côté de l'interface lorsqu'une foule potentiellement violente se forme ou lorsque les rumeurs circulent sur le déclenchement de la violence.

Une «interface» est un endroit où sont confinés des quartiers voisins catholique (Nationaliste/Républicain) et protestant (Unioniste/Loyaliste). Typiquement séparés par des murailles physiques, les quartiers qui se trouvent le long des interfaces font partie des communautés les plus défavorisées économiquement de l'Irlande du Nord. Le fait d'avoir des doutes sur ce qui se passe de l'autre côté de la muraille peut susciter des incidents violents.

Une fois par semaine, les volontaires des deux côtés se réunissent. Lors des cérémonies qui peuvent déclencher la violence telles que les rencontres sportives ou les parades protestantes à travers les quartiers catholiques, le réseau programme à l'avance la surveillance des endroits clés. Les volontaires estiment qu'ils sont capables d'intervenir efficacement en cas de violence relative au jeu – les jeunes qui recherchent des sensations fortes ou qui réagissent aux rumeurs – mais sont incapables de faire quoique ce soit face à une violence organisée ou militaire.

Lorsque les volontaires aperçoivent une foule qui se forme le long de l'interface ou bien entendent des rumeurs de violence qui se prépare de l'autre côté, ils téléphonent à leurs homologues qui sont de ce côté-là. Les volontaires calment les foules qui se trouvent de leur côté avant que les incidents ne dégénèrent.

Depuis le lancement du programme, le réseau du téléphone a non seulement prévenu la violence, mais il a également permis de fournir des informations précises aux communautés de part et d'autre de l'interface chaque fois que la violence survient. Les rencontres hebdomadaires entre les volontaires ont également permis de former un noyau de personnes engagées dans un dialogue régulier entre les communautés. Ces rapports ayant porté des fruits, le réseau a aussi commencé à se pencher sur d'autres problèmes communs auxquelles sont confrontées les deux communautés, y compris la revitalisation à long terme de la région.

L'utilisation élargie de la technique du téléphone mobile a permis de contrecarrer aujourd'hui plus que hier, les violences imminentes ou en cours. En Irlande du Nord, le téléphone a rendu la communication possible même lorsque les deux parties en conflit n'entretenaient pas des rapports étroits, mais étaient engagés à mettre fin à la pratique de violence.

Quand, suite aux rumeurs, des gamins se regroupent d'un côté de l'interface, leurs compères de l'autre côté ont tendance à se regrouper aussi. Mais lorsqu'on peut téléphoner de l'autre côté pour vérifier si effectivement quelque chose se passe ou pas de ce côté-là, on peut alors retourner vers la foule pour dissiper ces rumeurs. Avant la création du réseau, les enfants de notre côté de l'interface prétendaient souvent qu'il y avait ceci ou cela qui se passait de l'autre côté et nous n'avions pas la possibilité de vérifier si ce qu'ils disaient était vrai ou pas, mais actuellement nous avons les moyens de contenir tout cela.

Membre du Projet de Développement intercommunautaire de Springfield

Les téléphones mobiles aident à rendre les élections justes et transparentes : *Transmettre les décomptes des votes par des téléphones mobiles pour empêcher les falsifications*

Les réseaux du téléphone mobile peuvent aussi être utiles dans d'autres situations où on veut gagner du temps. Par exemple, pendant les élections ou immédiatement après celles-ci, il est important de contrôler les urnes et les pointages du scrutin. Les réseaux du téléphone mobile ont été utilisés au Kenya pour obtenir des élections justes et transparentes – préservant ainsi le droit de chaque citoyen à s'impliquer dans le gouvernement de son pays – en rapportant les pointages des votes avant qu'on ne les falsifie.

Lors des élections organisées au Kenya en 2002, des groupes de superviseurs indépendants ont utilisé les téléphones mobiles pour assurer un processus électoral transparent en rapportant instantanément les pointages des votes à partir de chaque bureau de vote.

Lors des élections précédentes, il fallait transporter les votes physiquement vers des points de dépouillement clés avant la publication de tout résultat. Bien que les observateurs supervisaient ce processus, le délai de route laissait ouvert la possibilité de frauder ou tout au moins, la suspicion de fraude. La communication instantanée faite grâce aux téléphones mobiles, (au Kenya, il n'existe pas de téléphone fixe dans plusieurs bureaux de vote) a rendu difficile la falsification des résultats.

l'alternative des coûts moins élevés, cet acte de désobéissance civile a démontré l'urgence d'accéder aux médicaments du VIH/SIDA. Les activistes étaient préparés à supporter les conséquences d'avoir désobéi aux lois afin de sauver des vies, en appliquant ainsi une pression forte pour toucher la politique nationale. Bien qu'ayant défié la loi Sud africaine et les accords internationaux en important les médicaments génériques, TAC a également supporté le gouvernement Sud africain dans un cas soulevé par un groupe pharmaceutique de 39, appelé Association des Fabricants Pharmaceutiques (PMA). Elle prétend que la Medicine Act qui comporte les dispositions autorisant le gouvernement à importer les médicaments sous licence d'autres pays s'ils sont vendus à bas prix, a violé les lois de brevet. Finalement, le PMA a retiré sa plainte. L'Afrique du Sud continue à vivre sous le spectre d'une grave crise des droits de l'homme : des millions de personnes sont infectées par le VIH/SIDA et n'ont pas accès à un traitement efficace. Néanmoins, en août 2003, sous la pression de TAC, le gouvernement Sud africain a accepté de rendre disponibles les médicaments anti-rétroviraux gratuitement à tous les Sud africain et a confirmé cette promesse dans un nouveau plan dévoilé en novembre de la même année.

Sortir les jeunes filles des maisons de passe. Travailler avec des personnes dotées d'une expérience et une connaissance directe pour sauver les victimes des abus.

Au Bangladesh, une association locale intervient dans les activités du secteur privé qui viole les droits de l'homme. L'Association des Travailleurs du Sexe Ekota au Bangladesh, utilise des équipes de surveillance composées d'anciens prostitués pour sauver les jeunes filles qui sont maintenues contre leur volonté dans les maisons de passe. Les supérieures du travail de sexe jouent un rôle important dans le commerce du sexe. La plupart sont des tenancières des maisons de passe qui vivent dans des maisons closes. Elles disposent de plus de temps que les jeunes filles et elles ont une connaissance approfondie de l'industrie. Leur position de puissance économique dans le milieu des maisons de passe leur donne une aptitude singulière à influencer qui peut être dans les maisons closes et quand elles louent des quartiers aux jeunes prostituées, elles indiquent clairement les filles mineures n'y sont pas admises. Cependant, en dépit de cette politique, les jeunes prostituées amènent les filles mineures dans les maisons closes. Quand ceci se produit, les supérieures du travail de sexe localisent où est gardée la mineure et communiquent avec elle par de petites fenêtres ou ouvertures. Elles cherchent à savoir si elle y est arrivée de son gré, de quel village elle vient, quel âge a-t-elle et qui sont ses parents. Elles notifient donc l'Association des travailleurs de sexe, qui envoie une personne de confiance au domicile de la mineure pour informer ses parents ou relations de là où elle se trouve. Dans la plupart des cas, la famille est en mesure d'aller à la maison close pour sauver la fillette. Dans d'autres par contre, la famille elle-même a vendu la cette dernière à la prostitution et ne désire pas ou est incapable de l'aider. Quand elle a commencé à sauver

pouvoir à l'Assemblée Nationale et au Sénat.- Wanusa Santos, Movimento Dos Trabalhadores Rurais Sem Terra, Brésil.

Le non respect d'une loi Internationale : désobéir aux lois pour forcer leur changement. Nouvelles tactiques en matière de Droits de l'Homme Rightswww.newtactics.org.65TACTIC. En Afrique du Sud, la Campagne d'Action pour le Traitement s'est lancée dans la désobéissance civile en contournant lois nationales et a ensuite fait pression sur le gouvernement pour les changer afin de garantir un traitement aux personnes atteintes de VIH/SIDA. En juin 2000, la Campagne d'Action pour le Traitement (TAC) a commencé à importer des médicaments génériques du VIH/SIDA en marge de la loi en la matière, essayant par ce fait de faire pression sur les fabricants de médicaments à réduire le coût des médicaments et de contraindre le gouvernement Sud-africain à autoriser l'importation des versions génériques des médicaments ayant une marque déposée. Le but de la tactique consistait en l'augmentation de l'accès aux prescriptions abordables des médicaments du VIH/SIDA pour tous les Sud-africains. Plus de quatre million de Sud-africain sont infectés par le VIH en Afrique du Sud et les coûts élevés des médicaments ayant une marque déposée a rendu le traitement inaccessible à la majorité des populations. Fluconazole est un médicament essentiel utilisé dans le traitement des maladies liées au VIH. Comme beaucoup d'autres médicaments du VIH/SIDA, Fluconazole est produit par les compagnies multinationales sous licence et importé en Afrique du Sud à des prix trop élevés. Les versions génériques du médicament sont significativement moins chères. Toutefois, la version Pfizer du médicament a empêché le gouvernement Sud africain à importer ces versions génériques. Il est vrai, l'Acte de Licence d'Afrique du Sud autorise le gouvernement à importer ou à produire des versions moins coûteuses des médicaments sous licence, mais celui-ci n'a pas osé faire usage de ce pouvoir. Avant d'importer les médicaments, TAC a travaillé avec L'Organisation Mondiale de la Santé et Médecins Sans Frontières pour confirmer qu'ils étaient sains et efficaces, et a mis sur pied des systèmes de leur achat et importation. Par exemple, TAC a organisé un voyage pour Thaïlande, où une version générique du Fluconazole appelée Biozole a été mise à la portée du publique à moins de 0.28 dollars américains/comprimé. Lorsque les comprimés de Biozole sont arrivés aux frontières, le Conseil de Contrôle de Médicaments Sud africain les a confisqué pendant que les membres dudit conseil débattait du problème de leur accorder une exemption. En novembre 2000, sous la pression de TAC et ses supporters internationaux et locaux, le Conseil a autorisé la distribution du médicament générique aux malades par un des partenaires de TAC. La société pharmaceutique Pfizer a promis de livrer son traitement au aux patients en mars 2000 ; l'exemption- un exercice du pouvoir discrétionnaire du gouvernement-serait réétudiée une fois la distribution effectivement faite. En attirant l'attention sur

Deux groupes avaient été mandatés par la commission électorale à surveiller le dépouillement du scrutin et à superviser les élections : l'Institut pour l'Education Démocratique (IED) et le Programme d'Observateur Démocratique du Kenya (K-DOP). Les volontaires du IED étaient présents dans 178 des 210 circonscriptions du pays. Ils ont utilisé leurs propres téléphones et ils ont reçu une prime de 2000 shillings kenyans (à peu près 26 dollars américains). Ils ont appelé un bureau central de l'IED pour rapporter la situation au fur et à mesure qu'on dépouillait le scrutin : les chiffres ont été publiés immédiatement sur l'Internet. Les volontaires ont également téléphoné pour rapporter des actes de violence et de négligence. Les résultats de l'IED étaient disponibles même avant les résultats officiels publiés par la commission électorale kenyane due en grande partie au fait que le protocole de la commission pour la publication des résultats était compliqué.

Le K-DOP avait aussi utilisé un réseau de volontaires mais n'avait pas des moyens standard de remboursement. Les membres de la commission électorale kenyane ont également rapporté les résultats par téléphone satellitaire fourni par le gouvernement ou en utilisant leurs propres téléphones mobiles là où il n'existe pas de lignes terrestres fixes.

La transparence obtenue grâce au rapportage rapide et indépendant de ces réseaux a favorisé la prévention de la violence qui aurait pu se produire si les perdants avaient soupçonné les actes de fraude. Le rapportage rapide a obligé les candidats principaux ainsi que leurs supporters à accepter la légitimité des résultats.

Les téléphones sont de plus en plus utilisés pour assurer que les élections soient transparentes et pour préserver le droit fondamental de l'homme qui est d'exprimer sa volonté lors d'une élection libre et juste. Cependant, même une communication rapide ne peut pas toujours faire accélérer la bureaucratie. Un observateur kenyan a remarqué que pendant que les officiels utilisaient les téléphones mobiles pour rapporter les dysfonctionnements telle que la non inscription des électeurs potentiels, certains électeurs se voyaient refuser la possibilité de voter à cause du protocole compliqué mis en place pour résoudre le problème.

Les téléphones mobiles ont été utilisés lors de plusieurs autres élections à travers le monde. Pendant les élections au Pérou en 2000, des superviseurs non partisans de l'organisation péruvienne Transparencia ont téléphoné à un bureau centralisé chargé de l'analyse des données pour fournir des informations sur le processus et le dépouillement du vote, ainsi que sur les résultats des circonscriptions électorales à partir d'un échantillonnage de bureaux de vote choisis au hasard à travers le pays. Certains rapports sont venus des régions les plus reculées des Andes et de l'Amazone. L'analyse des

données faite par Transparencia a amené la communauté nationale et internationale à exercer une pression sur Alberto Fugimori qui l'a contraint à organiser des élections partielles.

Comment pouvez-vous utiliser les téléphones mobiles ou d'autres formes de technologie pour améliorer votre travail et pour promouvoir les droits de l'homme ?

Les survivants savent quelles questions poser : *Impliquer les survivants de la violence des droits de l'homme dans l'identification et le soutien de potentielles victimes*

Les survivants de la violence des droits de l'homme ont la capacité de reconnaître la forme que la violence peut prendre. On peut utiliser cette information pour empêcher que d'autres personnes subissent le même traitement.

L'organisation Maiti Nepal fait appel aux femmes déjà victimes de ces violences pour apporter une assistance à d'autres femmes et filles.

La mission de Maiti Nepal est de mettre fin au trafic des femmes et des filles à la frontière entre le Népal et l'Inde, en interviewant celles qui sont vulnérables. Les interviewers peuvent identifier les personnes qui sont en danger parce que la plupart d'entre elles sont des victimes de ce trafic.

La demande croissante des employés sexuels ?? dans des maisons et autres marchés de prostitution en Inde favorise ce trafic au Népal. Un moyen de combattre ce fléau est d'empêcher que les trafiquants traversent la frontière, mais la police des frontières est incapable d'identifier les potentielles victimes ou ne s'y intéresse pas du tout.

Maiti Nepal travaille en collaboration étroite avec les gardes des frontières dans 11 points de transit le long des frontières du Népal pour affronter les voyageurs suspects. Ils stoppent tous les véhicules et lorsqu'ils y trouvent des femmes et des filles qui voyagent avec des hommes, ces gardes des frontières interrogent les hommes pendant que les membres de Maiti Nepal interrogent les femmes. Ils posent des questions telles que «pourquoi allez-vous en Inde ?», «depuis quand connaissez-vous cet homme ?», tout en surveillant le langage corporel des femmes, leur maquillage et leur habillement. Au cours de l'interview, ils informent les femmes du commerce sexuel qui se pratique en Inde.

S'ils trouvent que ce que les voyageurs racontent est illogique, les trafiquants suspects sont appréhendés par la police et les femmes et filles sont conduites dans une maison de

population, pendant que près de cinq million de travailleurs agraires restent sans terre. MST envoie les organisateurs dans de nouvelles zones pour contacter les familles sans terre et les recrute pour une occupation. Les organisateurs se concertent avec la communauté locale pour choisir un site encore inoccupé et fertile et à qui la propriété est contestée. Très souvent, les organisateurs restent dans la communauté pendant six mois et plus pour préparer les populations locales à l'occupation. La communauté locale repartit le travail de préparation à l'occupation qui leur permet de s'approprier le processus. Le jour de l'événement, les familles sans terre se rendent sur le site, franchissent pacifiquement toute barrière protégeant la propriété et l'occupent. S'ils sommés de quitter, ils partent pacifiquement mais reviennent une fois que la sommation expire. Les occupations sont portées à l'attention de l'agence nationale qui traite des problèmes de reformes agraires, où les activistes font pression pour légaliser l'occupation, très souvent par le biais de l'expropriation de terrain. Comme partie de cette pression, MST organise des marches et l'occupation des édifices publiques et dénoncent publiquement le gouvernement d'avoir échoué de respecter sa propre Constitution. Le processus de légalisation peut aller jusqu'à cinq ans. Une fois une nouvelle installation établie, des écoles et des cliniques hospitalières sont construites et le terrain est utilisé pour une agriculture durable, permettant aux occupants de jouir de leur droit à la nourriture. Cette tactique a été fructueuse, même si de temps à autres elle a été émaillée de violence. MST a obtenu des terres pour près de 25000 familles vivant sur plus de 1600 installations. L'histoire de MST est exemplaire : occupation pacifique résultant en un réel changement pour des milliers de personnes qui peuvent se prendre en charge sur le plan agricole. Pendant que l'occupation en elle-même aurait été séparatrice et dangereuse, quand on l'associe à la pression faite sur le gouvernement pour statuer sur les reformes agraires promises, elles forment partie d'une campagne réussie. MST est à mesure d'utiliser cette tactique en s'assurant qu'un nombre suffisant de personnes y participent. Si les propriétaires terriens ou les autorités locales emploient la violence contre les occupants pacifiques, les activistes de MTS font monter la pression à travers l'attention des médias. Il y a de nombreux exemples d'occupation de terre dans d'autres parties de la planète qui n'ont pas été conduites avec succès ou ont abouti à de graves incidents de violence. L'usage de cette approche comporte de grands risques dans certains contextes et doit être minutieusement organisée et réalisée» pour éviter la violence.

Dans quel contexte faites-vous usage d'une tactique illégale pour garantir les droits de l'homme et faire durement pression sur le gouvernement pour changer ? La loi sur les reformes agraires stipulent que toutes les propriétés doivent jouer soit un rôle social, soit être utilisée de façon productive pour créer des emplois et produire de la nourriture. Notre combat a pour allié la loi, mais si nous laissons la réforme agraire à la charge du gouvernement, elle n'aura pas lieu car les principaux propriétaires terriens ont trop de

rechercher et de retrouver les textes en notre nom, nous n'aurons pas d'autre choix que de le faire de notre propre chef ». L'un après l'autre ils ont donné leur nom et ont déclaré : « je suis ici pour exercer mes droits de citoyen. Passage s'il vous plaît. » Ensuite des groupes de deux ont escaladé la barricade. Près d'une centaine de personnes furent arrêtées et détenues toute la nuit. Aucune charge ne fut retenue à travers le pays, les gens se posaient la question suivante : « pourquoi le gouvernement refuse-t-il de nous donner ces documents et choisit plutôt d'arrêter ses propres citoyens ? » l'action et la large campagne autour d'elle étaient couvertes par la quasi totalité des médias du pays. Le gouvernement était obligé d'agir. Une semaine après Recherche Citoyenne et Opération Saisie, le gouvernement canadien après avoir consulté les autres partenaires, a finalement accepté de rendre public le document. Pour plus d'informations voir le carnet de note tactique disponible à www.newtactics.org sous outils pour action

Tactiques de dissociation. Certains abus des droits de l'homme demandent une intervention physique des avocats pour y mettre un terme, tout simplement pour empêcher de continuer les abus. Vous pouvez faire pression, mener une campagne et protester, mais parfois on a besoin de changer la situation par soi-même : donner aux gens la terre dont ils ont besoin pour se développer ou les remèdes dont ils nécessitent pour guérir, sortir les jeunes filles des maisons de passe, sauver les enfants de l'esclavage des entreprises. Les vaillants gens qui utilisent de telles tactiques courent tous un danger physique. Certains comme les travailleurs du sexe organisés au Bangladesh, paraîtront comme des participants incertains, mais ils s'avèrent indispensables à l'effort à fournir.

INTERVENTION Résistance à une loi de propriété injuste. Installer des personnes ne possédant pas de terre sur des terres non cultivées pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il entreprenne des réformes agraires.

Le Mouvement Brésilien des agriculteurs non propriétaires terriens fait pression sur le gouvernement pour statuer sur les réformes et en même temps apporte son soutien- sous la forme d'occupation pacifique des terres cultivées- aux victimes des abus. Depuis sa création en 1984, Mouvement Brésilien des agriculteurs non propriétaires (Movimento Dos Trabalhadores Rurais Sem Terra, ou

MST) a abordé le problème de la réforme agraire en organisant d'importants groupes de fermiers sans terre à s'installer et à cultiver des terres inexploitées appartenant aux riches propriétaires terriens. Après avoir occupé un espace, MST tente de s'approprier le terrain par des moyens légaux à travers une demande à la législation, s'appuyant sur un article de la Constitution brésilienne qui stipule qu'un terrain inexploité est disponible à la réforme agraire. Certes, le gouvernement brésilien a promis des réformes au cours des 20 dernières années, mais très peu de terrain a été redistribué à travers le programme gouvernemental. La moitié des terres brésiliennes appartient à un pour cent de la

transit sécurisée que Maiti Nepal a construite près de la frontière. Dans cette maison, on leur donne de la nourriture et leur prodigue des conseils. On leur fait passer un examen médical si elles le souhaitent et on les transporte jusqu'à leur village natal. Au cas où leurs proches ne sont pas disposés à les accueillir ou si on découvre qu'ils ont participé au trafic, Maiti Nepal les prend en charge en les formant à l'emploi.

Des milliers de victimes potentielles ont été délivrées grâce à cette tactique et les trafiquants ont été traduits en justice, ce qui a obligé l'administration locale à sanctionner les criminels.

Dans les situations de trafic, de la violence domestique, de la molestation d'enfant ou de la prostitution forcée, ceux qui ne sont pas initiés ne peuvent pas toujours reconnaître facilement les abus comme le feraient les survivants de ces maux. Les victimes potentielles peuvent également écouter facilement quelqu'un qui a eu une expérience personnelle de ce qu'elles vivent. La participation des survivants est alors primordiale dans l'application de cette tactique. Lorsque les victimes acceptent de prévenir les abus à venir, leur connaissance personnelle de comment ces violations des droits de l'homme sont perpétrées peut être inestimable pour ceux qui s'engagent à mettre fin à ces pratiques. La collaboration réussie du Maiti Nepal avec les gardes des frontières et le soin que cette organisation prend pour ne pas remettre les filles aux familles qui sont complices du trafic constitue également un élément clé de la tactique.

La protection des droits dans un délai : *Informez les victimes potentielles de leurs droits quand il existe un délai pour les protéger*

Les lois imposent souvent des ouvertures arbitraires aux individus pour agir en vue de la protection de leurs droits. Le «Centre for Equality Rights in Accommodation» (CERA) à Ontario, utilise une tactique de réponse rapide pour informer les gens de leurs droits et du délai qu'ils ont pour agir.

Le CERA qui est à Ontario au Canada, contacte les locataires menacés d'expulsion et leur fournit des informations utiles qui leur permettent d'éviter l'expulsion. La loi canadienne accorde un délai de cinq jours aux locataires pour contester les expulsions, mais plusieurs personnes ignorent cette information ou ne disposent pas des moyens pour réagir aussi rapidement à l'avis d'expulsion.

En 1998, une loi a été votée à Ontario qui autorise les bailleurs à augmenter le loyer des structures inoccupées, les encourageant ainsi à expulser les locataires dans les quartiers à faible taux de vacance. Chaque année, environ 60 000 personnes sont confrontées au

problème d'expulsion dans cet état du Canada.

Le CERA a adressé une note au «Rental Housing Tribunal» d'Ontario, demandant la liste des locataires menacés d'expulsion. On lui a transmis la liste à condition de garder l'intimité des locataires. Le CERA a alors envoyé des informations à chaque locataire dont le bailleur a fait une demande d'avis d'expulsion. Des volontaires ont assuré le suivi en téléphonant aux locataires pour les informer de leurs droits avant l'expiration du délai de cinq jours qui est prévu par la loi. Au cours de ces conversations, les volontaires ont fait savoir aux locataires que leurs bailleurs ont adressés des demandes d'avis d'expulsion. Ils ont discuté des options qui leur sont offertes et leur ont recommandé des agences appropriées. Ils ont également demandé aux locataires les raisons pour lesquelles leurs bailleurs veulent les expulser. A partir des réponses fournies, ils ont obtenu des informations importantes sur les causes de l'insécurité du logement que le CERA et d'autres organisations peuvent utiliser pour résoudre ce problème.

Le CERA contacte par téléphone environ 25 000 personnes chaque année et depuis le début de ce programme, le taux d'expulsion a baissé de 20%. Cependant, depuis 2003, le CERA a suspendu le projet de prévention de l'expulsion à cause d'une décision de la Commission pour la protection de la vie privée, interdisant la publication des données relatives à l'expulsion.

Bien que les lois d'Ontario donne la possibilité à ces citoyens de contester leur expulsion, tous les locataires n'ont pas toujours l'information nécessaire concernant la protection de leurs droits dans le délai prévu. La tactique du CERA permet aux locataires d'avoir ces informations à temps pour pouvoir les utiliser. En plus, tous les locataires ne peuvent pas être contactés par téléphone et tous ceux contactés ne sont pas prêts ou n'ont pas les moyens pour faire respecter leurs droits.

Avez-vous besoin d'un réseau de réponse rapide pour votre combat ? Si oui, quel type de réseau serait-il utile ?

Les aptitudes d'une population à risque : L'utilisation des techniques d'enseignement non formelles pour doter une population à risque des aptitudes en vue de leur survie dans une économie en mutation

Dans les années 90 en Mongolie comme dans plusieurs autres sociétés en transition, le passage d'une économie étatique à une économie de marché a failli laisser les femmes (donc les enfants) en marge, menacés de pauvreté, de la famine et de l'abus. Le «Gobi

Cette approche a conduit à de nombreux succès et a aussi augmenté l'autonomie de communautés indigènes en éliminant la dépendance aux acteurs externes comme les ONG. Le modèle de Red place les communautés et les leaders locaux au centre de la défense des droits de l'homme, avec les étrangers servant seulement comme conseillers. Former un réseau local de gens pour défendre de façon indépendante les droits de l'homme dans leurs communautés peut être fait par les organisations cherchant à renforcer la défense des droits de l'homme dans n'importe quelle région. La tactique de former les victimes des abus pour surveiller et défendre les droits de l'homme peut servir, tant pour augmenter la sensibilisation sur les droits de l'homme, la défense dans les communautés indigènes, que construire la capacité de ces communautés à fonctionner de façon autonome. *“ Les defensores [les défenseurs] font les premiers secours juridiques.” Cela signifie qu'ils sont formés pour être la première ligne de défense de la communauté. Ils savent ce qu'est une violation des droits, le nécessaire pour la documenter et comment s'y prendre. Comme conséquence de cette tactique, un groupe stable d'indigènes représentants de la communauté a été préparé pour assurer la défense juridique de leurs communautés et en retour ils forment d'autres.* - Miguel Angel de los Santos, Red de Defensores Comunitarios por los Derechos Humanos, Mexique.

Perquisition et saisie L'Opération SALAMI a utilisé ce qu'elle a appelé «Recherche citoyenne et Opération de Saisie » pour faire pression sur le gouvernement canadien afin qu'il dévoile le projet de traité de loi encore tenu en secret dont les membres ont cru pourrait saper les droits de l'homme. Le groupe a été capable de susciter la condamnation publique du secret utilisé pour protéger le gouvernement et le traité, de la critique publique. Philippe Duhamel, organisateur et formateur, décrit l'opération : *Durant des mois, le gouvernement s'est résolument refusé à rendre public les projets d'accord de libre échange des Amériques FAA, un traité de libéralisation du commerce dont les négociations ont été faites entre 34 pays des Amériques. Nous avons fait part de notre désir d'entrer en possession des copies dudit traité au Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce International le 1^{er} avril 2001. Nous organiserons premièrement des manifestations légale à Ottawa où une de deux choses se produira : soit nous récupérerons tout bonnement le cartons de documents qu'on nous remettra, soit le traité soupçonné préjudiciable, sera rendu public. Si les textes ne sont pas publiés, nous utiliserons un blocus non violent pour fermer le bâtiment et feront une tentative d'opération « recherche et saisie », un raid citoyen pour obtenir les documents strictement par une intervention non violente. Devant le mutisme du gouvernement, un groupe de citoyens a déclaré : « nous vous demandons, vous officiers de police, de faire votre travail et nous aider à retrouver les documents auxquels nous avons droit. Ne soyez pas des complices du secret et de la manipulation de ce gouvernement. Si vous refusez de*

en rendant possible quelque chose plutôt inhabituelle : les victimes d'abus (au lieu des étrangers) relevant les abus comme ils se produisent. Cette tactique a été adaptée en Afrique du Sud, en Inde et aux Philippines.

Formation des Victimes pour en faire des Moniteurs des Droits de l'homme : la formation des victimes des abus des droits de l'homme pour le contrôle et la défense de leurs droits. Un groupe au Mexique forme des communautés indigènes à contrôler les abus. Possédant de nouvelles aptitudes en documentation et la défense juridique, les membres de ces communautés sont capables de se plaindre aux plus hauts niveaux. Le Réseau de Défenseurs de la Communauté Chiapas (Red de Defensores Comunitarios por los Derechos Humanos ou Red) forme de jeunes membres indigènes de la communauté à contrôler et défendre leurs droits humains. L'importante présence militaire aux Chiapas, aussi bien que la nature paramilitaire grandissante du conflit entre les Zapatistes et le gouvernement mexicain, ont débouché sur des abus répandus des droits de l'homme, et aussi la détention illégale, le harcèlement militaire de civils (particulièrement aux postes de contrôle), les assassinats, les abus sexuels des femmes par les groupes militaires et paramilitaires. En 1999, Red a formé 14 personnes représentant sept régions Chiapas et communautés. En 2001, une deuxième classe de défenseurs a commencé à la formation. Ils étaient désignés par leurs communautés et ont activement impliqué les membres de la communauté dans leur travail. Les défenseurs sont formés à travers les séminaires mensuels couvrant les théories et les concepts de travail des droits de l'homme et aussi les aptitudes pratiques requises pour s'assurer que les violations des droits de l'homme sont relevées, rapportées et prévenues. Par ce processus, ils apprennent ce qu'est une violation des droits et comment le documenter par l'utilisation de la vidéo, la photographie et l'ordinateur. Ils apprennent aussi des différentes façons de répondre. Ils déposent les plaintes au gouvernement, informent la presse et les groupes d'observation des droits de l'homme et cherchent la libération ou la défense juridique des gens injustement retenus. Ils sont capables de localiser les détenus et de présenter des demandes d'habeas corpus (le droit d'être présenté devant un juge pour déterminer si un individu a été légalement détenu) quand les droits sont en danger. Ils savent comment déposer une demande pour des mesures préventives quand les violations des droits de l'homme sont imminentes et qui approcher pour dénoncer des violations quand elles se produisent. Pour les cas qui vont devant les tribunaux ou exigent des stratégies juridiques à long terme, les avocats de la défense travaillent en collaboration avec les défenseurs. À domicile, ils se livrent à une gamme de travail selon le besoin de la communauté. Ils recueillent le témoignage des victimes et des témoins de violations des droits de l'homme, rassemblent les preuves vidéo et photo des abus et déterminent des façons appropriées d'intervention quand une violation s'est produite. Ils forment aussi d'autres membres de la communauté à ce travail.

Women's Project» a essayé d'apporter aux femmes mongoliennes des zones rurales reculées, les informations nécessaires pour réussir dans le nouveau système économique.

Le gouvernement mongolien a utilisé des outils d'enseignement non formels tels que la radio, la presse et la visite rendue aux enseignants pour atteindre les femmes Gobi marginalisées et vulnérables et pour leur apprendre les nouvelles approches dont elles avaient besoin pour survivre dans une économie de marché.

La chute de l'Union Soviétique en 1991 a mis fin à l'économie étatique et centralisée de la Mongolie. Les gens qui avaient passé toute leur vie dans des fermes collectives sont devenus responsables de leur propre troupeau, produisant et commercialisant leurs propres produits et services. La plupart n'avaient pas les aptitudes ou les ressources pour le faire. Les femmes nomades du Désert de Gobi, une région qui a un climat extrêmement rude et de mauvais systèmes de communication et de transport, étaient particulièrement vulnérables. Ne disposant d'aucune aptitude commerciale, ces femmes et leurs enfants étaient menacés de pauvreté, de malnutrition ainsi que de violence et abus potentiels.

Le gouvernement a créé le Projet des Femmes Gobi et a invité toutes les femmes vivant dans le Désert de Gobi à un forum de planning communautaire en vue de trouver les moyens de résoudre le problème. Le groupe a décidé que les femmes célibataires qui ont au moins trois enfants constituaient la majorité du groupe prioritaire et que le meilleur moyen de les atteindre était à travers des émissions radio et autres techniques d'éducation non formelles. On entend par éducation non formelle les programmes d'éducation qui ne sont pas obligatoires et qui se déroulent en dehors d'un établissement scolaire.

Les émissions radio fournissaient des informations sur les techniques de l'exercice d'un métier (la production de la laine, le raffinage du molleton de chameau ainsi que la fabrication du feutre, de la selle et des habits traditionnels), les techniques commerciales (la négociation des prix et le planning) ainsi que sur les questions de santé (planning familial, l'hygiène, la nutrition et les premiers soins). On diffusait les émissions deux fois par semaine et à des heures où les femmes étaient supposées être à l'écoute, c'est-à-dire le soir. Des cassettes étaient disponibles dans des centres d'éducation locaux pour les femmes qui n'avaient pas pu suivre ces émissions à la radio. On fabriquait des manuels d'enseignement qui étaient utilisés pour produire les émissions et des enseignants rendaient visite aux femmes pour vérifier leur niveau de progrès et pour leur offrir du matériel supplémentaire.

A travers cette technique de l'éducation non formelle, on a réussi à encourager les femmes à prendre en main leur avenir économique. Elles ont créé des marchés locaux, initié des

projets de collaboration entre communautés et ont favorisé l'élargissement du projet pour incorporer leurs maris et leurs enfants.

Ainsi, la tactique de renforcement des connaissances a été utilisée pour assurer les droits économiques, mais les programmes de l'éducation non formelle sont également utilisés pour atteindre les populations éloignées concernant d'autres questions. Il est important de souligner que le personnel du Projet des Femmes Gobi a tenu compte du style de vie et de la culture des femmes qui étaient leur cible dans la conception de leurs émissions et dans le choix du média.

Comment des programmes de l'éducation non formelle peuvent-ils être utilisés pour renforcer les droits de l'homme dans votre communauté ?

Fournir les informations et les techniques nécessaires pour la réclamation des droits :
Permettre au gens d'utiliser le système judiciaire pour exercer leurs droits

Les garanties constitutionnelles de certains droits ne sont pas toujours protégées par la loi ou appliquées. L'organisation « Soldiers' Mothers » de St. Petersburg fournit des informations et des techniques nécessaires aux gens pour les aider à réclamer leurs droits constitutionnels à ne pas servir dans l'armée ou à ne pas rentrer dans les unités où ils ont été maltraités.

Soldiers' Mothers de Saint Petersburg forme les conscrits, les recrues de l'armée et les membres de famille des soldats russes sur leurs droits judiciaires afin qu'ils puissent les exercer effectivement.

En Russie, tous les garçons sont appelés à servir dans l'armée. Bien qu'une loi de 1993 dispense les garçons pour des raisons de mauvaises santé ou de difficultés (leurs parents sont retraités ou malades, ou bien ils fréquentent encore), les commissions d'inscription violent systématiquement cette loi. Soldiers' Mothers a enregistré des cas où des jeunes garçons souffrant des problèmes physiques ou psychologiques qui devraient être dispensés du service militaire ont été forcés à se présenter. On connaît des cas où des commissions d'inscription ont eu à organiser, avec la collaboration des policiers, des rafles dans la rue, les écoles, les dortoirs et même de maison en maison pour enrôler les jeunes garçons. Une fois dans l'armée, ces jeunes garçons sont soumis à des conditions déplorables y compris les conditions de vie dégradantes et de qualité inférieure, des bastonnades nocturnes et la torture.

de surveillance atmosphérique, ou « inverseurs », qui ont été approuvés par l'Agence de Protection Environnementale de Etats-Unis. En l'absence de bonnes lois sur l'environnement, les normes ou outils de mise en application, mais également les seaux donnent aux communautés les moyens de contrôler indépendamment la qualité de l'air de leur milieu ambiant et leurs fournissent des éléments pour contraindre au changement. Le seau en lui-même est un appareil relativement simple et bon marché pour l'échantillonnage de l'air, composé d'un sac d'échantillonnage Tedlar placé à l'intérieur d'un seau en plastique d'une contenance de cinq gallons et un aspirateur ou une pompe de pneu utilisée pour remplir le sac d'air. La brigade de seaux comporte des membres volontaires dans trois spécialités : les renifleurs, les échantillonneurs, et les coordinateurs de seaux communautaires (CBCs). Les renifleurs ont pour responsabilité d'alerter les échantillonneurs des incidents de pollution. Les échantillonneurs gardent l'appareil d'échantillonnage d'air chez eux et prennent un échantillon au moindre soupçon de pollution. Ils relèvent où, quand et pourquoi les échantillons sont effectués et font appel au CBC qui apporte le sac d'échantillonnage et prend les dispositions pour confier ledit échantillon à un laboratoire d'analyse. Les résultats sont enregistrés dans une base de données et mis à la disposition de la communauté par les mass médias locaux, les rassemblements communautaires et d'autres méthodes. Les membres de la communauté utilisent les données à leur propre discrétion pour demander des enquêtes supplémentaires sur la pollution des groupes communautaires, des agences gouvernementales et des structures sanitaires. La brigade fournit aussi aux résidents des bulletins d'informations sur les effets de santé associés aux niveaux de pollution. Les communautés à revenu faible, minoritaires, aux États-Unis ont été particulièrement réceptifs à l'idée des brigades de seaux et la tactique est de plus en plus acceptée par la majorité. L'attention des mass médias a aidé à créer le changement dans beaucoup de communautés. Le Comté de Contra Costa, Californie, a adopté une « politique de justice de l'environnement, » renforçant les règlements de la pollution industrielle, développant des infrastructures médicales et en impliquant les résidents dans les décisions concernant les industries du voisinage. En Louisiane, les échantillons d'air ont prouvé que le voisinage diamantifère, qui était lentement englouti par l'industrie chimique de Shell, n'était plus protégé; celle-ci a finalement accepté de transférer le voisinage entier. Cette approche est utile quand les gouvernements ou les entreprises ne fournissent pas de renseignements sur la pollution ou quand les communautés sont préoccupées par les fausses informations officielles. La mise sur pied d'une brigade de seaux est une déclaration publique forte que les industries chimiques et les agences gouvernementales n'ont pas le droit de contrôler des données sur la pollution et que les communautés peuvent rassembler cette évidence elles-mêmes, la rendre publique et faire pression sur l'entreprise pour répondre. La méthode est si simple qu'elle s'est répandue rapidement d'une communauté à une autre et au-delà des Etats-Unis aussi,

1989 par un groupe de citoyens préoccupés par la défense des droits civils en Argentine. Ses pétitions, lancées il y a plusieurs années depuis l'effondrement économique du pays, ont porté sur les problèmes clés de la famine et des exorbitantes retraites pour les membres du gouvernement. La pétition portant sur la faim a proposé de nourrir toutes les femmes enceintes ruinées et les enfants Argentins âgés de moins de cinq ans. Plus de la moitié de la population Argentine vit au-dessous du seuil de pauvreté depuis l'effondrement économique. Les enfants représentent la plus grande tranche de la population dans la pauvreté et peu de programmes sociaux abordent le problème de la famine chez les enfants. Le but de la pétition n'était pas seulement de contraindre le congrès à étudier ce problème, mais aussi de proposer des solutions. Poder Ciudadano a rédigé la pétition, recruté 250 volontaires dans tout le pays et les a formés à l'aide de fiches d'instruction capitales, expliquant qui avait le droit de signer, où envoyer les pétitions complètes et quels renseignements voulait-on des signataires. La plupart des volontaires ont été recrutés par le site Internet de l'organisation et le coordinateur du projet. Les volontaires se rencontraient aux lieux publics dans leurs communautés pour recueillir les signatures : les marchés, les librairies, les pharmacies, les kiosques et cabines téléphoniques. Poder Ciudadano a fait équipe avec plusieurs organisations et mais aussi avec les mass-médias, dont une importante personnalité de la radio qui a offert le local pour la collecte des signatures, des émissions diffusées et un important journal informant les lecteurs quotidiennement sur le nombre de signatures recueillies. L'initiative a été très bien reçue par les citoyens Argentins et Poder Ciudadano l'a présentée au congrès, qui, à la fin de 2002, a adopté la proposition avec quelques modifications. L'initiative du droit à l'alimentation a recueilli plus d'un million de signatures et a été acceptée par le congrès comme une obligation d'Etat. Le programme pour combattre la faim est actuellement dans les premiers stades d'implémentation et les premiers centres alimentaires ont été récemment ouverts. Poder Ciudadano a transformé l'apathie étendue en un réel changement. Les personnes n'ayant pas de foi au gouvernement ou sa sensibilité aux citoyens étaient capables de voir leurs propres voix avoir un effet direct sur la loi. Poder Ciudadano a construit un important réseau composé de volontaires, d'organisations partenaires et des mass-médias pour vulgariser la pétition et obtenir le grand nombre de signatures nécessaires.

La chaîne : collecte individuelle de données atmosphériques au niveau communautaire dans l'optique de pousser au changement. Les communautés peuvent manifester leur opposition aux abus, - en l'occurrence, les violations de l'environnement - en agissant toutes seules pour recueillir des renseignements. Beaucoup de communautés à travers les États-Unis ont commencé ou se sont joints aux "chaînes". Les programmes apprennent aux gens, vivant près des pollueurs industriels, à construire et à utiliser de simples appareils

Soldiers' Mothers a ouvert une école des droits de l'homme appelée «Protégeons nos Garçons» où les élèves apprennent comment utiliser les lois qui protègent leurs droits. On les encourage également à avoir confiance en la loi, mais aussi à se soutenir et à s'entraider mutuellement pour surmonter leur peur. Les cours se tiennent une fois par semaine et durent trois heures. Ces cours portent non seulement sur des instructions spécifiques relatives à la rédaction des plaintes qui sont adressées aux autorités, mais aussi sur des discussions concernant les lois sur les droits de l'homme. Un guide est également publié chaque année.

La plupart des gens peuvent se faire établir des documents par des médecins civils qu'ils présentent aux médecins militaires. Soldiers' Mothers, qui travaille avec un effectif de dix personnes et utilise plusieurs volontaires russes et étrangers, assure le suivi des participants à travers des questionnaires et conserve le fichier de chaque individu et district. On encourage les participants qui obtiennent gain de cause après leur pétition de dispense, à informer leur groupe. Depuis 12 ans, près de 120 000 personnes ont suivi ces cours dont 90 000 ont réussi à protéger leurs droits judiciaires de ne pas servir dans l'armée. Environ 5 000 personnes qui ont subi la torture dans l'armée ont demandé et obtenu le droit de ne pas retourner dans les unités où ils ont été torturés.

Bien qu'il existe en Russie des protections constitutionnelles pour les jeunes garçons qui ont peur des abus ou qui ont été victimes des abus dans l'armée, le manque d'information et la peur de recourir au système judiciaires (un système qui n'est pas utilisé ordinairement par des individus) les empêchent de jouir de leurs droits. Soldiers' Mothers fournit des informations sur ces droits, des techniques de rédaction des lettres et des orientations sur le système judiciaire.

Combattre la corruption par la transparence : *Détecter le travail des officiels gouvernementaux sur le net pour lutter contre la corruption*

En Corée du Sud, le gouvernement de Séoul encourage ses officiels à se comporter d'une façon plus honnête en partageant les informations importantes avec tous ceux qui sont connectés à l'Internet.

Les autorités communales à Séoul en Corée du Sud ont créé une banque de données sur le net pour faciliter la transparence gouvernementale. Le «Online Procedures Enhancement for Civil Applications» (OPEN) -permet aux résidents de la commune de consulter les détails des applications civiles relatives à 70 tâches du gouvernement municipal qui ont été identifiées comme les plus ouvertes à la corruption, y compris les projets d'hébergement

et de la construction, la régulation environnementale et le développement urbain.

Avant la création de OPEN, les demandeurs des permis gouvernementaux ne pouvaient pas savoir comment on traite leur demande. La procédure était opaque au lieu d'être transparente, permettant aux officiels de se faire corrompre pour acheminer les demandes.

A présent, lorsque les officiels reçoivent ou mettent à jour les demandes, ils remplissent des fiches de données standard. Ces fiches sont utilisées par chaque département pour mettre à jour les données en ligne. Grâce à cette base de données, les candidats peuvent savoir à quel niveau se trouve leur dossier, quand il aboutira, les raisons du retard, si une demande a été rejetée et les raisons du rejet.

OPEN a été créée en conjonction avec d'autres initiatives de lutte contre la corruption qui prévoient des sanctions plus sévères à l'égard des officiels qui se laissent corrompre, un bulletin de rapport de la corruption est transmis au maire, une ligne téléphonique est ouverte à tout citoyen qui souhaite porter les cas de corruption à l'attention des services municipaux et la rotation des officiels dans les départements pour éviter qu'ils ne s'habituent aux anciennes pratiques.

Chaque jour, le site web de OPEN reçoit près de 2 500 messages. Un sondage fait par l'administration communale de Séoul sur l'Internet a révélé que 78,7% des citoyens sondés affirment que l'action de OPEN a effectivement fait reculer la corruption gouvernementale. Il n'y a pas longtemps, le gouvernement a également publié des informations sur 35 comités communaux, permettant aux citoyens de contrôler aussi la gestion des comités à travers le système OPEN.

En plus de prévenir la corruption pour les demandes individuelles dans les services de l'état, OPEN intervient également à un niveau plus élargi en essayant de mettre fin aux abus récurrents. L'un des facteurs qui a contribué à la réussite du système OPEN a été l'implication active et le soutien continu des services du Maire. Il serait difficile d'appliquer un système comme celui de OPEN sans le soutien des responsables hauts placés pour la légitimité du public. La réussite de cette tactique contre la corruption est également renforcée par l'utilisation répandue de l'Internet à travers le Pays.

ELIMINER LES POSSIBILITES D'ABUS

Le plus souvent les abus des droits de l'homme suivent un schéma. Ils se perpétuent à des endroits prévisibles et dans des circonstances prévisibles. Identifier ces endroits et

encourager des efforts semblables dans les villes voisines et dans tout le pays. Leur site Internet a été au centre de leurs efforts d'organisation. Il explique en détail les mesures prises pour instruire les citoyens et gagner le soutien public en faveur de l'adoption des résolutions municipales. Il comporte des exemplaires de résolutions, des pétitions, des communiqués de presse, des questions fréquemment posées et des articles de journaux. Il décrit aussi comment leurs forums publics ont été organisés et fournit des approches alternatives de campagne. Les résolutions ont été adoptées dans 267 cités, villes et comtés et dans trois Etats (au moment on met ce livre sous presse), démontrant une dynamique croissante pour rejeter les dispositions de la loi qui pourrait avoir un impact sur les droits de l'homme. L'ensemble des populations de ces "zones de libertés individuelles sécurisées" a atteint 47 millions. Le site Internet de BORDC offre aussi des renseignements pour aider des étudiants et la faculté, les groupes religieux, les associations et les groupes professionnels à s'organiser. Les membres de BORDC ont commencé par se mobiliser en faveur du changement dans leur propre communauté et ont ensuite décidé d'étendre leurs efforts à la nation, en partageant leur expérience avec d'autres communautés. Ils ont aidé des villes et des communautés à reconnaître que les populations peuvent prendre position contre le non respect des droits de l'homme, en envoyant un message fort au gouvernement national. Bien qu'étant une forme particulièrement puissante de résistance, dans un système politique avec une autorité délimitée et séparée, ceci peut être adapté aux systèmes ayant même des structures politiques verticales, même si les risques pour les autorités locales peuvent être très élevés. *Dans quelle mesure ceci peut-il fonctionner dans votre pays ? C'est la responsabilité de la municipalité de s'assurer que ses résidents se sentent en sécurité et protégés par des lois justes contre l'injustice, l'invasion de vie privée sans cause évidente et détentions sans charges et dans le secret. Quand la plupart des responsables élus locaux prennent le service, ils jurent de défendre aussi bien l'Etat que la constitution fédérale, et aussi le projet de loi des Droits de l'homme dans leur municipalité.* ""

Pouvoir de Pétition : l'organisation d'une pétition à grande échelle pousse le gouvernement au changement. Un groupe en Argentine utilise une disposition de la constitution peu connue et sous utilisée dans la constitution pour instruire le public et mobiliser pour le changement, tout en convainquant le parlement d'adopter des réformes législatives. En 2002, le Poder Ciudadano (Pouvoir Citoyen) a recueilli des signatures au sujet d'une pétition conformément à une disposition constitutionnelle, le congrès Argentine s'est donc vu obligé d'en tenir compte. La disposition constitutionnelle demande au congrès de délibérer sur toute proposition de loi présentée par les membres de la communauté ou organisations, tant que cette loi porte les signatures de 1.5 pour cent de citoyens Argentins dans au moins six de 24 districts. Poder Ciudadano a été créé en

des gens dans différentes parties de l'Inde pour contrôler la corruption et l'utilisation arbitraire du pouvoir. C'est en définitive une demande non seulement pour les informations, mais aussi une partie de la gouvernance." - l'activiste, Mazdoor Kisan Shakti Sangathan, l'Inde

Toute politique est locale : Encourager les collectivités locales, les organisations et les individus à s'opposer, par l'utilisation de l'éducation et des ressources, à la législation fédérale qui menace les droits de l'homme. Tel que démontré ici, les organisations et les collectivités locales peuvent travailler ensemble pour s'opposer à la législation faite au niveau fédéral. Aux États-Unis, la Commission de Défense du 5ème Amendement (BORDC) crée des instruments et des ressources pour aider des avocats locaux du 5ème amendement à instruire des membres des collectivités locales et des communautés de quelle manière la législation et les politiques fédérales sur l'anti-terrorisme violent leurs droits. La plupart des groupes locaux travaillent avec leur ville, ou gouvernement de comté pour officiellement enregistrer l'opposition aux violations de libertés individuelles, adopter des résolutions ou ordonnances de défense du 5ème amendement. Ces ordonnances donnent l'ordre à l'application de la loi locale et à d'autres employés gouvernementaux de ne pas coopérer avec les demandes de violer les droits constitutionnels de résidents. Le *Patriot Act* des États-Unis a été promulgué en loi vers la fin de 2001. Il a créé un nouveau crime, "le terrorisme domestique," et a donné plus de droits au gouvernement fédéral de mettre sur écoute les téléphones; surveiller les courriers électroniques; enquêter les dossiers médicaux, financiers, des étudiants et des bibliothèques; et perquisitionner domiciles et bureaux sans notification préalable. Sous Le *Patriot Act* et autre loi, les non citoyens peuvent être déportés et détenus sans appel judiciaire. BORDC croit que ces dispositions violent celles des droits civils et politiques clés de la Constitution américaine. Ayant reconnu que la grande partie du travail autorisé par le *Patriot Act* et d'autres politiques sur l'antiterrorisme et la loi est finalement exécutée par l'application de la loi locale, un groupe d'avocats (qui créeraient finalement BORDC) a organisé un forum ouvert à toute la communauté à Northampton, Massachusetts. Ils ont fait circuler une pétition pour gagner le soutien en faveur d'une résolution de conseil de la ville s'opposant aux composantes clés de la législation et en demandant que l'application de la loi locale s'abstienne d'appliquer tout ordre qui violerait les libertés individuelles des membres de la communauté. Ils ont reçu du soutien supplémentaire en invitant des entreprises, des individus et des organisations à participer aux forums publics. Beaucoup ont rejoint les activistes, en fournissant le financement et en aidant à la distribution de la pétition, en rassemblant du soutien en faveur des résolutions des réunions du conseil de la ville et en prêtant sa crédibilité en démontrant son large soutien et appel. La coalition a persuadé le président du conseil de la ville de sponsoriser une résolution. BORDC a alors commencé à

les déstabiliser peut être une solution clé pour la protection des droits de l'homme. Si la torture est un problème dans les prisons, alors éviter que les gens aillent en prison pourrait être une solution contre la torture. Si en confisquant des informations personnelles le gouvernement constitue une entrave à la liberté intellectuelle, on peut alors décider de conserver très peu de documents afin de prévenir la perte de cette liberté. Les tactiques de ce chapitre ont été utilisées pour éviter les problèmes et les abus des droits de l'homme en éliminant tout simplement les possibilités d'abus.

Les employés sauvegardant leurs usines et leurs emplois : *Utiliser une loi sur l'expropriation pour assurer la protection des droits de l'homme*

Lorsque les commerces ferment et que les travailleurs perdent leurs emplois, des individus, des familles et même des communautés courent le risque de sombrer dans la pauvreté. Au cours de la dérive économique qu'a connue l'Argentine, plusieurs commerces ont fermés ou sont tombés en faillite.

Les ouvriers argentins ont essayé d'éviter les pertes d'emploi en continuant à travailler même quand leurs employeurs sont tombés en faillite. Près de 2000 emplois des usines de récupération ont ainsi été sauvegardés par des ouvriers qui exploitent la loi peu connue sur l'expropriation pour éviter la saisie des équipements par les créanciers et pour demander la liquidation judiciaire de ces usines. Ces entreprises varient des usines de crème et de quincaillerie aux hôtels de quatre étoiles et des chantiers navals.

Jadis reconnu comme un «miracle économique», l'Argentine a sombré dans la récession vers la fin des années 90, obligeant plusieurs Argentins à se retrouver dans la pauvreté. Le mouvement de l'occupation des usines a été spontané pour faire face à un ralentissement économique et par conséquent, l'approche a suivi une tendance générale.

Premièrement, l'entreprise tombe en faillite ou est abandonnée. En attendant qu'une décision judiciaire leur concède le droit de continuer à faire fonctionner l'entreprise en compensation des arrières des salaires, les ouvriers la prennent en main et la gèrent comme une coopérative, empêchant que les créanciers ne saisissent les équipements. Cette décision est prise conformément à la loi qui initialement autorisait le gouvernement à saisir les biens au profit des projets de travaux publics. Les employés doivent accepter de rembourser aux créanciers le juste prix de leurs avoirs pendant une période donnée et ne peuvent se payer que lorsqu'ils réalisent des bénéfices.

Grâce à cette tactique, plus de 10 000 emplois ont pu être sauvegardés et les ouvriers de

plusieurs usines de récupération sont en voie d'entrer en possession des avoirs des entreprises pour lesquelles ils travaillent.

L'utilisation de la loi sur l'expropriation en vue de justifier cette occupation est née dans le désespoir, mais est capable de faire plus qu'un simple maintien de l'entreprise. Cela constitue un pas vers la prévention de la pauvreté qui pourrait se répandre à travers des communautés vulnérables et contribuer à relever le niveau de vie. C'est une expression du droit à l'emploi pour assurer la survie telle que prévue dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

La médiation de la communauté : *Créer des mécanismes alternatifs de résolution des conflits pour éviter l'implication des policiers qui sont des potentiels auteurs d'abus.*

Cette tactique est née de l'idée selon laquelle on peut éviter que les gens se retrouvent aux commissariats de police – et par conséquent hors du danger de la torture – en intervenant pour résoudre les conflits en dehors du système judiciaire.

Comme une alternative au système de la justice criminelle, le Centre des Victimes de la Torture (CVT) au Népal a développé un processus de médiation de la communauté. Ce processus empêche que l'on arrête des individus inutilement et qu'on les conduise au commissariat de police où 60% des détenus sont torturés afin qu'ils passent aux aveux.

Le CVT a réalisé une étude sur les types de conflits les plus courants et a conçu une formation à l'intention des leaders de la communauté, y compris les femmes et les Dalits (de la caste intouchable), en vue de la résolution des conflits grâce à une méthode de médiation de la communauté basée sur les droits. La médiation de la communauté serait possible pour les conflits autres que des crimes de violence et au profit de tout individu indépendamment de son âge, sexe, classe sociale ou caste. Pour recruter les formateurs, le CVT a organisé des réunions de masse dans chaque communauté et a sollicité la désignation des candidats. Les candidats sélectionnés ont alors suivi une formation en droits de l'homme, en droits coutumiers et sur les méthodes de résolution des conflits. Ceux qui étaient déjà impliqués dans la médiation des conflits pouvaient utiliser leurs connaissances actuelles. Ces formateurs ont formé à leur tour d'autres personnes au niveau local.

Ces personnes mettent en place des comités qui interviennent dans la médiation des conflits au niveau local. Chaque comité est composé d'au moins 30% de femmes et compte en son sein au moins un représentant des ethnies minoritaires de la communauté. Les

ou abusés. Au conseil du village ou aux niveaux supérieurs du gouvernement ils demandent des copies de dossiers des responsables importants. Le plus souvent, en dépit d'une couverture légale, le processus d'obtention des renseignements voulus est une lutte avec beaucoup d'obstacles. Une fois obtenus, les comptes sont vérifiés par des descentes sur le terrain et des entretiens avec les villageois. MKSS tient alors des audiences publiques auxquelles assistent des centaines de villageois. Les organisateurs invitent la presse, les responsables gouvernementaux et ceux soupçonnés de corruption. Les activistes de MKSS, pour la plupart originaires du coin, lisent et expliquent les documents officiels déclarant, par exemple, qu'une certaine clinique de santé a été construite dans le village, ou qu'on a payé aux manœuvres d'un projet de construction un certain montant. Ces documents sont alors mis en contraste avec les faits réels. Les activistes présentent les résultats de leur recherche et les villageois présents fournissent leur propre témoignage. Les audiences durent plusieurs heures, à mesure que les organisateurs examinent un projet de développement ou cas de corruption l'un après l'autre. Très récemment, les audiences publiques ont aussi été organisées autour des opérations d'un hôpital local et du système de santé publique et autour du fonctionnement des projets de sécurité alimentaires et du système de distribution public. Pendant que l'impact sur la transparence et les problèmes de responsabilité étaient dramatiques, les effets sur le suivi de l'action officielle ont été mitigés- quelques responsables ont été arrêtés et les enquêtes gouvernementales ont commencé à avancer. Dans certains villages, les responsables locaux corrompus prenant part aux audiences ont volontairement accepté, une fois les preuves apportées, de coopérer avec les enquêtes et même de restituer les fonds. Toutefois, il est de coutume que les activistes de MKSS suivent les audiences publiques avec une agitation et pression continues pour garantir l'action officielle. L'objectif principal du travail de MKSS est l'accès aux archives gouvernementaux et les registres des dépenses publiques. MKSS a utilisé une série de tactiques pour persuader l'Etat de Rajasthan à adopter une loi du droit à l'information. L'organisation a mobilisé des villageois de plusieurs districts, organisé des sit-in et fait de la publicité autour du problème. Par conséquent une loi a été adoptée, contraignant les responsables à fournir, sur demande et à un prix insignifiant, les copies de documents sur n'importe quelle sphère d'activité gouvernementale, y compris des programmes de développement, des ressources et dépenses publiques. Ceci a aussi suscité un mouvement national du droit à l'information qui a abouti à l'adoption de lois semblables dans plusieurs autres Etats et à un projet de loi sur la liberté d'information au parlement national. *Quelles tactiques peut-on utiliser pour s'assurer que les dépenses de la collectivité locale aident à soutenir les droits de la population locale ?* “” “Nous avons utilisé la demande à l'information comme un moyen d'affirmer le droit démocratique des gens de poser des questions et attendre des réponses. La nécessité d'une information spécifique est utilisée différemment par

présence de 300,000 compatriotes a diminué les risques d'une telle position. Les festivals étaient organisés par la Société d'Héritage Estonienne (Eesti Muinsuskaitse Selts), une organisation non officielle, qui tirant profit de la relative ouverture de l'ère de la glasnost, a œuvré pour la célébration publique d'anniversaires nationaux importants et faire revivre des symboles clés nationaux pré soviétiques, comme le drapeau bleu noir et blanc estonien et l'hymne national. Dans la bataille presque sans effusion de sang pour l'indépendance dans les Baltiques, ces symboles se situaient parmi les armes les plus puissantes. La Révolution par le chant s'est inspirée des traditions culturelles qui étaient particulièrement profondes dans les pays Baltes, tenant compte des festivals de chants publics ayant une histoire qui officiellement remonte à plus de 100 ans et officieusement à plusieurs siècles. D'autres cultures peuvent avoir de la même façon de solides traditions de chant, de danse, de théâtre ou d'autres formes d'art ou d'expression symbolique. Les familles des disparus, par exemple, ont utilisé une danse traditionnelle apprise par tous les chiliens et exécutée en paires. Quand un époux dansait avec un partenaire manquant dans une danse traditionnelle appariée, d'autres pouvaient visualiser le disparu et sa place au sein de la famille et de la communauté. Quand vous voulez mobiliser des gens en grand nombre, le défi c'est souvent de leur donner un sentiment de sécurité suffisant pour s'exprimer, de leur offrir des garanties d'un mouvement collectif. Les organisateurs des festivals de chants comptaient sur la sécurité dans les nombres : la présence de centaines de milliers de compatriotes chanteurs a constitué une mesure de sécurité pour les participants, même si cette sécurité n'était aucunement garantie.

Dans un contexte de répression, quelles traditions culturelles pourraient rassembler les gens dans votre communauté ?

Comparer le projet à la réalité : la Création des plates-formes populaires (les audiences publiques) où les citoyens peuvent publiquement défier les dirigeants sur la différence entre les promesses et la réalité. En Inde, un groupe tient le gouvernement pour responsable, en organisant des audiences publiques sur les dépenses de l'Etat. Les organisateurs ont démontré que même le financement des allocations, d'habitude un thème technique, peut attirer la foule. Mazdoor Kisan Shakti Sangathan (MKSS) organise des audiences publiques en Inde pour exposer des actes de corruption, tel le détournement de fonds alloués aux projets de développement, par une comparaison des registres officiels des faits réels aux rapports du service, faits par les villageois. En Inde, comme dans beaucoup de pays, les responsables corrompus et les élites rurales peuvent manipuler des projets de développement à leur propre avantage. Ceci empêche des projets de profiter aux pauvres et perpétue la pauvreté et l'inégalité sociale. Les activistes de MKSS et les résidents riverains enquêtent sur les allégations de corruption dans les villages ou les districts, souvent à l'initiative de résidents locaux qui estiment qu'ils ont été trompés

étapes ainsi que les règles du processus de médiation sont bien définies en commençant par une demande de médiation et impliquant une auto représentation.

Pendant la médiation, cinq à neuf médiateurs formés se placent entre les parties en conflit qui peuvent faire venir d'autres personnes pour les soutenir. Le comité de médiation explique d'abord le processus de médiation et en suite, les parties, ainsi que leurs supporters exposent leur problème. Les médiateurs engagent alors les parties dans une discussion des options possibles en vue d'un consensus. En général, les parties en conflit et les communautés trouvent des solutions à ces problèmes. Les médiateurs sont également autorisés à déterminer si plus d'information ou bien une action judiciaire est nécessaire. Ils peuvent décider d'introduire une plainte au nom de l'une des parties, ce qui amène les plus nantis à accepter de s'engager dans la procédure.

Le système de médiation a amélioré l'accès à la justice ainsi que la dynamique du pouvoir dans les trois districts qui ont mis en œuvre cette procédure. Au cours de la première année, deux tiers des conflits ont été résolus par la médiation et un tiers a été envoyé au commissariat de police ou au tribunal. Le projet de médiation communautaire du CVT a permis de résoudre plusieurs conflits locaux et de susciter une prise de conscience sur les droits de l'homme et a permis de réduire le nombre de conflits au sein des familles, ainsi que entre voisins. Actuellement, le CVT est en train d'étendre le projet à douze districts où un tiers de la population du pays y aura accès.

Etant donné qu'au Népal la torture est généralement utilisée dans les commissariats de police comme outil d'interrogation, la médiation est une méthode efficace de prévention de ce fléau en évitant que les individus se retrouvent dans ces commissariats. Cette tactique a également d'autres avantages considérables, à savoir, faciliter l'accès à la justice pour ceux qui n'ont pas d'autres moyens qui puissent les aider à résoudre leurs conflits ou à déposer une plainte contre les plus nantis, ce qui encourage les gens à prendre des responsabilités dans leur communautés.

Je viens d'un village où la plupart de mes amis travaillent. Les gens se plaignent toujours du temps qu'on prend pour résoudre les différends. S'ils pouvaient résoudre leurs problèmes par la médiation, cela permettrait d'éviter la torture et leur laisserait plus de temps pour s'occuper des activités de développement.

La destruction des archives : La prévention de la liberté de pensée et le droit à la vie privée par la destruction des archives que le gouvernement pourrait exiger

Il existe aux Etats-Unis, une organisation professionnelle nationale qui s'efforce de prévenir la violence potentielle des droits à la vie privée et à la liberté intellectuelle en évitant tant bien que mal la conservation des documents.

Traditionnellement, les bibliothécaires à travers les Etats-Unis ont empêché la restriction de la liberté intellectuelle en détruisant aussi rapidement que possible, les documents inutiles de la bibliothèque. L'association des bibliothécaires des Etats Unis (ALA), la plus grande association des bibliothécaires du monde avec plus de 64 000 membres, a utilisé l'influence de ses membres pour refuser la modification de la loi fédérale qui limite la protection des documents des bibliothèques.

En Amérique, quarante huit états ont voté des lois qui rendent confidentiels les archives des bibliothèques du patron. Le code de déontologie de ALA et sa politique sur la confidentialité protège également l'intimité du patron. Le «Patriot Act» de 2001 des Etats-Unis autorise cependant spécialement les agents d'exécution de la loi fédérale à fouiller les archives des bibliothèques et les terminaux des ordinateurs publics pour voir quel type de livre les patrons lisent et quel site web ils utilisent comme moyen de prévention du terrorisme.

En réaction au «Patriot Act», les bibliothèques sont en train de revoir leurs politiques de conservation des documents pour s'assurer que les documents inutiles sont détruits aussi rapidement que possible. Le ALA a conçu et mis en place des directives qui comprennent des recommandations en vue de limiter les documents inutiles des patrons des bibliothèques et de détruire tous les documents dès qu'ils ne sont plus utiles. Lorsque les bibliothécaires à travers le pays décident de détruire les archives des patrons, ils bénéficient du soutien d'une puissante organisation nationale.

Le ALA, une puissante organisation nationale, utilise une action de résistance assez simple pour sécuriser chaque bibliothécaire dans tout le pays. Dans des contextes les plus répressifs, une telle résistance peut aboutir à des représailles quand bien même elle est parfaitement légale.

Publier la technique du pays sur le net : *La protection des droits culturels et économiques des citoyens à travers la conservation de la technique écologique traditionnelle*

Plusieurs groupes locaux ont vu leur mode de vie altéré lorsque les organisations privées font breveter leur technique traditionnelle. Une organisation scientifique nationale est en train de voir comment prévenir cette situation.

Les indigènes dans le monde entier ont cultivé systématiquement les plantes et ont

pour une population qui a été gouvernée par la peur et se sent isolée, seule et vaincue. Les tactiques de cette nature ont la vertu de rendre le visible invisible. Elles devraient être évaluées par leur capacité à stimuler le sens de la solidarité au sein d'une population et aider à redéfinir un nouvel espace politique où plus de citoyens sont disposés à agir ensemble. Mais, pendant que ces tactiques peuvent paraître conceptuellement simple, leur réussite n'est pas facile à reproduire. Les organisateurs n'étaient pas à mesure de reproduire leur tactique sur la même échelle juste quelques mois plus tard, en dépit de l'existence de plusieurs des mêmes questions et mécanismes. Une fois accompli, le dynamisme d'une telle tactique doit être exploité pour mener le mouvement de l'avant. *Quand pourriez-vous utiliser une telle tactique ? Y a-t-il dans votre pays des abus que les gens connaissent, mais, que par peur ou par apathie, n'osent pas se prononcer contre?*

Révolution par le chant : l'affirmation d'une identité culturelle de masse pour exprimer l'opposition à un régime d'oppression. Les Nouvelles Tactiques en droits de l'homme www.newtactics.org55TACTIC En Estonie, au cours des années 1980, ceux qui se sont opposés au régime soviétique ont invité les gens à sortir et chanter publiquement les chansons chantées chez eux et entre amis toutes leurs vies. En juin de 1988 des centaines de milliers d'Estoniens (des estimations indiquent quelques 300,000, ou un tiers de la population Estonienne) se sont rassemblés pendant cinq nuits consécutives dans la cité capitale de Tallinn pour chanter des chansons folkloriques ou interdites car politiquement à risque. Les festivals semblables ont été organisés cet été en Lettonie et Lituanie. Cette "Révolution par le Chant," telle qu'elle a été reconnue, était un pas important vers l'indépendance de tous les trois Etats Baltes de l'Union soviétique en août de 1991. Le système soviétique a activement cherché à détruire l'attachement des peuples à leurs propres identités nationales. Quelques éléments de cette identité avaient été ouvertement préservés de façon jugée inoffensive par le régime (comme certaines chansons folkloriques); d'autres avaient été cachés (comme les références à «l'Estonie» plutôt que "la République Socialiste soviétique Estonienne" et la célébration de fêtes nationales pré soviétiques), mais toujours commémorées par certains. Ceux qui ont préservé ces traditions les ont utilisés pour rappeler à leurs compatriotes Estoniens leur identité, les ont motivés à les préserver, dans le contexte de la glasnost, leurs ont donné un moyen sûr de l'exprimer. Les festivals de chanson ont galvanisé et vulgarisé le mouvement de résistance naissante en utilisant de puissants symboles culturels. Beaucoup de participants sont venus au stade portant des vêtements traditionnels et ont chanté des chansons qui ont accentuées leur identité Estonienne. Sous un régime qui avait utilisé l'homogénéisation culturelle comme un instrument de répression, les festivals ont donné aux Estoniens une chance de se lever publiquement comme Estoniens plutôt que citoyens soviétiques. La

s'y impliquer. La Campagne d'Obscurité pour la Lumière a mobilisé 30 millions de personnes en Turquie à allumer et à éteindre leurs lumières en guise de démonstration publique contre la corruption gouvernementale. Ce fléau était devenu un secret de Polichinelle mais jusque-là le public s'est senti apathique et impuissant d'y mettre fin. Avec beaucoup de citoyens ayant peur de participer à l'action politique, les organisations ont eu besoin d'une tactique au risque personnel bas qui aiderait à surmonter le sentiment d'isolement qui vient avec la peur. La Campagne était l'occasion pour tous d'agir simplement et sans risque - éteindre simplement leurs lumières en même temps chaque soir - pour montrer leur mécontentement causé par le manque d'action concertée contre la corruption. A l'origine, La campagne était conçue comme réponse à un scandale qui a révélé des profondes connexions entre les membres du gouvernement et le crime organisé. Le mois précédant l'événement, les organisateurs ont lancé une vaste campagne publicitaire. Ils ont tissé des alliances avec les organisations de base et les associations, en leur demandant d'envoyer des pétitions par télécopie et des renseignements sur la campagne de protestation à leurs membres, qui expédieront à leur tour le fax à leurs amis et connaissances. Ils ont aussi fait appel aux chroniqueurs, aux personnalités de la radio et aux animateurs de TV pour poster des mementos publics. Les organisateurs ont au départ proposé que les citoyens éteignent leurs lumières pendant une minute chaque nuit. Les gens ont donc commencé à faire clignoter leurs lumières. À l'entame de la deuxième semaine, les communautés ont commencé à improviser, lançant diverses actions de rue, y compris le martèlement des marmites et des casseroles. Au moment où les organisateurs mettent fin aux manifestations, la campagne avait duré plus d'un mois. Même si certains membres impliqués dans le scandale siègent encore au parlement, il y a eu beaucoup de changements politiques et juridiques, et également le jugement de plusieurs hommes d'affaires, personnels de la police, de l'armée et les leaders de la mafia, les campagnes anti-corruption au sein du parlement et le remplacement de beaucoup de politiciens qui n'ont pas combattu la corruption publique. Pour plus de détails, voir le carnet de note tactique disponible à www.newtactics.org, sous les outils pour l'Action. L'action à accomplir par les gens était extraordinairement simple. Elle n'exigeait aucune préparation et très peu d'engagement, encourageant une participation massive. Par conséquent, la tactique est conceptuellement facile à adapter à d'autres situations. En fait, des tactiques semblables ont été utilisées dans beaucoup de situations dans le monde. Les populations en Zambie ont actionné les avertisseurs sonores de leurs véhicules à une heure précise tous les vendredis pour protester contre la décision du président de changer la constitution pour rester au pouvoir. Au Chili, les gens ont protesté contre le régime Pinochet par un tintamarre de klaxon, de tambour de marmites et de casseroles depuis les fenêtres de leurs appartements, des marches dans les rues. L'élément Commun à chaque campagne est la tentative de rendre la nature étendue de l'intérêt publique évidente

développé des méthodes d'utilisation qui profitent à toute la communauté. Des entreprises des pays développés ont breveté certaines de ces techniques sans la permission des communautés concernées. Le brevet permet à leurs détenteurs de contrôler l'utilisation de la commercialisation de l'objet breveté pendant une période sans l'obligation de partager les bénéfices avec ces communautés. Dans d'autres cas, le détenteur du brevet peut interdire à ces communautés d'utiliser ou de bénéficier de leurs propres techniques.

La base de données permet d'éviter cette pratique en publiant la technique d'un peuple après l'avoir définie comme un «art préalable». Une invention ne peut être brevetée que lorsqu'elle est nouvelle, utile et pas évidente. Si l'invention ou la technique a été publiée ailleurs – une forme de ce qu'on appelle art préalable – on peut démontrer qu'elle n'est pas nouvelle. Les entreprises étrangères ont rendu vulnérable l'acte de breveter la technique traditionnelle parce que cette technique n'a jamais été publiée ailleurs ou si elle a été publiée, on l'ignore le plus souvent.

Une fois que l'information fait partie de la base de données, le «Patent and Trademark Office» des Etats-Unis (USPTO), ainsi que d'autres autorités de brevet, la découvrent facilement pendant des recherches de l'art préalable. L'AAAS recherche activement la technique traditionnelle non protégée et insère l'information dans la base de données pour mieux la protéger.

La base de données du T.E.K P.A.O ouvre également la possibilité aux individus de proposer des entrées. Ceux qui proposent des entrées doivent apporter la preuve qu'ils ont obtenu le consentement préalable de la communauté. L'AAAS encourage les communautés à explorer les domaines qui présentent plusieurs options, y compris la demande de l'obtention du brevet elle-même, avant d'insérer leur technique dans la base de données. Un guide qui a été conçu pour aider les communautés à évaluer leurs options est disponible au shr.aaas.org/tek/.

Actuellement, la base de données du T.E.K P.A.D protège 30 000 plantes cultivées et gérées par des communautés locales grâce à l'exploitation du brevet.

Lorsqu'on permet aux organismes privés de détenir des brevets sur la technique traditionnelle qui peut être le fondement de l'existence ou de la survie de certaines communautés, ces dernières risquent de perdre leurs droits culturels et économiques. Si on ne leur permet plus d'utiliser leurs techniques ou sont obligées à payer les droits d'auteur, leur survie peut être irréparablement compromise.

Il est surprenant que l'on utilise la technologie pour protéger le droit des populations locales à bénéficier d'une technique qui date d'une centaine ou d'un millier d'années. Des bases de données en ligne ont également été utilisées pour conscientiser les populations sur les abus tels que les niveaux élevés de la population dans les régions pauvres, la corruption généralisée ou pour exiger le changement de politique.

TACTIQUES D'INTERVENTION J'ai eu la chance de participer à plusieurs campagnes d'intervention en faveur des victimes des abus des droits de l'homme. J'ai observé beaucoup d'autres campagnes à succès à travers le monde. Vers la fin des années 1980, j'ai aidé au lancement de Rugmark, la première initiative à décourager l'utilisation de la main-d'œuvre des enfants dans la fabrication de petits tapis à travers l'étiquetage volontaire. Mon organisation, Bachpan Bachao Andolan (BBA) / coalition sud asiatique contre l'exploitation des enfants (SACCS), a sauvé et a réhabilité plus de 65,000 enfants du servage et a porté le problème à l'attention du monde entier en 1998 par la marche mondiale contre le travail des enfants. A travers le monde, d'autres campagnes, y compris celles des Consommateurs de Tapis, celle des Vêtements Propres et celle contre le jeu irrégulier, ont aussi renforcé le pouvoir des consommateurs à mettre fin aux abus. Parallèlement, les campagnes de mobilisation de masse - pour les droits de travail et un environnement propre en Amérique latine, par exemple et pour les droits de la femme en Afrique - se sont opposées aux abus en cours et ont mis fin à la capacité des auteurs à les continuer. Ces campagnes partagent toutes le fait d'être initiées à la base. Pendant que les nombres et la portée des lois et des règlements augmentent, les gens vivent plus que jamais dans les mêmes, voire pires conditions en ce qui concerne les droits de l'homme. La vérité c'est que nous ne pouvons pas atteindre les droits de l'homme simplement par des lois. Les gens sur le terrain doivent intervenir quand les droits sont menacés ou les abus sont commis. Dans ce chapitre vous apprendrez des choses sur des personnes et des organisations qui ont oeuvré pour l'arrêt des abus des droits de l'homme en cours, à travers les campagnes comme celles-ci et par d'autres tactiques innovatrices. Comme moi, j'espère que vous serez inspirés à continuer à lutter contre les abus des droits de l'homme. - Kailash Satyarthi Président, Marche mondiale contre le travail des enfants. Coalition Sud asiatique contre l'exploitation des enfants (SACCS)- Campagne mondiale pour l'éducation (GCE) New Delhi, Inde.

INTERVENTION

Les tactiques ont été utilisées, ici, pour intervenir dans des situations impliquant des abus en cours et le refus des droits de l'homme. Pour cette raison, elles sont parmi celles qui stimulent et qui inspirent le plus. Ici, les gens opèrent dans des situations de crise. Ils essayent de briser le statut quo. Ce sont des croyances et des attentes stimulantes longtemps tenues, ainsi que des traditions locales qui suscitent des doutes. Ces tactiques

sont contre la corruption et l'abus qui sont devenus des normes culturelles. Très souvent elles opèrent à partir de la base de la structure du pouvoir – et s'appuient sur des ressources remarquables pour le faire. Les travailleurs du sexe se sont réunis pour sauver les jeunes filles forcées de joindre leur profession. Les enfants travailleurs ont formé des unions pour protéger leurs propres droits. Les paysans sans terre ont commencé à cultiver les terres non exploitées. Les collectivités locales se sont prononcées contre les lois et les politiques défendues au niveau fédéral. Toutefois, vous apprendrez aussi quelques exemples louables et dignes d'éloges d'entreprises – situées au sommet de la structure du pouvoir – qui utilisent leur puissance et influence pour intervenir dans des situations d'abus en cours. Dans la plupart de ces tactiques, les gens prennent les outils des dirigeants et les utilisent dans la lutte contre les abus. Ils étudient les budgets et les lois et publiquement, exigent des gouvernements le respect de leurs promesses. Ils s'appuient sur les forces des cultures traditionnelles et des chefs respectés pour projeter leurs communautés à de plus hautes normes pour la protection de droits de l'homme. *Les tactiques dans ce chapitre sont divisées en quatre sections :*

1 les tactiques de résistance s'opposent aux abus.

2 les tactiques de rupture utilisent l'action directe pour influencer l'auteur des abus.

3 les tactiques de persuasion utilisent les leaders respectés ou les mécanismes institutionnels pacifiques pour négocier et mettre un terme aux violations.

4 les tactiques de motivation offrent des alternatives aux abus des droits de l'homme.

2 LES TACTIQUES DE RÉSISTANCE

Les tactiques de résistance s'opposent aux abus en cours ou au refus des droits. Celles-ci jouent deux rôles importants : elles rendent l'abus visible – soit sur le plan local, national ou international - à ceux qui sont affectés par cela, à ceux qui ont la possibilité de le changer et même à ceux qui le commettent. Elles préparent aussi l'étape à d'autres tactiques pouvant apporter d'autres changements. Ces tactiques peuvent être plus compliquées qu'elles ne paraissent. Une tactique en Turquie a exigé juste l'appui sur un bouton - mais, à la fin, des millions de changements! - pendant qu'un autre en Estonie a commencé comme une rencontre de la chorale. Elles peuvent aussi impliquer l'utilisation sophistiquée de mécanismes complexes comme les budgets et les lois, les mécanismes qui n'ont pas été tout à fait exploités dans le passé.

INTERVENTION. Résistance, Rien qu'en appuyant sur un bouton: Création d'une simple expression de protestation de masse basée sur une activité simple que les citoyens peuvent mener en toute sécurité dans leurs propres maisons. En Turquie, la participation d'un grand nombre de personnes dans une campagne a offert non seulement une mesure de sécurité, mais a encouragé de plus en plus de personnes - des millions, finalement – à